INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 364 - SEPTEMBRE 2024

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 364

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Bon maintien de la consommation de viande bovine en juillet
    - Hausse des cours
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Forte demande des pays tiers méditerranéens
- Femelles
  - Europe
    - Le prix des vaches O en progression durant l'été
- Maigre
  - Cours stables à un haut niveau
- Veaux de boucherie
  - Les faibles mises en places font remonter les prix
- Veaux laitiers
  - Le retour des naissances fait fortement baisser les cours

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Rentrée incertaine : collecte laitière dynamique mais menaces sanitaires
  - La production mondiale reste limitée
- Marché des produits laitiers
  - Les cours mondiaux du beurre toujours soutenus

Viande ovine
- France
  - Le traditionnel creux des abattages en sortie d'été tire la cotation
- UE et monde
  - La production ovine est basse cette année en Europe

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Les fabrications de fromages de chèvre se sont tenues au premier semestre
- Prix du lait de chèvre
  - Dynamiques contrastées du prix du lait de chèvre en Europe

« Où va l'agneau ? »,quels produits pour quels marchés ?

Peu d'offre, face à une demande plus dynamique

Dernière révision le 16 septembre 2024

Les cours sont à la hausse pour tous les bovins finis, veaux et gros bovins. Non seulement l'offre demeure restreinte en France, mais le marché européen est bien orienté, avec une inflation ralentie qui permet de retrouver du dynamisme sur la consommation, une offre globalement limitée, et des exportations vers les pays tiers qui participent à soutenir les prix.

Les cours des broutards sont stables à un haut niveau avec des disponibilités toujours en repli et une forte concurrence à l'achat entre engraisseurs français et italiens. Ceux des jeunes veaux laitiers ont enclenché une franche baisse saisonnière avec l'arrivée des vêlages de fin d'été. La MHE et la FCO inquiètent les opérateurs et engendrent des coûts mais n'ont pas d'effet sur les prix de vente.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Bon maintien de la consommation de viande bovine en juillet

Dernière révision le 16 septembre 2024

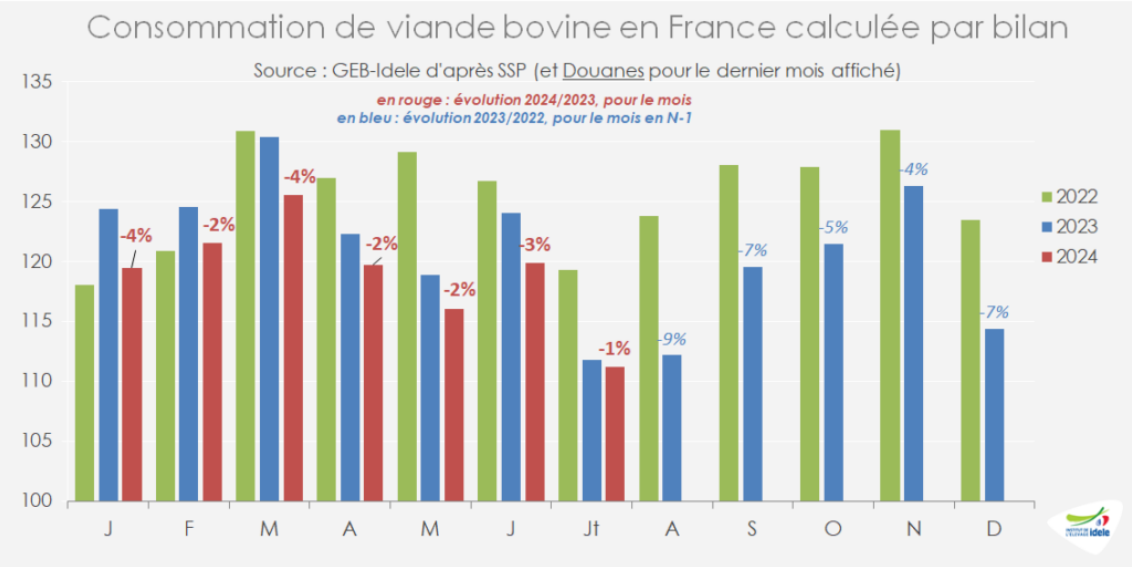
L'inflation alimentaire continue de se réduire, permettant à la consommation par bilan de viande bovine de résister en juillet, avec l'aide de la fréquentation touristique. Les exports de viande bovine ont été particulièrement dynamiques, du fait d'une meilleure demande en Europe et sur le marché turc.

L'inflation sur les produits alimentaires frais ralentit

En août d'après la publication provisoire de l'INSEE, l'inflation a poursuivi son ralentissement entamé depuis mars 2023 en France. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'est établi à +2,2% sur un an (contre +2,7% en juillet). L'inflation alimentaire s'est encore fortement réduite, à +0,5% sur un an (comme en juillet, contre +0,8% en juin). **Au sein de l'alimentaire, l'indice du prix des produits alimentaires frais recule aussi, un peu moins vite, à +2,7% sur un an, contre +2,8% un mois plus tôt.** La hausse du prix de l'énergie a été très faible en août (+0,5% /2023) après un pic d'inflation du poste en juillet (+8,5% sur un an, du fait d'une augmentation du gaz). La hausse du prix des services continue, elle, son accélération (+3,1% sur un an après +2,6% un mois plus tôt).

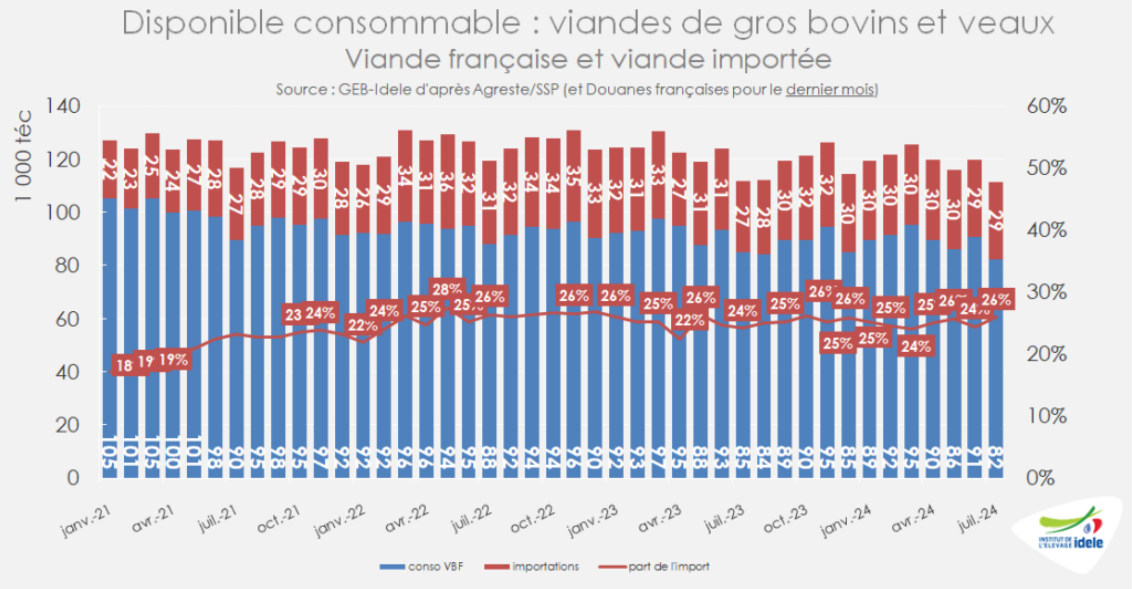
La consommation de viande bovine robuste en juillet

La consommation par bilan s'est bien tenue en juillet, avec un recul de seulement -1% /2023, grâce à l'inflation plus modérée, aux touristes étrangers aussi nombreux que durant l'été 2023 et aux Français presque aussi nombreux en France en vacances que l'an passé. D'après Agreste pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur, le disponible en viande bovine et de veau s'est établi à 111 000 téc.



En juillet, **les abattages** de gros bovins étaient en hausse de +10% /2023 (+10 000 téc; précisons qu'il y a eu 3 jours ouvrés de plus qu'en juillet 2023, du fait de l'année bissextile) les importations de viande ont progressé de +7% (+1 700 téc) et les exportations ont bondi de +21%, ou + 3 600 téc, avec une progression à deux chiffres des envois vers les principaux clients.

Du fait de ces échanges très dynamiques, aussi liés au nombre de jours ouvrés augmenté, la part d'import dans le disponible consommable en France a progressé pour atteindre 26% en juillet contre 24% en juin, revenant au niveau de mai 2024. **Cependant, en cumulé de janvier à juillet 2024, la part d'import dans la consommation est stable par rapport à 2023, à 25%.**

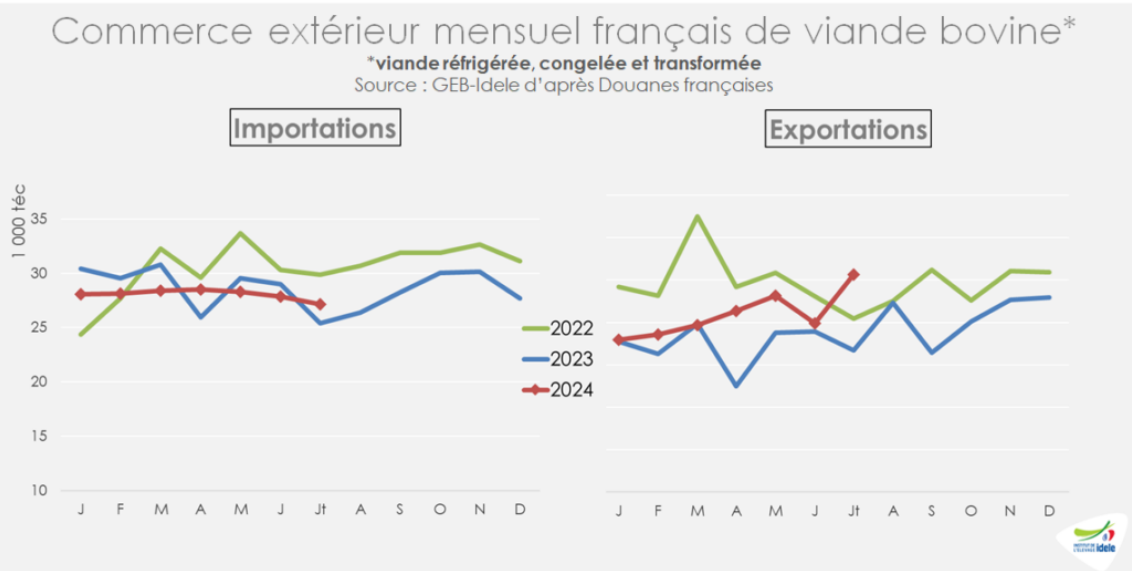


Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par l'organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas pris en compte ici.

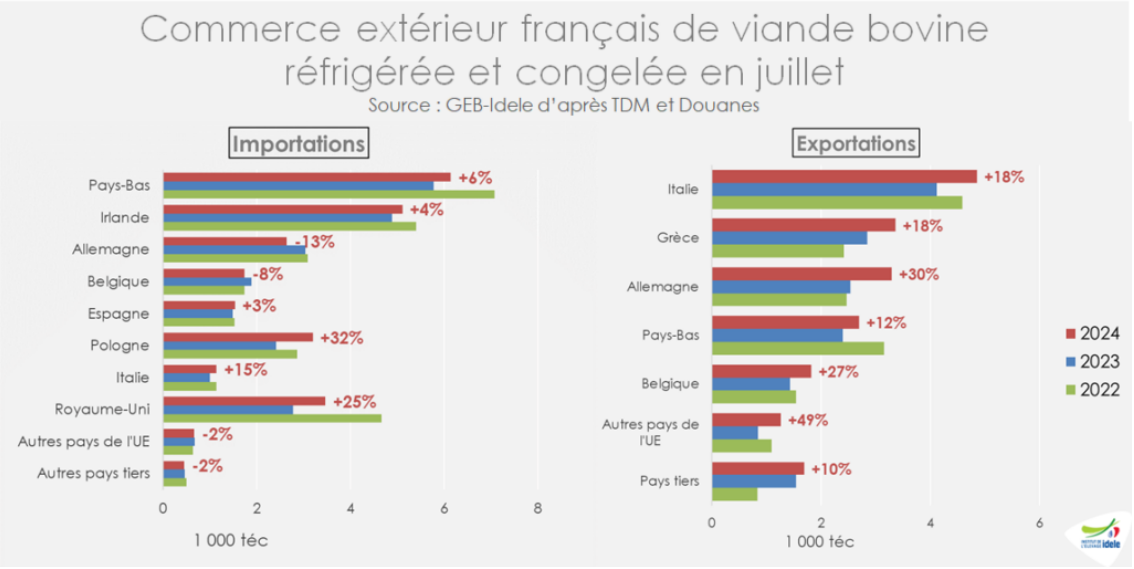
En juillet, la France a exporté plus

En cumulé sur les 7 premiers mois de l'année, les imports totaux de viande bovine ont légèrement reculé de -2% /2023 (-4 200 téc), et plus encore si on compare à 2022 (-5%), à 188 000 téc. **Les exports cumulés ont eux progressé de +9% /2023,** année d'exports faibles (+ 10 200 téc) mais restaient 8% en-deçà de 2022.



En juillet, les importations de viande bovine réfrigérée et congelée ont progressé au total de +7% /2023. Elles ont augmenté depuis les Pays-Bas (+6% /2023 à 6 000 téc) et l'Irlande (+4% à 5 000 téc) mais ont reculé depuis l'Allemagne (-13% à 2 500 téc) du fait d'une consommation plus dynamique qu'en 2023 outre-Rhin. Elles ont augmenté depuis le Royaume-Uni (+25% à 3 500 téc) dont une part est réexpédiée en UE, et significativement depuis les origines à prix compétitif : la Pologne (+32% à 3 000 téc) et l'Espagne (+3% à 1 500 téc).

En juillet également, les exports français de viande bovine réfrigérée et congelée ont bondi de 21% par rapport au bas niveau de 2023, dépassant aussi le niveau de 2022 (+18%). Les envois ont donc augmenté vers l'Italie (+18% /2023, à 4 900 téc), la Grèce (+18% à 3 400 téc), l'Allemagne (+30% à 3 300 téc), les Pays-Bas (+12% à 2 700 téc) et la Belgique (+27% à 1 800 téc). L'intérêt de la Pologne pour le marché turc a laissé plus de champ à la France pour approvisionner ses clients historiques et l'accalmie de l'inflation en Grèce et en Allemagne a redynamisé la demande. Enfin, la France a encore exporté 750 téc de viande bovine vers la Turquie, soit un total sur 7 mois de 3 000 téc (x3 /2023).



Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

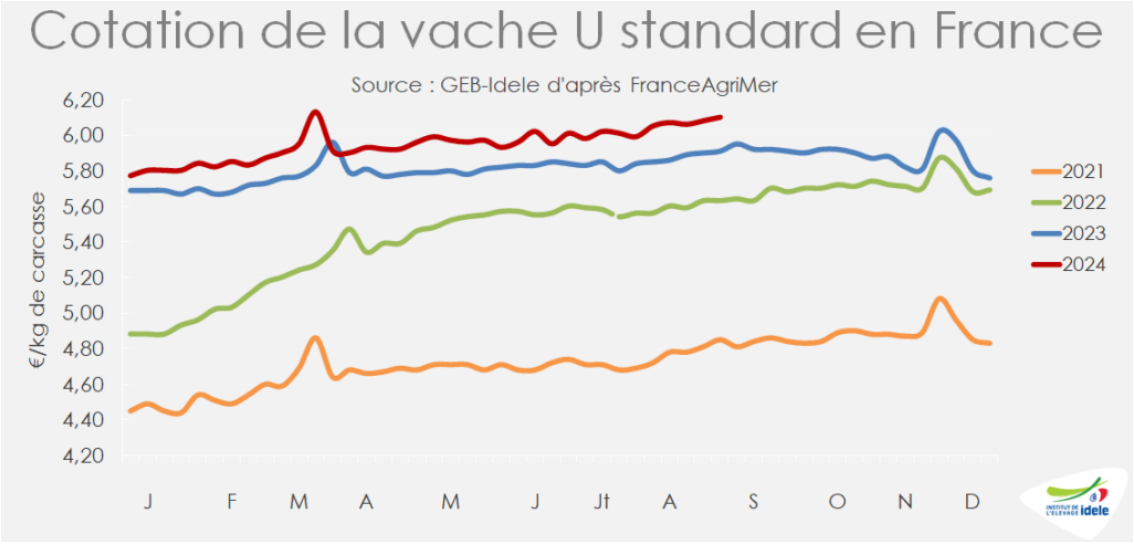
Hausse des cours

Dernière révision le 16 septembre 2024

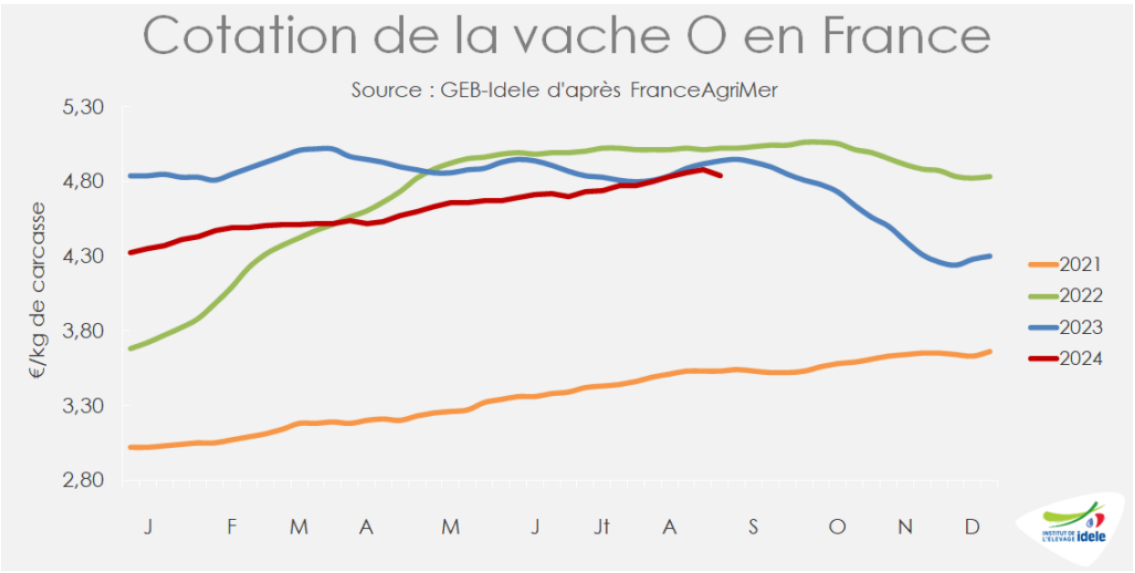
Les prix des gros bovins finis sont en hausse, tirés par le manque d'offre lié à la décapitalisation.

Le manque d'offre soutient les cours des femelles allaitantes

Le net recul de l'offre de vaches allaitantes tire leurs cours à la hausse. La cotation de la **vache U standard** a gagné 5 centimes en 1 mois pour grimper à **6,10 €/kg** de carcasse en semaine 36 (+3% /2023) et celle de la **vache R** a gagné 4 centimes, à **5,61 €/kg** (+1% /2023).

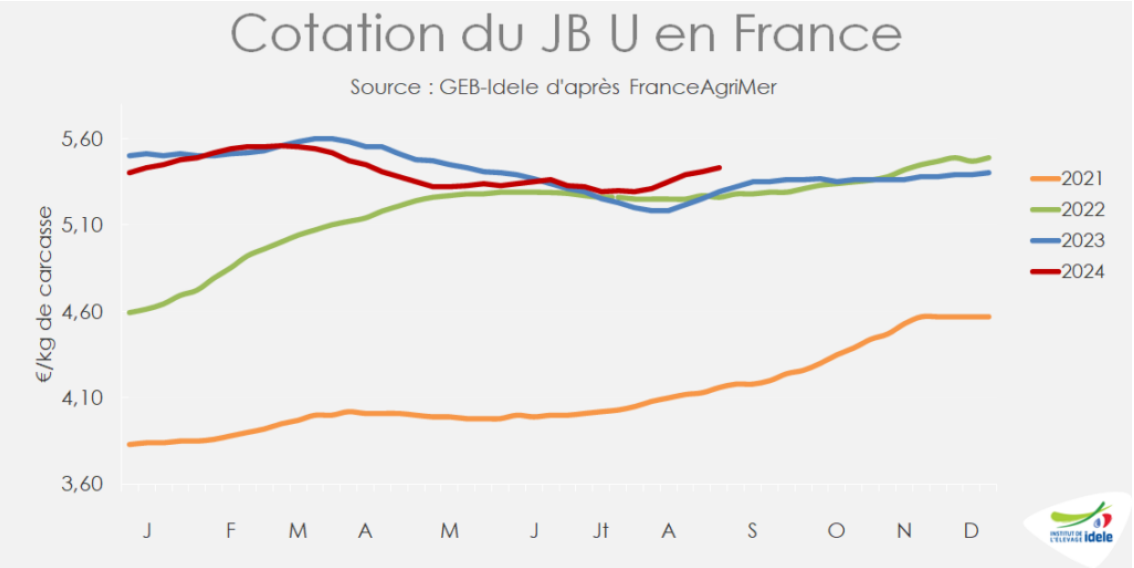


Les cotations des vaches laitières ont poursuivi leur remontée saisonnière avant de fléchir de quelques centimes début septembre en réponse à une hausse soudaine des réformes. Avec l'arrivée de l'automne, les éleveurs commencent à faire du tri dans leur troupeau en prévision de la saison d'hivernage. La cotation de la **vache O** a perdu 4 centimes d'une semaine sur l'autre pour retomber à **4,84 €/kg** de carcasse en semaine 36 (-2% /2023). Celle de la **vache P** a suivi la même tendance en perdant 3 centimes en semaine 36 à **4,54€/kg** (-4% /2023).



Les cours des jeunes bovins poursuivent leur hausse saisonnière

Les cours des j**eunes bovins** ont enclenché leur hausse saisonnière début août, avec 2 à 3 semaines d'avance sur leur rythme habituel. Le marché européen relativement dynamique, le manque d'offre en Italie, les ventes vers la Turquie et le besoin de faire tourner les outils face au manque de vaches allaitantes soutiennent les prix des JB.

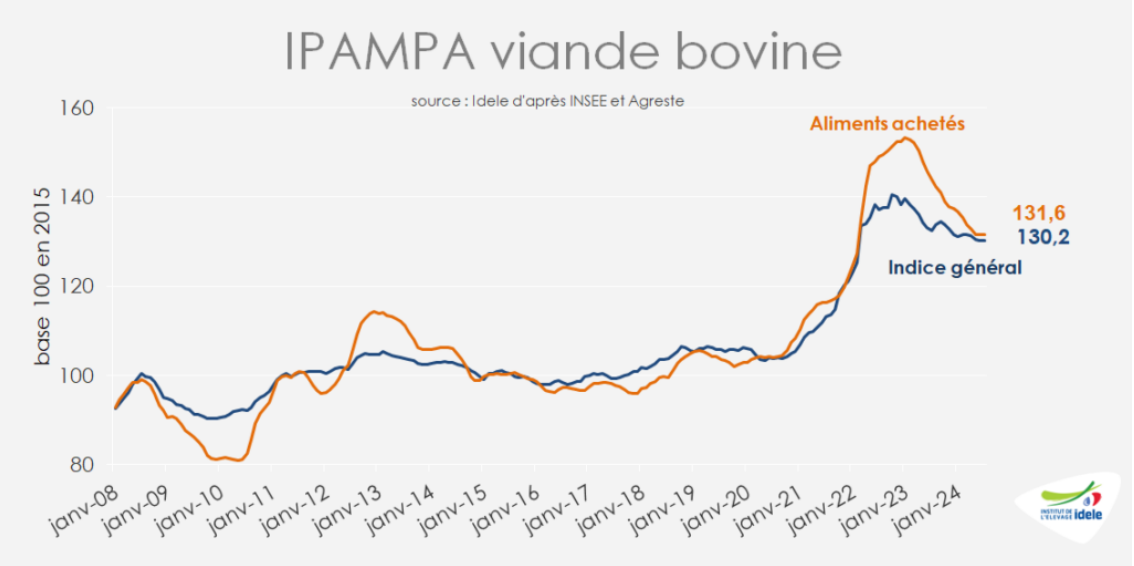


La cotation du **JB U** a gagné 12 centimes en 4 semaines pour remonter à **5,43 €/kg de carcasse** en semaine 36 (+3% /2023) et celle du **JB R** 11 centimes à **5,30 €/kg** (+3% /2023). La cotation du **JB O** a regagné 5 centimes mais reste inférieure à son niveau de 2023 (-1% à **4,84 €/kg**).

L'IPAMPA poursuit la lente décrue

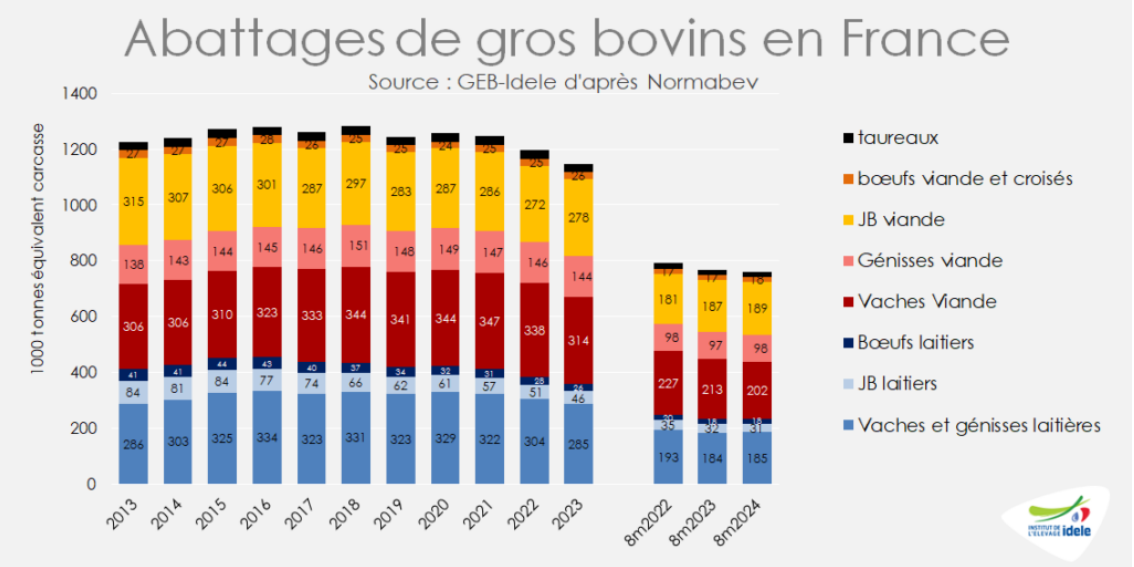
En juillet, l'**IPAMPA** viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) était en légère baisse par rapport à juin et inférieur aux deux années précédentes (-1,7% /2023 et -5,2% /2022). Il restait toutefois bien plus élevé qu'au début de l'inflation sur les matières premières (+15% / juillet 2021). L'indice des aliments achetés était stable par rapport à juin mais en baisse par rapport aux années précédentes (-8,5% / 2023 et -11,8% /2022).

A noter que l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations : d'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2023.



La production d'animaux jeunes compense la baisse des réformes allaitantes

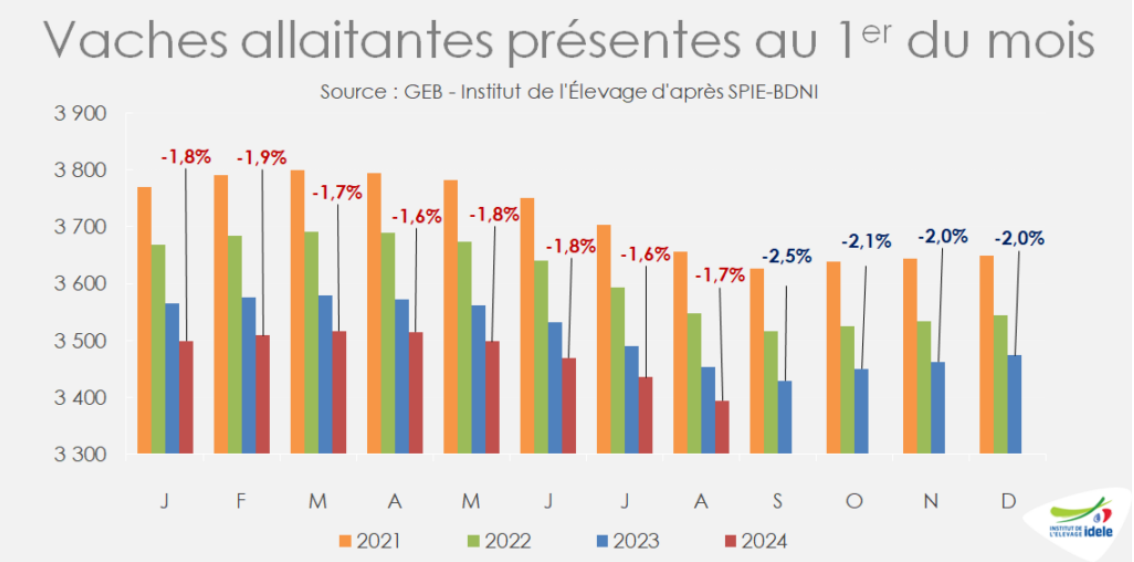
Sur les 8 premiers mois de l'année, **les tonnages de gros bovins abattus** n'ont baissé que de 1% par rapport à 2023, à 761 000 téc. Ils restent toutefois inférieurs de 4% à leur niveau de 2022. La **hausse des abattages de jeunes bovins de type viande** (+2% /2023 à 189 000 téc), de **génisses viande** (+1% à 98 000 téc) et de **bœufs viande et croisés** (+6% à 18 000 téc) a compensé partiellement la baisse en vaches de type viande (-5% à 202 000 téc). Les tonnages de femelles laitières ont augmenté également (+0,4% à 185 000 téc) du fait d'une hausse significative de leur poids moyen (+1,6%).



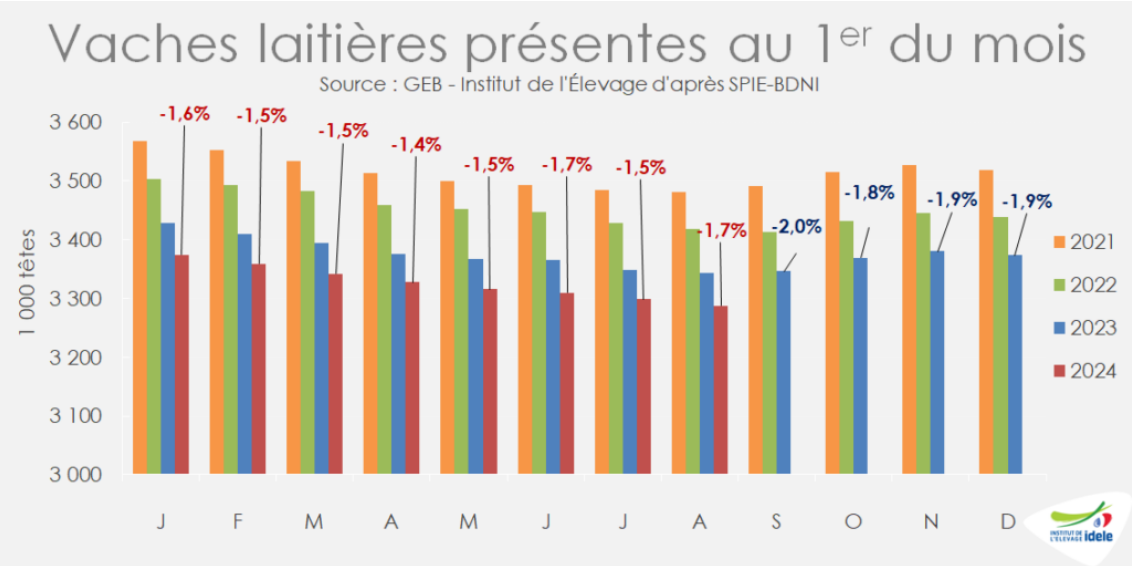
Depuis 2 ans, la **relocalisation de l'engraissement en France**, au détriment de l'export de vif, permet d'augmenter le nombre de jeunes bovins et génisses produits en France. Pour en savoir plus, lire l'article sur les broutards.

La décapitalisation se poursuit : -1 million de vaches en 8 ans

Au 1er août, le nombre de **vaches allaitantes** présentes en France était en baisse de -1,7% /2023, contre -1,6% au 1er juillet. Le ralentissement de la décapitalisation ne semble donc pas complètement acquis.



Il en est de même pour le cheptel laitier. Le nombre de **vaches laitières** était en recul de -1,7% /2023 au 1er août, contre -1,5% au 1er juillet.



Entre le 1er août 2016 et le 1er août 2024, **la France a perdu 607 000 vaches allaitantes et 415 000 vaches laitières, soit 1,022 million de vaches**, une baisse de 12% en 8 ans.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

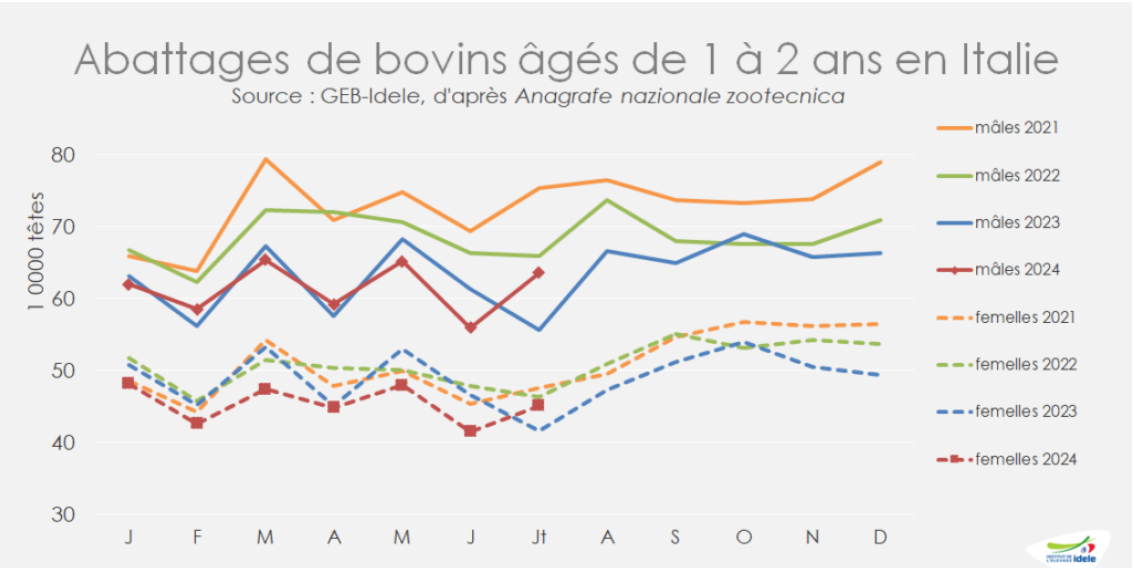
Forte demande des pays tiers méditerranéens

Dernière révision le 16 septembre 2024

La demande en viande bovine de la Turquie et de l'Algérie a soutenu les prix des JB en Europe, malgré une demande domestique parfois limitée.

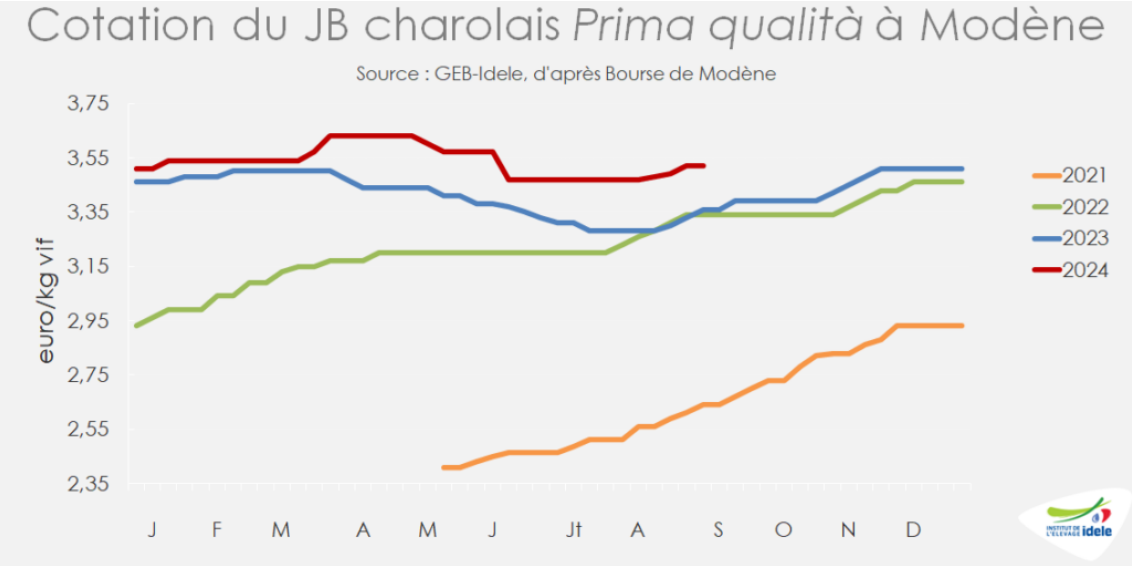
Italie : l'offre réduite soutient les cours

Après un creux en juin, les abattages de jeunes bovins mâles se sont redressés en juillet en Italie. En conséquence, **en cumul sur sept mois**, **430 000 jeunes bovins ont été abattus**, un niveau équivalent à 2023. À l'inverse, les **abattages de génisses** étaient en baisse, à 317 000 têtes (-5% /2023). Ces sorties limitées seraient cependant suffisantes pour répondre à la faible demande due aux prix élevés.



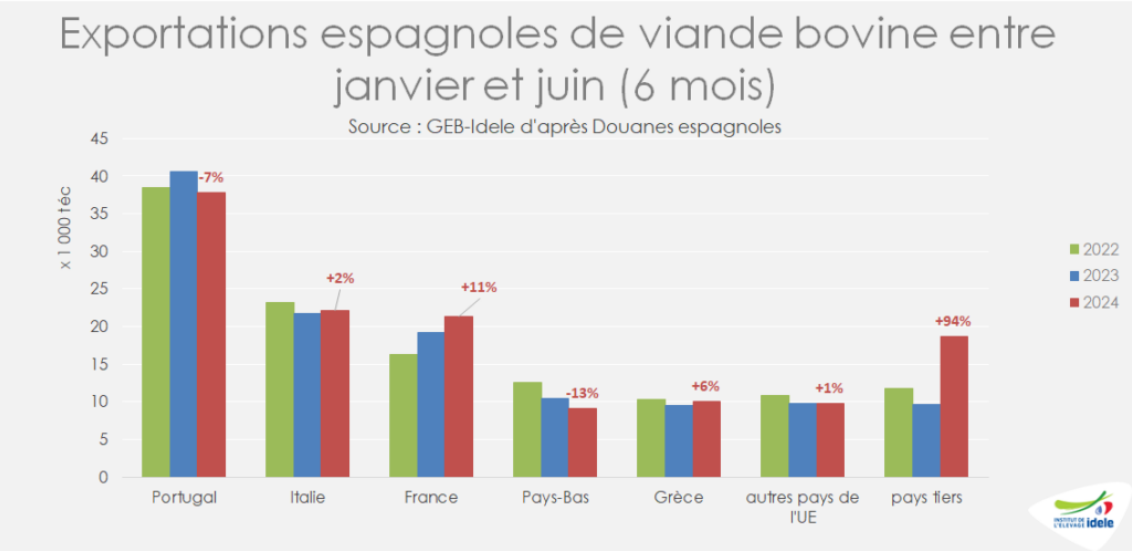
L'offre relativement réduite conduit à une concurrence entre abatteurs pour l'approvisionnement en jeunes bovins finis, ce qui tire les prix à la hausse. Par ailleurs, le contexte sanitaire français, avec le retour de la MHE et l'irruption de la FCO-3, renchérit les broutards et participe sans doute à la hausse des prix en bout de chaîne. L'ouverture du marché turc aux carcasses italiennes soutient également les cours.

Ainsi, en semaine 36, le **jeune bovin charolais *prima qualità*** cotait 3,52 €/vif à Modène, en légère hausse (+5 cts) sur quatre semaines après le creux estival. Il dépasse de 5% (+16 cts) son cours de septembre 2023. Le **Limousin extra** cotait 3,83 €/kg vif, en progression de 5 cts également sur quatre semaines. La cotation des **génisses charolaises extra** était en hausse de 7 cts sur quatre semaines, à 3,60 €/kg vif (+7% /2023). Le renchérissement des broutards français faute de disponibilités expliquerait ce maintien des cours des JB à un niveau élevé.

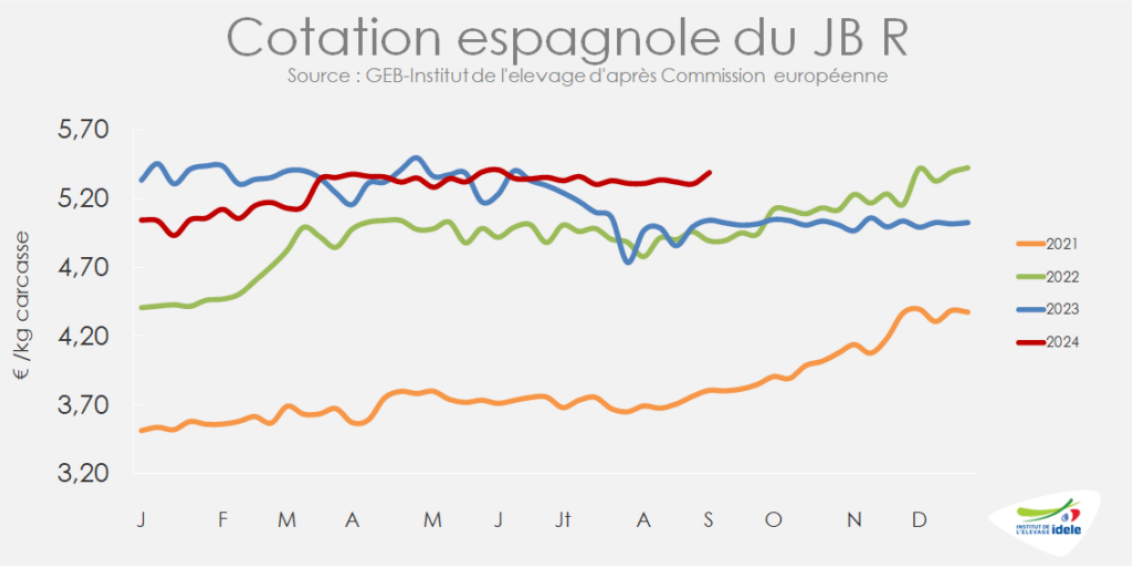


Espagne : l'Algérie fait le prix

En Espagne, d'après la note hebdomadaire de FranceAgriMer, les **exportations de viande bovine** sont restées très dynamique sur les six premiers mois de l'année. 10 000 téc de viande ont ainsi été exportées **vers l'Algérie** sur le premier semestre, alors que ces flux avaient été coupés depuis 2021. En conséquence, et malgré des flux globalement stables vers les pays de l'UE, les envois espagnols ont progressé de +7% /2023.

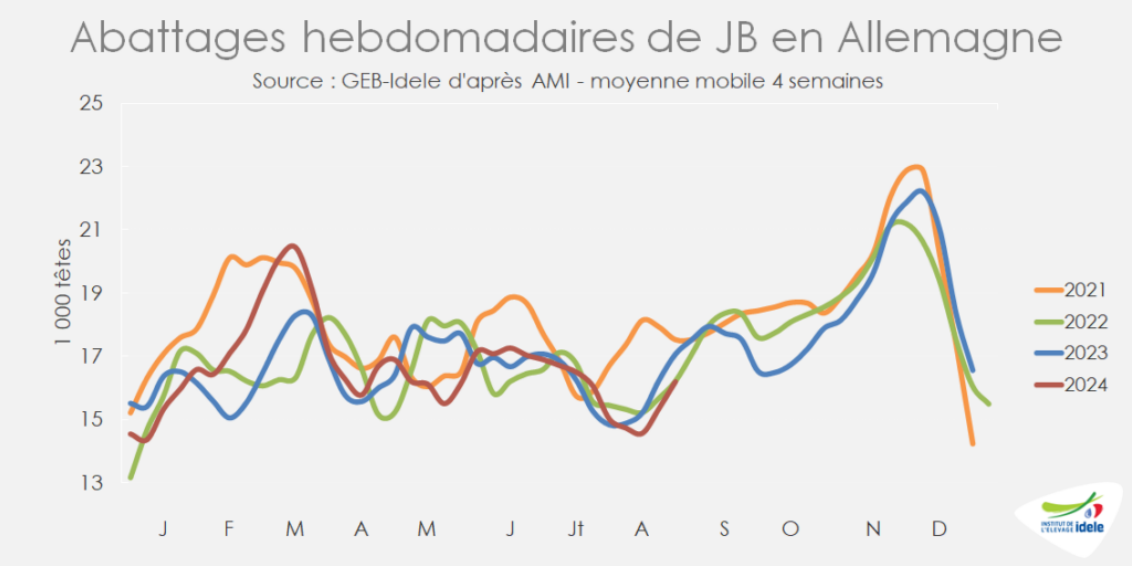


L'attrait du marché algérien a nettement soutenu les prix des JB espagnols, au détriment de la consommation domestique. Ainsi, en semaine 36, le **jeune bovin R** espagnol cotait 5,39 €/kg éc. En hausse de +7% par rapport à son niveau de 2023, son cours dépassait de 11 centimes celui du JB R français.

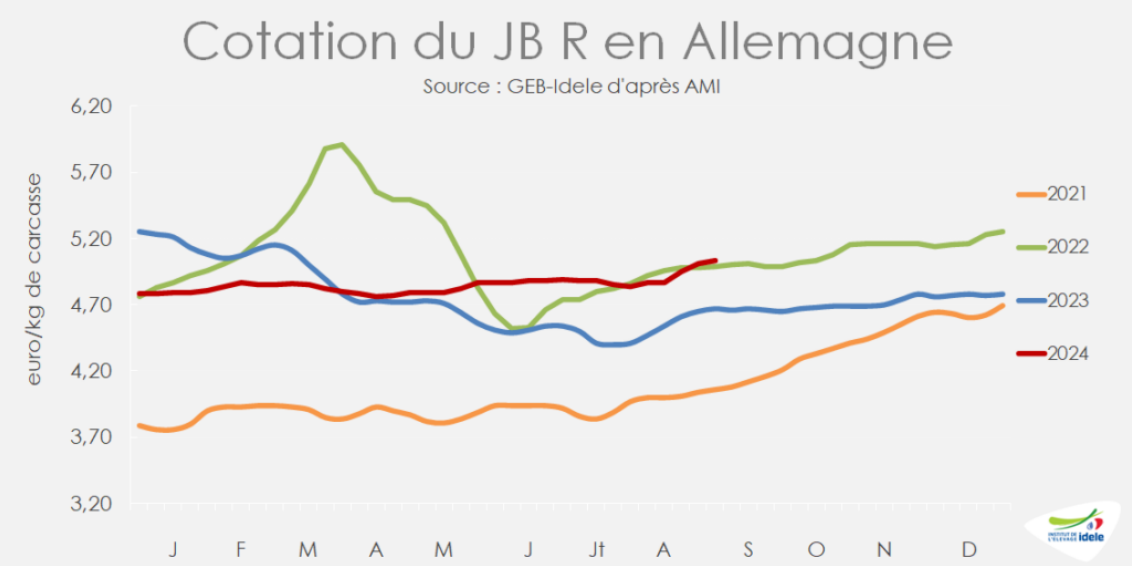


Allemagne : la demande rejoint l'offre

Après une année 2023 atone sur la consommation du fait de la forte inflation, les achats des ménages sont repartis à la hausse en Allemagne, retrouvant leur niveau de 2022. En parallèle, l'**offre** est restée relativement stable depuis le début de l'année, mais légèrement a fléchi en **août** (-5% /2023 sur les semaines 32 à 35 d'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI).

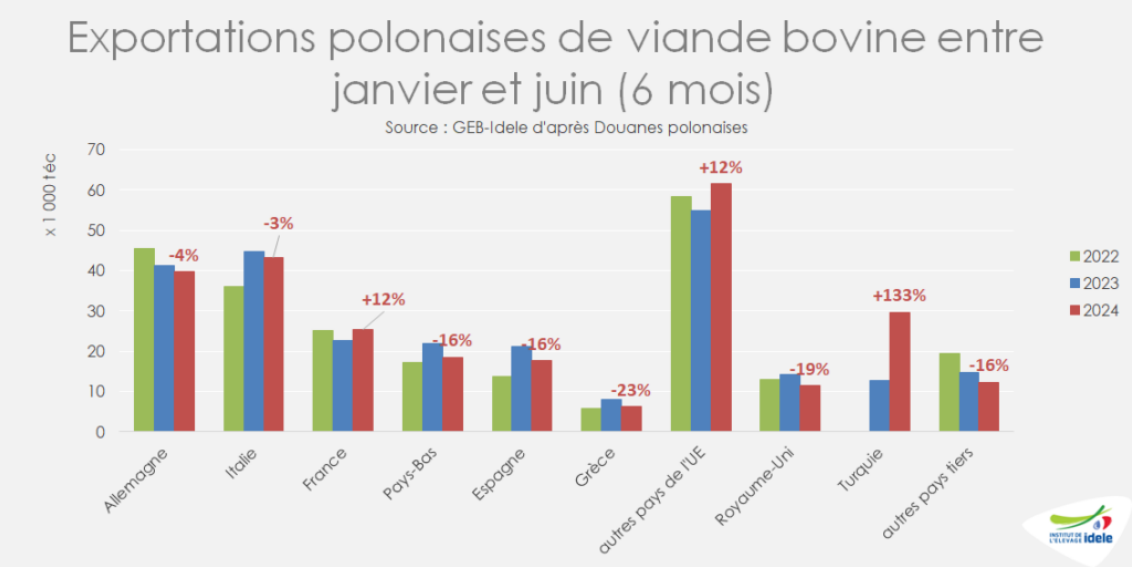


L'offre restreinte conjuguée à une demande en hausse conduit mécaniquement à une remontée des cours. En semaine 35, la **cotation du jeune bovin R allemand** s'établissait ainsi à 5,03 €/kg éc, en hausse de 16 cts (+3%) sur quatre semaines. Elle était supérieure de 8% à son niveau de 2023.

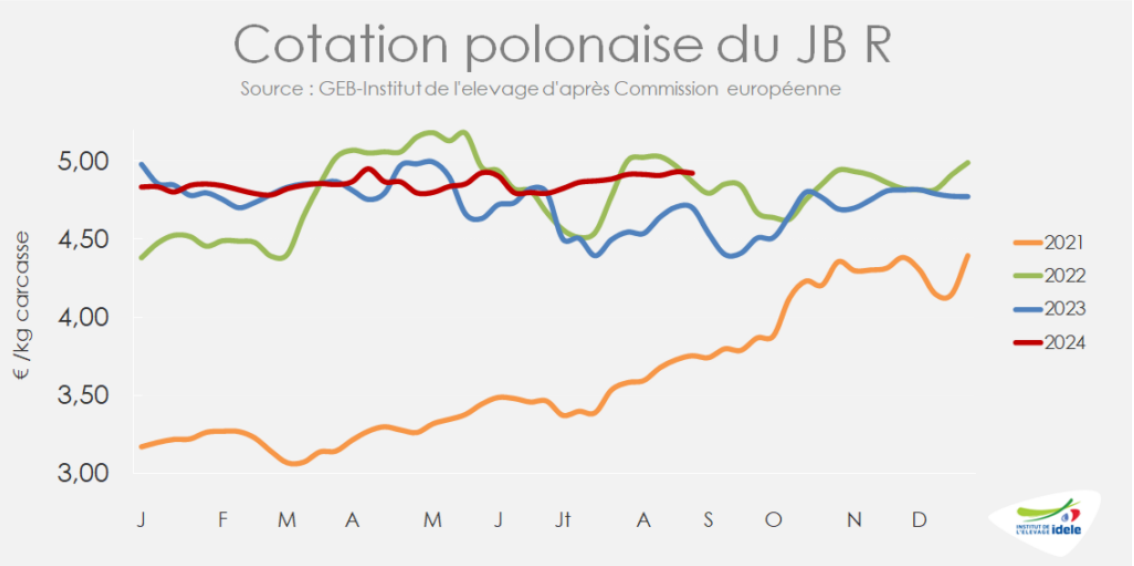


Pologne : cours soutenus par la demande export

Sur le premier semestre 2024, les **envois polonais de viande bovine** se sont établis à 266 000 téc toutes destinations confondues d'après les Douanes polonaises, en hausse de 4% /2023. Vers la Turquie, ils ont plus que doublé (×2,3) sur six mois, atteignant 30 000 téc.



Conséquence de cette forte demande, les cours des jeunes bovins sont restés orientés à la hausse. Ainsi, en semaine 35, le **jeune bovin R polonais** cotait 4,92 €/kg vif, un niveau légèrement supérieur (+5%) à 2023.



Viandes bovines » Femelles » Europe »

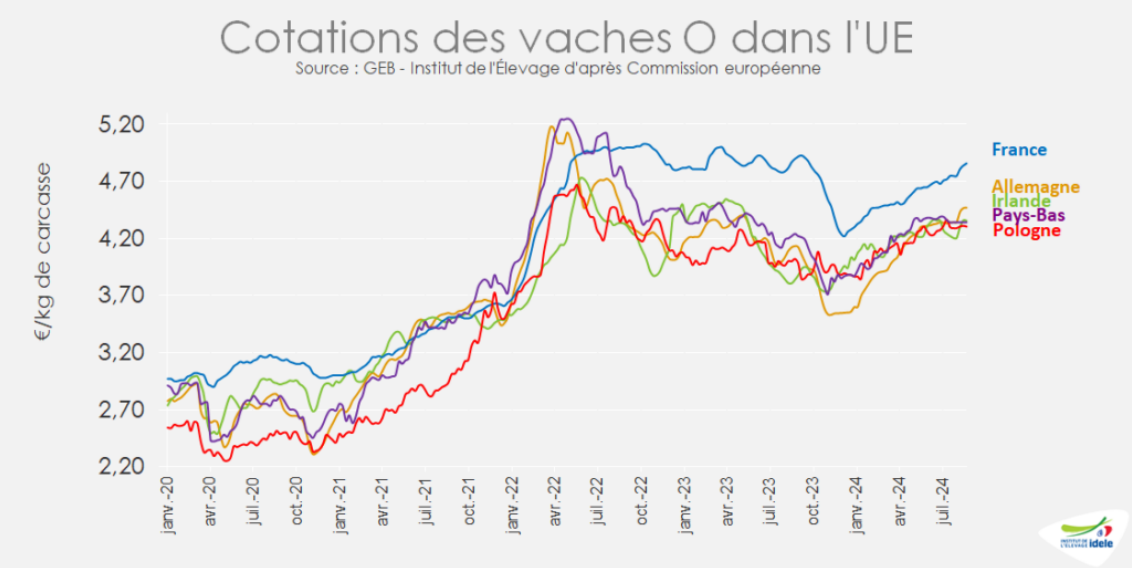
Le prix des vaches O en progression durant l'été

Dernière révision le 16 septembre 2024

Les cotations des réformes étaient en hausse durant l'été, du fait du manque de viande en UE et d'achats turcs qui mettent un peu de tension sur le marché global européen de la viande.

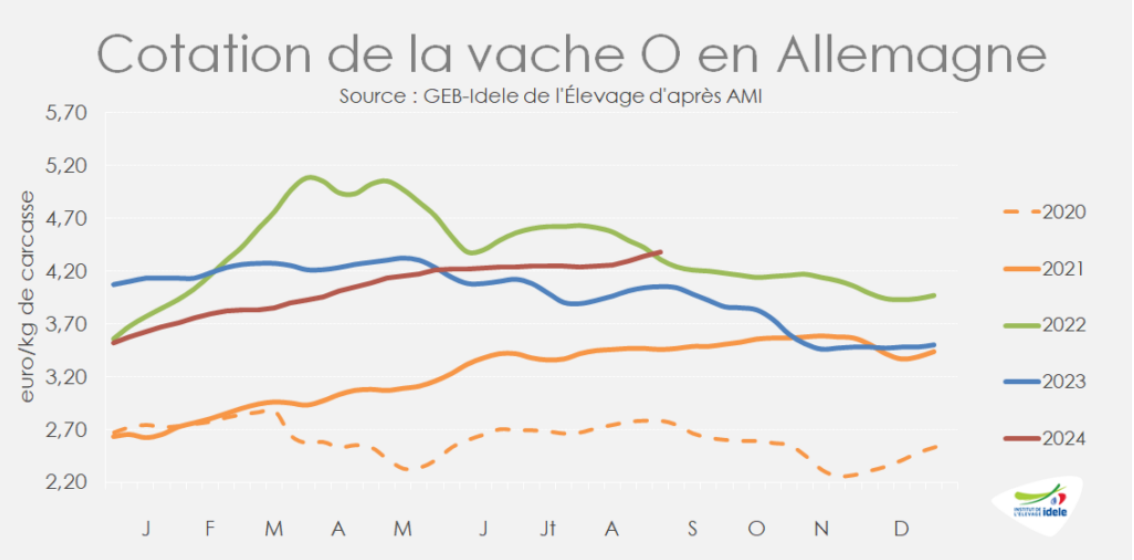
Le prix des vaches O est revenu à son niveau haut de l'été 2022

Les **cours des vaches O sont toujours à la hausse en UE**, en particulier en France (+18 centimes en 8 semaines, à 4,88€/kgéc en semaine 35) mais aussi dans les autres États membres de l'UE. Dans de nombreux pays – en dehors de la France – le cours de la vache O a dépassé mi-juin son niveau de mi-2023, alors freiné par les baisses de pouvoir d'achat liées l'inflation, et a même retrouvé fin-août son haut niveau de 2022. La faiblesse de l'offre en réformes nécessaires à la transformation et les besoins en viande hors d'Europe soutiennent les cours.

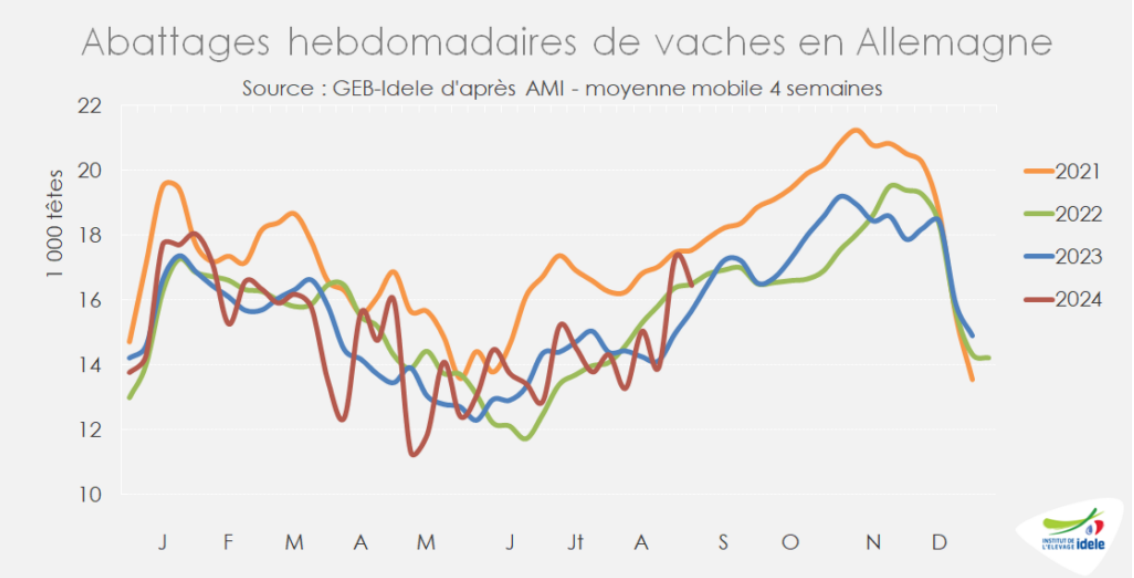


ALLEMAGNE : le cours de la vache O a dépassé celui de 2022

En **Allemagne**, les cours des vaches de réforme poursuivaient leur progression en juillet-août (+13 centimes en huit semaines entre s27 et s35) atteignant un niveau supérieur à celui d'il y a deux ans. Ainsi, en semaine 35, la **cotation de la vache O** s'établissait à **4,38 €/kg de carcasse** (+8% /2023 et +2% /2022). Les experts allemands (AMI) évoquent un marché équilibré en vaches, mais sous tension en jeunes bovins, ce qui soutient le prix des réformes.

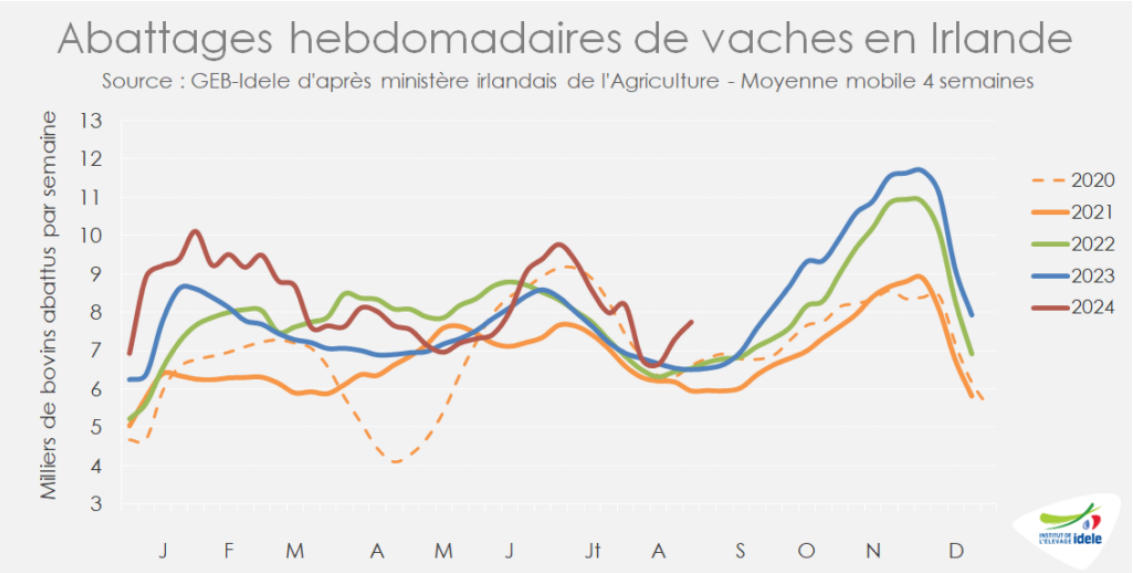


Les **abattages de vaches** ont été en retrait en juin et juillet (respectivement -8% et -3% /2023) avec un prix du lait en progression entre avril à juillet, tandis qu'en août les réformes ont augmenté de 5% /2023, d'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI. En cumulé depuis le début de l'année, les abattages de vaches sont équivalents aux deux dernières années (=/2023 et -1% /2022).

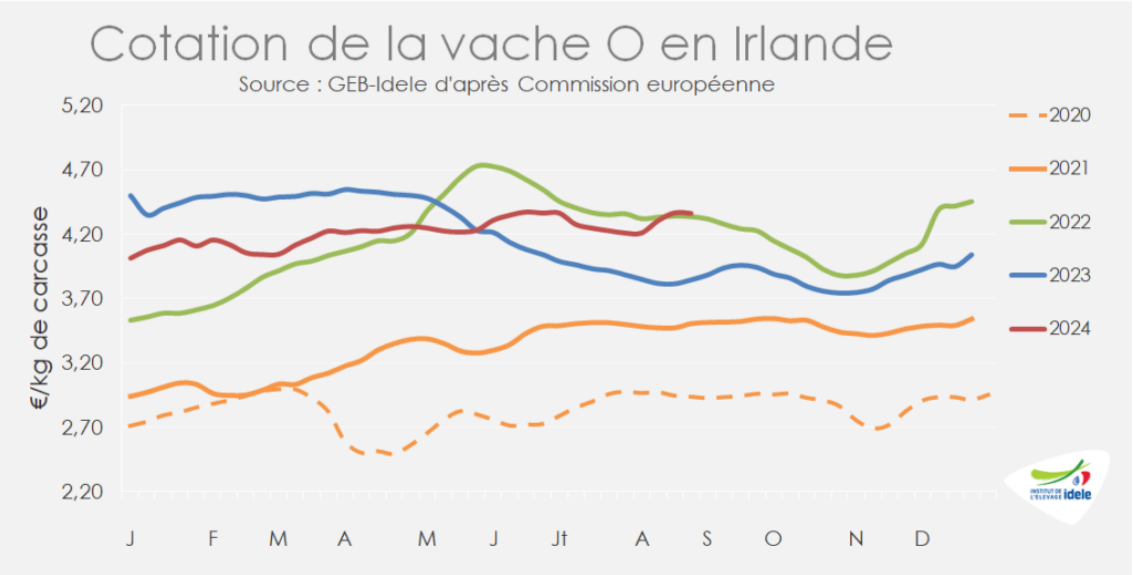


IRLANDE : cours soutenus par la bonne demande européenne

En Irlande cet hiver, les abattages de vaches avaient été élevés du fait des mauvaises conditions de pâturage, puis étaient revenus à la normale au printemps. Depuis juin, l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais indique une nouvelle hausse des réformes de vaches. E**ntre les semaines 28 et 35, les abattages de vaches étaient ainsi supérieurs à ceux de l'an passé de +13% /2023** ou +7 400 têtes et +14% /2022. Les conditions sèches qui perdurent depuis juin dans le sud et l'est de l'île obligent les éleveurs à arbitrer entre distribution de fourrages et ajustement du troupeau. Les abattages de bœufs, catégorie la plus importante en nombre, se sont réduits de 8% sur la période ou -12 000 têtes /2023. L'Irlande fournit le marché britannique et européen en manque de viande ; les réformes ont permis d'approvisionner les marchés face au recul du *prime cattle* abattu.



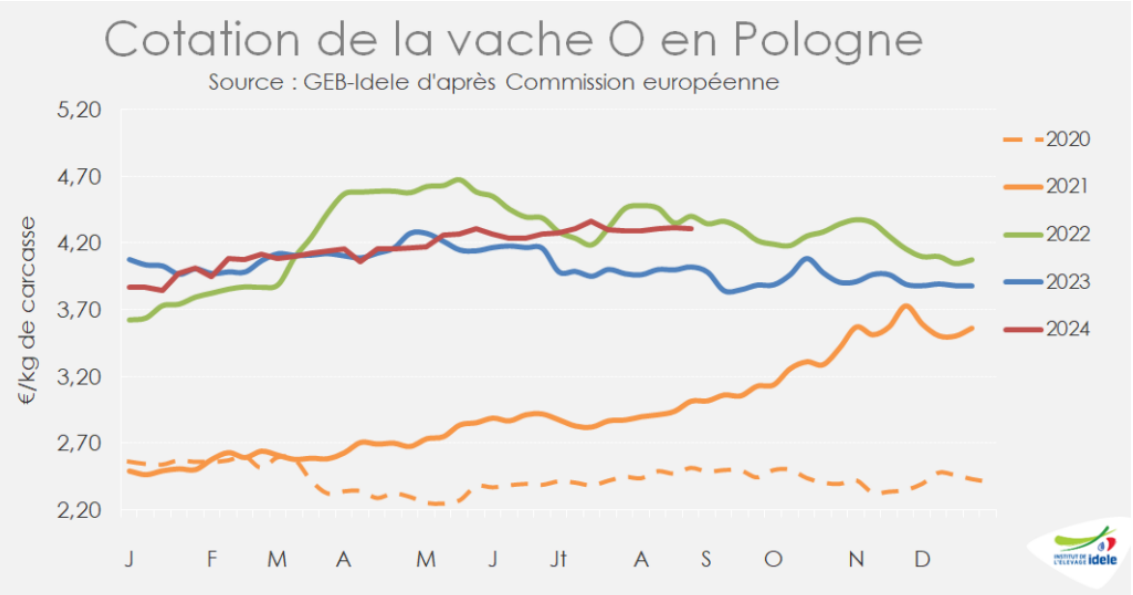
Avec cette demande soutenue, la cotation de la vache O s'établissait à 4,36 €/kgéc en semaine 35, supérieure de +13% à sa valeur 2023, alors affectée par une demande moins forte en UE. Au cours des 8 dernières semaines, le cours s'est d'abord érodé de quelques centimes, du fait d'une accélération du rythme des abattages en juillet, avant de remonter en semaine 33 et 34, à la suite d'abattages plus contenus en semaines 32 et 33, revenant en semaine 35 à sa valeur de la semaine 27.



Selon les Douanes irlandaises, l'Irlande a exporté 251 000 téc de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée au cours du 1er semestre, un volume en hausse de +4% ou +10 000 téc comparé à 2023. Les exports vers le Royaume-Uni étaient stables à 119 000 téc. Les ventes ont progressé vers les Pays-Bas (+15% / 2023 à 20 000 téc) et la Suède (+16% à 13 000 téc) mais ont reculé vers la France (-8% à 30 000 téc). Enfin, les envois étaient en forte croissance vers les pays tiers – hors Royaume-Uni – de +42% ou + 6000 téc, à 21 000 téc, notamment vers les Philippines (5 500 téc), la Chine et Hong-Kong (4 500 téc), la Suisse et le Canada (2 000 téc chacun), ainsi que vers d'autres pays tiers pour 7 000 téc.

POLOGNE : cours des vaches laitières stable à haut niveau

En **Pologne**, le cours de la **vache O** est resté presque inchangé depuis la semaine 27. La cotation a dépassé sa valeur 2023 en mai déjà, sans atteindre tout à fait sa valeur de 2022, à **4,31 €/kgéc** en semaine 35 (+7% /2023 et -2% /2022). Le cours est soutenu par le manque de viande en UE et les exports polonais importants depuis le début de l'année.



Les **exportations polonaises de viande bovine** ont atteint 266 000 téc au 1er semestre, soit +4% /2023 (+10 000 téc) avec une activité particulièrement soutenue vers la Turquie, qui a modifié les flux habituels de viande polonaise.

Viandes bovines » Maigre »

Cours stables à un haut niveau

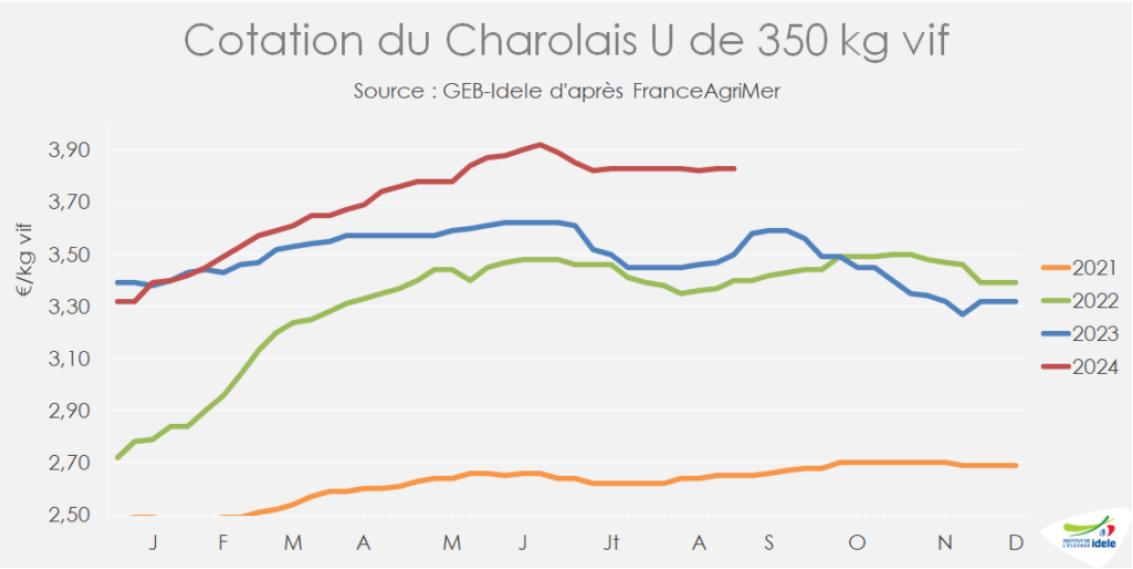
Dernière révision le 16 septembre 2024

Après un pic en juin, les cours des broutards sont restés stables à un haut niveau pendant l'été 2024 du fait de la baisse des disponibilités et de la demande dynamique pour l'engraissement en France et en Italie.

Prix stables à un niveau élevé

Après un pic en début d'été dû à des sorties retardées, les cours des broutards se sont légèrement repliés et se sont stabilisés à un niveau élevé, traduisant l'offre toujours limitée. Le contexte sanitaire, qui rend les exports plus compliqués, ne pèse pas sur les cours, même si la situation clinique peut être différente sur les exploitations touchées.

Ainsi, en semaine 36, le **Charolais U de 350 kg** cotait 3,83 €/kg vif, en léger repli (-9 cts) depuis son pic de fin juin, mais toujours nettement supérieur (+33 cts ou +9%) à sa cotation de 2023. Le **Charolais U de 450 kg** suivait la même dynamique, à 3,77 €/kg vif (+36 cts ou +11% /2023, et -13 cts /début juin).



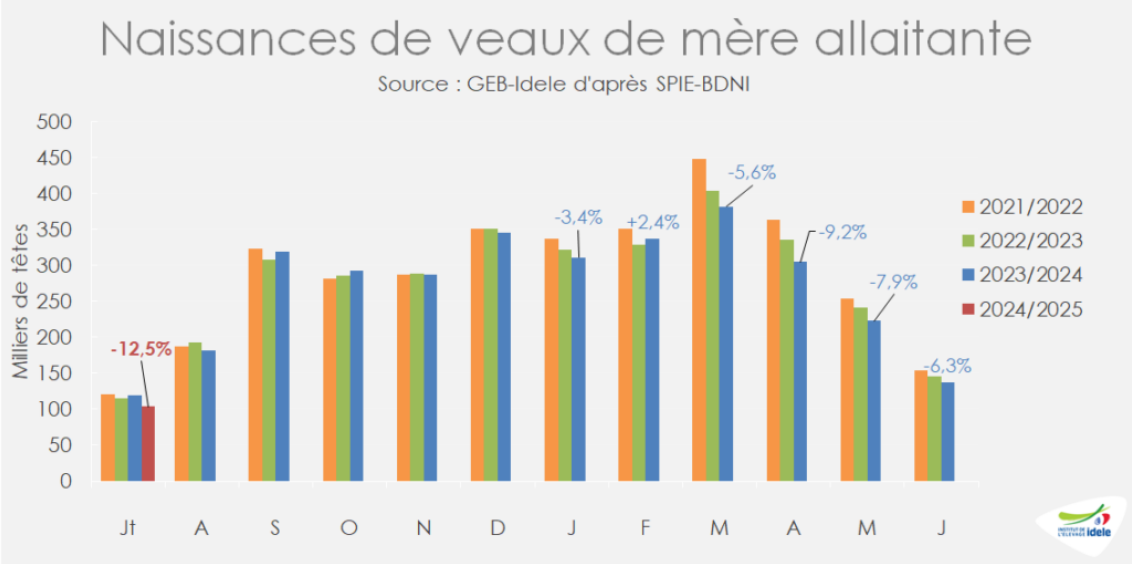
La cotation du **Limousin E de 350 kg** restait étale en semaine 36, à 3,95 €/kg vif (+10 cts ou +3% /2023), un niveau inchangé depuis avril. De la même manière, le **mâle croisé R de 300 kg** cotait 3,50 €/kg vif (+35 cts ou +11% /2023), stable depuis début juin.

Les cours des **Limousines E de 270 kg** étaient également stables à 3,60 €/kg vif en semaine 36 (+30 cts ou +9% /2023). À l'inverse, les **Charolaises U de 400 kg** poursuivaient leur hausse tirée par la demande italienne et atteignaient 3,53 €/kg vif en semaine 36 (+23 cts ou +7% /2023), en hausse de 4 cts sur un mois.

Naissances en baisse de 2,4% sur la campagne 2022-23

Au premier août, **3,394 millions de vaches allaitantes** étaient présentes dans les élevages français, en recul de 1,7% /2023, soit -60 000 têtes. Le rythme de la décapitalisation a ralenti comparé à 2023. Par ailleurs, les **effectifs de génisses allaitantes de plus de 18 mois** étaient en hausse de 2,1% /2023, soit +37 000 têtes, à 1,770 million de têtes. L'orientation de ces femelles vers la reproduction ou vers la boucherie sera déterminante pour la production de broutards dans les mois et années à venir.

Conséquence de la décapitalisation, les **naissances de veaux de mère allaitante** étaient en recul. Ainsi, **sur la campagne juillet 2023 – juin 2024**, 3,239 millions de veaux allaitants sont nés, en baisse de 2,4% /2022-23, soit -137 000 têtes, et de 6,3% /2021-22. Comme les années précédentes, les naissances ont été dynamiques entre septembre et novembre et en nette baisse au printemps, conséquence de l'attrait des vêlages d'automne dans un contexte de climat changeant

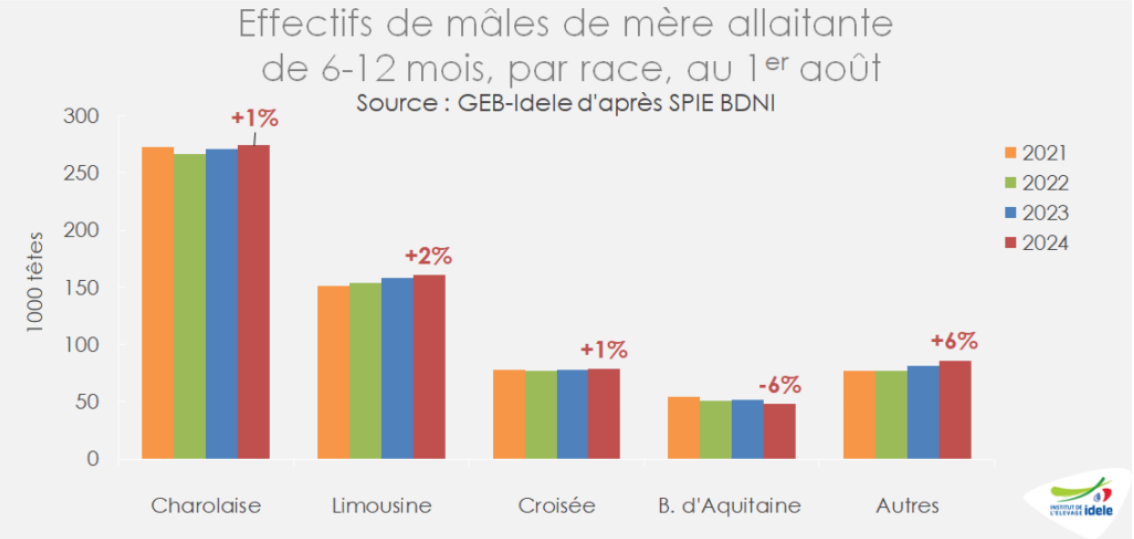


Cette baisse des naissances touche inégalement les races. Ainsi, en **cumul sur la campagne 2023-24**, 1,125 millions de **veaux charolais** sont nés, soit -2,5% /2022-23, contre 947 000 **Limousins** (-2,1% /2022-23) et 336 000 **Blonds d'Aquitaine** (-6,7% /2022-23).

En **juillet 2024**, **les naissances étaient en très forte de baisse de -12,5% /2023**, soit -15 000 veaux sur un total de 104 000. Les raisons de cette baisse forte restent à investiguer mais pourraient être liées à plusieurs facteurs dont le report des vêlages vers l'automne constaté depuis plusieurs années et des problèmes de fertilité lors des chaleurs de l'automne 2023.

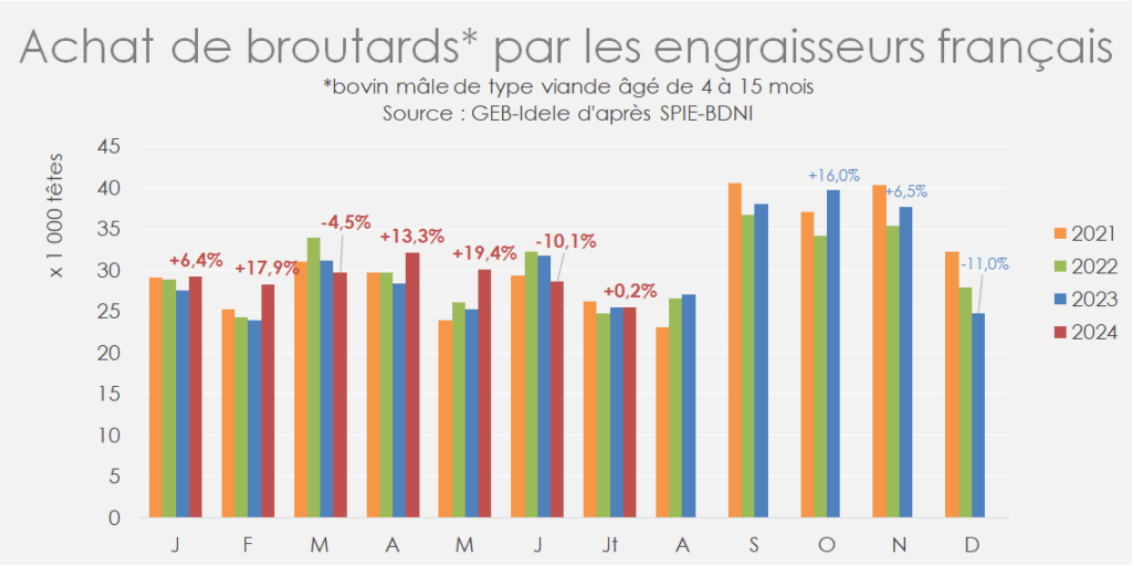
Disponibilités renforcées en broutards âgés

Conséquence de la forte baisse des naissances depuis mars et du creux de vêlages en juillet, les **effectifs de mâles allaitants âgés de moins de six mois** étaient en net recul, à 691 000 têtes (-7% /2023), réduisant d'autant les disponibilités à venir pour les mises en place en France et pour l'export. À l'inverse, les **effectifs de mâles allaitants âgés de six à douze mois** étaient en hausse de 1%, à 647 000 têtes. Le dynamisme des naissances d'automne et les bonnes conditions de pâturage qui ont permis de maintenir ces animaux chez les naisseurs expliquent ce surstock de broutards. D'après les tendances historiques des élevages dans lesquels ils sont présents, la majorité de ces animaux supplémentaires devrait être exportée mais la part d'entre eux qui restera en France pourrait être un peu plus importante que les années précédentes.



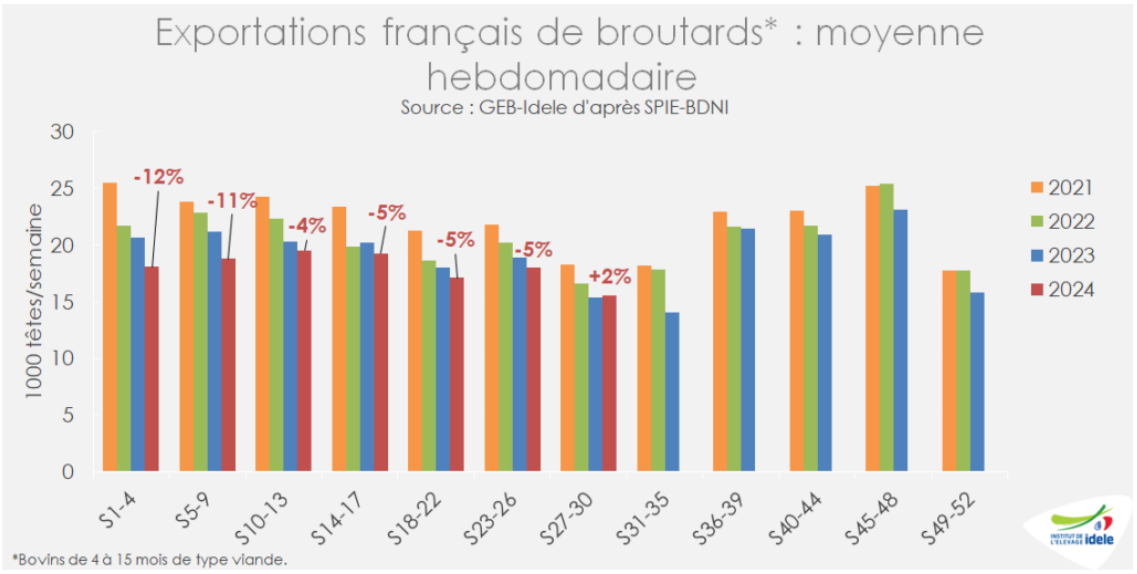
Mises en place en France dynamiques

Malgré le recul des naissances, les **mises en place de broutards** pour la production de jeunes bovins en France étaient dynamiques, stimulées par la demande de l'aval. Ainsi, en cumul sur sept mois, 203 000 broutards ont été achetés par les cheptels engraisseurs français, soit une hausse de +5,2% /2023 ou +10 000 têtes.



Recul des envois sur la campagne 2022-23

Conséquence à la fois de la baisse des naissances et du dynamisme des mises en place en France, les exports de broutards étaient en nette baisse ces derniers mois. Ainsi, **en cumul jusqu'à la semaine 33** (jusqu'au 18 août), 573 000 broutards ont été expédiés d'**après SPIE-BDNI**, soit 40 000 de moins qu'en 2023 (ou -6%). Les **Charolais**, à la fois plus touchés par la décapitalisation que les **Limousins** et préférés par les engraisseurs français, voient leurs exports reculer plus fortement, de -11%, contre -5% pour les Limousins. Ces derniers sont à présent la première race allaitante exportée, femelles et mâles confondus, avec 185 000 têtes sur 33 semaines pour 157 000 Charolais.



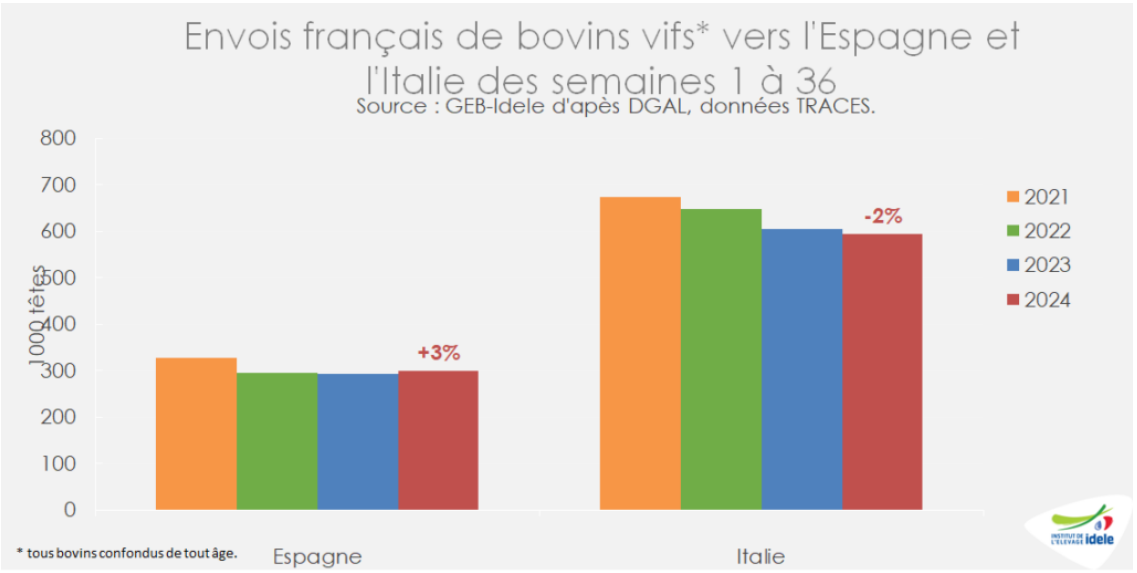
Pour la première fois depuis plus d'un an, les **envois de broutards** étaient en légère hausse en juillet d'après SPIE-BDNI, avec 62 000 têtes exportées sur les semaines 27 à 30, soit +2% /2023 mais toujours -6% /2022. La **part de femelles** était stable à 35% des animaux exportés.

Maintien des envois vers le Maghreb, hors Algérie

D'après les **Douanes françaises**, 9 000 broutards ont été exportés **vers les pays tiers** entre janvier en juillet (-25% /2023), dont 6 000 **vers la Tunisie** (+89% /2023) possiblement réexpédiées **vers l'Algérie**, et 2 500 vers le Maroc (×4,2 /2023).

Pas d'effet visible du contexte sanitaire sur les envois récents

D'après les dernières données disponibles (données **TRACES-DGAL**), les envois ne semblent pas avoir pâti du retour de la MHE et de l'irruption de la FCO-3 en France. Vers l'Italie, les conditions d'envois des broutards depuis la zone régulée pour la FCO-3 ont été alignées sur celles de la zone régulée pour la FOC-8, qui couvre toute la France hexagonale : désinsectisation et PCR négative. En conséquence, sur les **semaines 32 à 36** (du 5 août au 8 septembre), les **envois de bovins tous âges, sexes et races confondus** étaient en hausse de 2% /2023 **vers l'Italie**, avec 73 000 têtes.



Vers l'Espagne, les conditions d'envoi depuis la zone régulée pour la FCO-3 ont été alignées sur celles de la zone régulée pour la FCO-8 : vaccination obligatoire des broutards, désinsectisation et PCR négative pour les animaux âgés de moins de 70 jours, de toute manière déjà réalisées pour les veaux laitiers. Là aussi, La majorité de bovins exportés vers l'Espagne étant des veaux laitiers, les envois de bovins n'ont pas baissé et ont même enregistré une nette hausse de +18% /2023, avec 45 000 têtes sur les semaines 32 à 36.

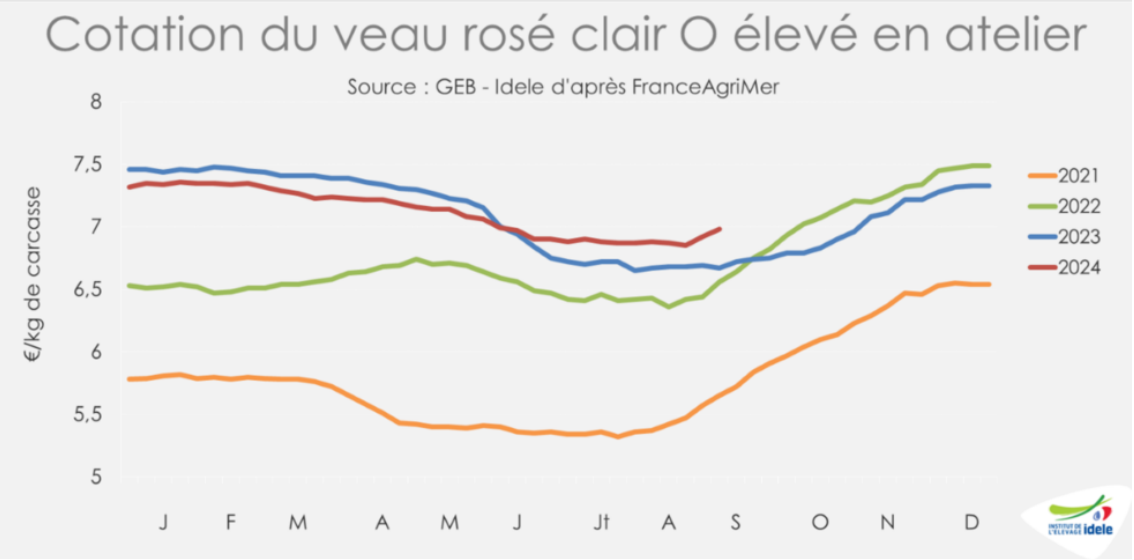
Les faibles mises en places font remonter les prix

Dernière révision le 16 septembre 2024

Le prix du veau gras reste relativement haut. Moins d'animaux sont abattus du fait des faibles mises en place en fin d'année 2023 ce qui encourage la remonté des prix.

Le cours du veau gras dépasse les valeurs de 2023

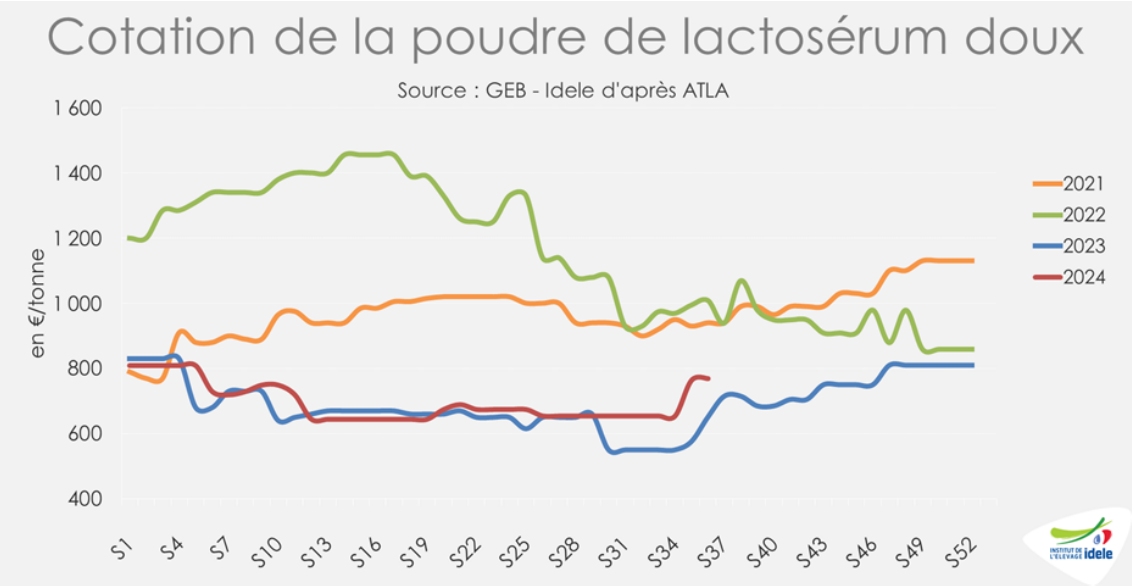
Les cours des veaux de boucherie étaient en légère hausse en août, suivant la dynamique saisonnière habituelle. En semaine 36, le **veau rosé clair R élevé en atelier** cotait ainsi 7,32 €/kgéc, en hausse (+9 cts) sur quatre semaines, et au-dessus de la cotation de 2023 (+28 cts/2023 ou +4 %/2023). Le veau **rosé clair O élevé en atelier** suivait la même tendance, au-dessus des prix 2023, à 6,98 €/kgéc (+10 cts en quatre semaines, et +31 cts/2023).



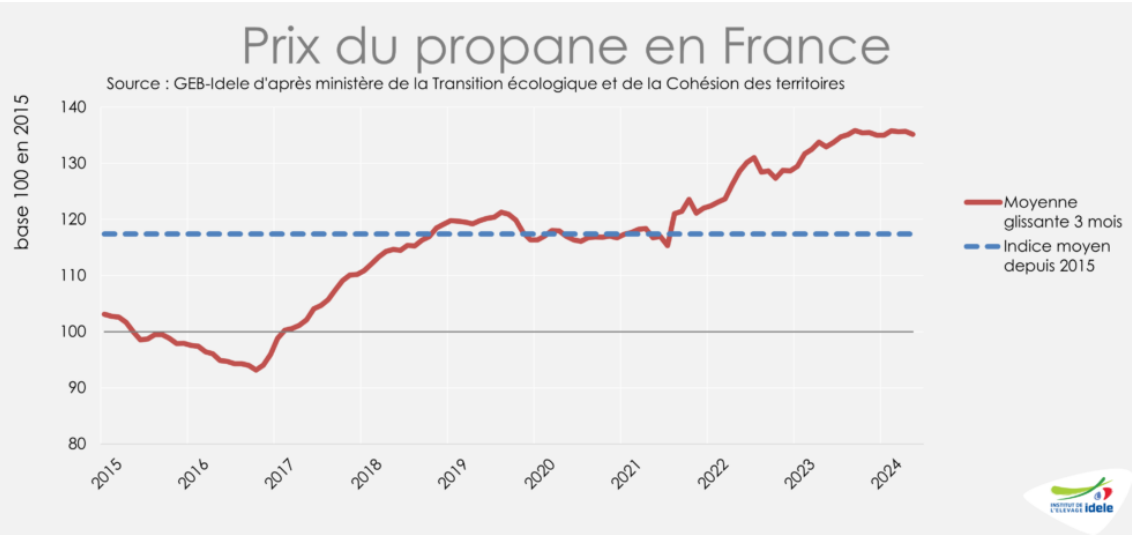
La cotation du **veau rosé clair U élevé au pis** est aussi remontée, avant de se stabiliser autour de 9,55€/kgéc sur les semaines 33 à 36 (+3% ou +32 cts/2023). Ces prix élevés peuvent pousser les abatteurs à retarder leurs commandes.

Les prix des aliments en baisse sur un an

L'IPAMPA des aliments d'allaitement des veaux a augmenté de 1 % en 1 mois, s'établissant à 130,9 points en juillet 2024. Il reste en dessous des valeurs de 2023 de 6%, et dans le même temps au-dessus de 25% des valeurs pré-covid de 2019. En juillet, l'**IPAMPA des autres aliments pour veaux** est lui stable par rapport à juin, avec des valeurs inférieures à 2023 (-8 %/2023) et à 2022 (-11 %/2022). En semaine 35, la **poudre de lait écrémée** cotait 2 480 €/t d'après ATLA, avec des valeurs au-dessus de celles de 2023 (+10 %/2023). La cotation de la **poudre de lactosérum doux** s'établissait à 765 €/t, en légère baisse par rapport au début de l'année (-6 % /semaine 1) et entre les valeurs de 2023 et 2022 (+33% /2023 et -23% /2022).

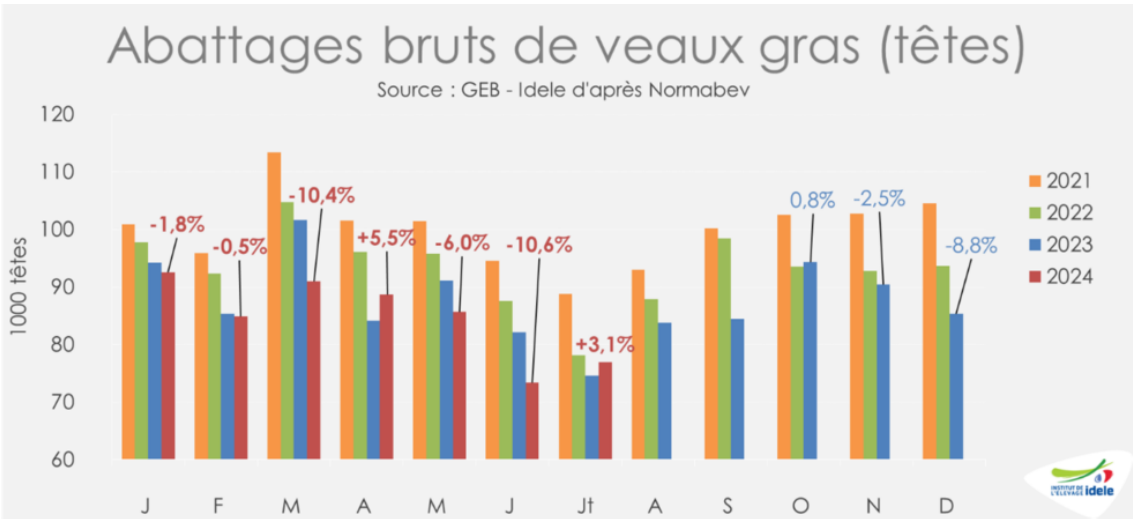


Le gaz est lui en hausse de 2,3% par rapport à 2023 avec un indice de prix de 135,7 en juillet. Il reste largement au-dessus des valeurs de 2019 (+19,3 %/2019).



Abattages en recul en France

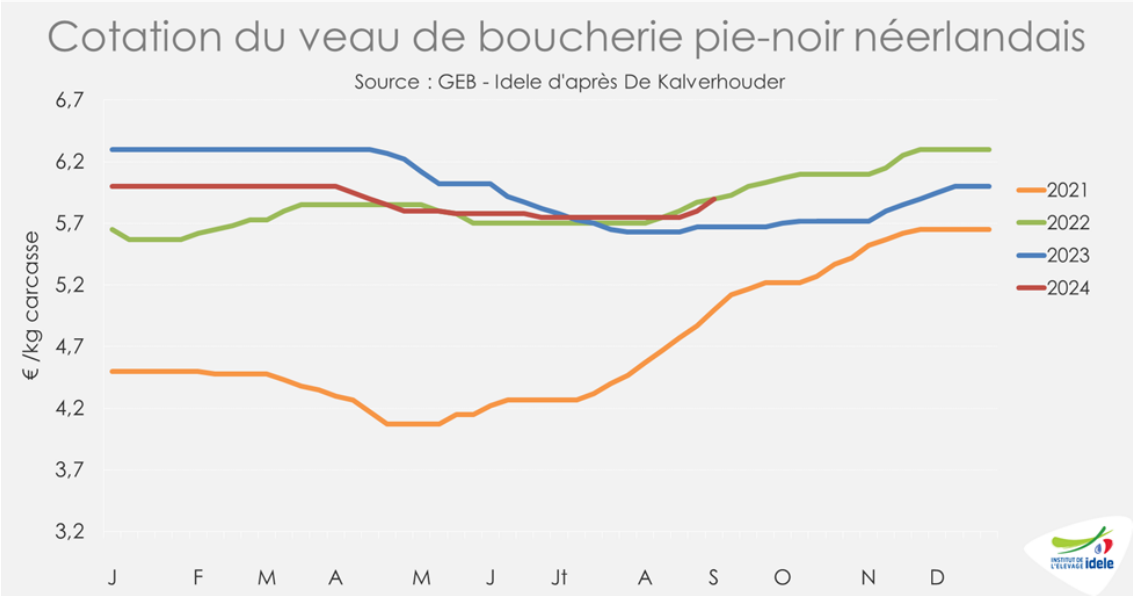
En juillet, les abattages ont augmenté de 3,1% par rapport à l'année précédente, soit une augmentation de 2 000 têtes pour un total de 73 000 veaux abattus. En **cumul entre janvier et juillet**, 593 000 veaux ont été abattus en France, en baisse de -20 000 têtes /2023 (-3,0%). En tonnages, la hausse au mois de juillet est plus ténue, de 2,2%. En cumul là encore, entre janvier et juillet, 75 000 téc ont été produites soit une baisse de -3,6% par rapport à 2023.



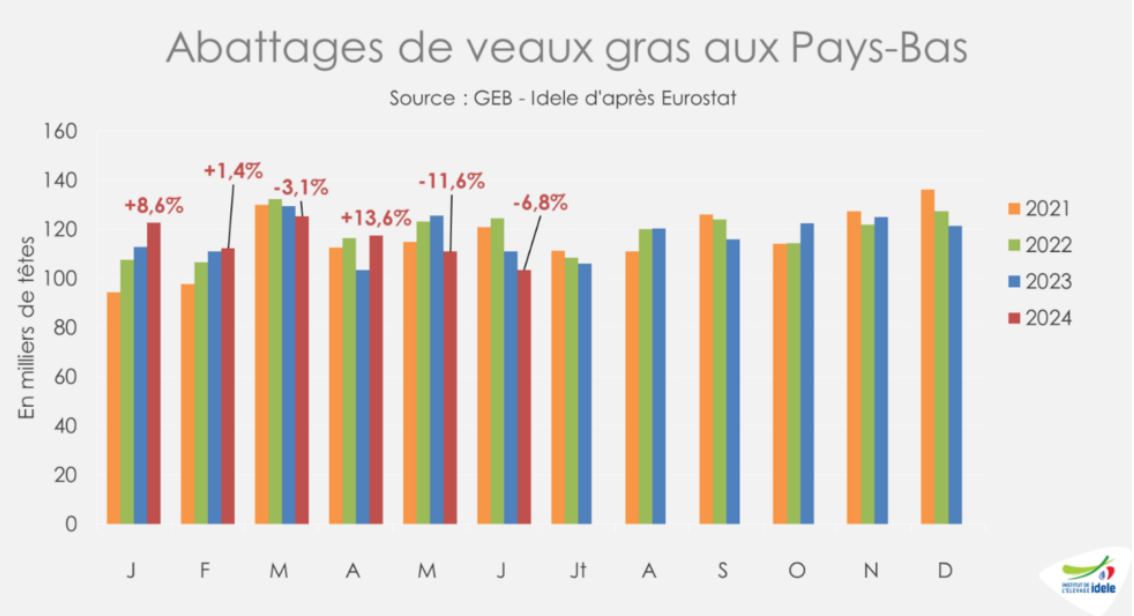
Les **poids carcasse** des veaux abattus en France étaient en recul en début d'année, à 144,5 kg en moyenne sur le 1er semestre (-0,5% /2023). La tendance s'est poursuivie en juillet, à 147,5 kgéc (-0,4 kg /2023). **L'âge à l'abattage** était lui stable sur 7 mois à 186,4 jours.

Des prix en hausse et des abattages en baisse aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, après une phase de plateau, les cours des veaux de boucherie sont repartis à la hausse en gagnant 15 centimes ces 4 dernières semaines. Ainsi, en semaine 36, le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 5,90 €/kgéc, soit +23 cts/2023 ou +4,1 %/2023.



La production néerlandaise est en recul en juin par rapport aux chiffres de l'année passée avec 103 000 veaux abattus (-6,8 % /2023). Les abattages néerlandais ont nettement baissé en mai et juin, de respectivement -11,6% et -6,8% /2023. Malgré cette baisse, les abattages cumulés sur le 1er semestre sont stables par rapport à 2023 grâce aux abattages dynamiques de début d'année. On observe même une hausse des abattages de tonnage, de +2,3 % depuis janvier, du fait de la hausse des poids moyens (+2,4% à 154,9 kg).



Viandes bovines » Veaux laitiers »

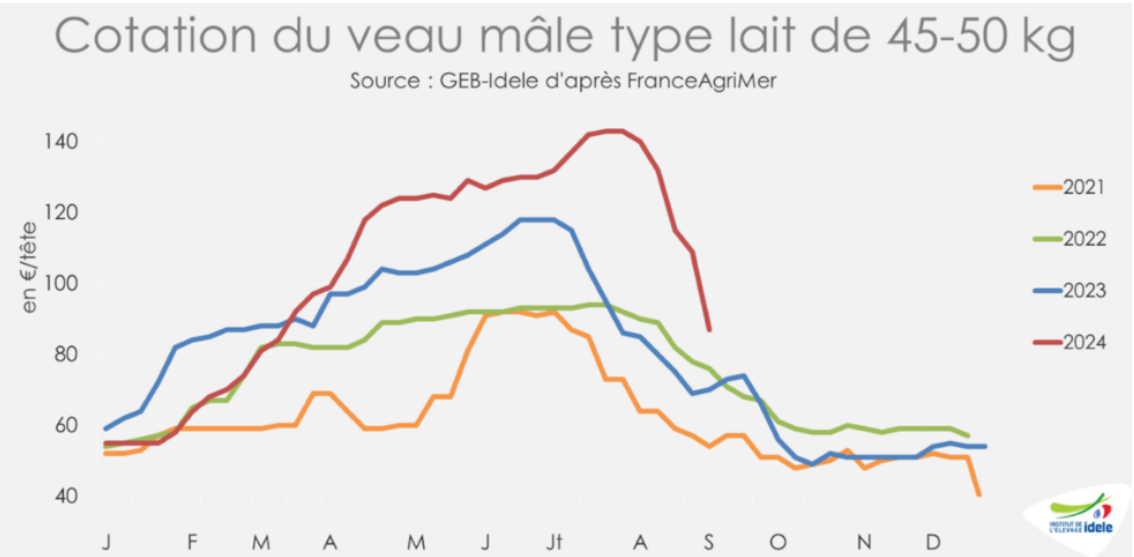
Le retour des naissances fait fortement baisser les cours

Dernière révision le 16 septembre 2024

Les prix des veaux laitiers sont restés hauts jusqu'à fin juillet avant de baisser brutalement avec la reprise des naissances début août. La saisonnalité des prix reprend les tendances pré-covid avec une forte hausse des prix à la sortie de l'hiver et une forte baisse à la fin de l'été. Les exports eux sont à la baisse pour juillet.

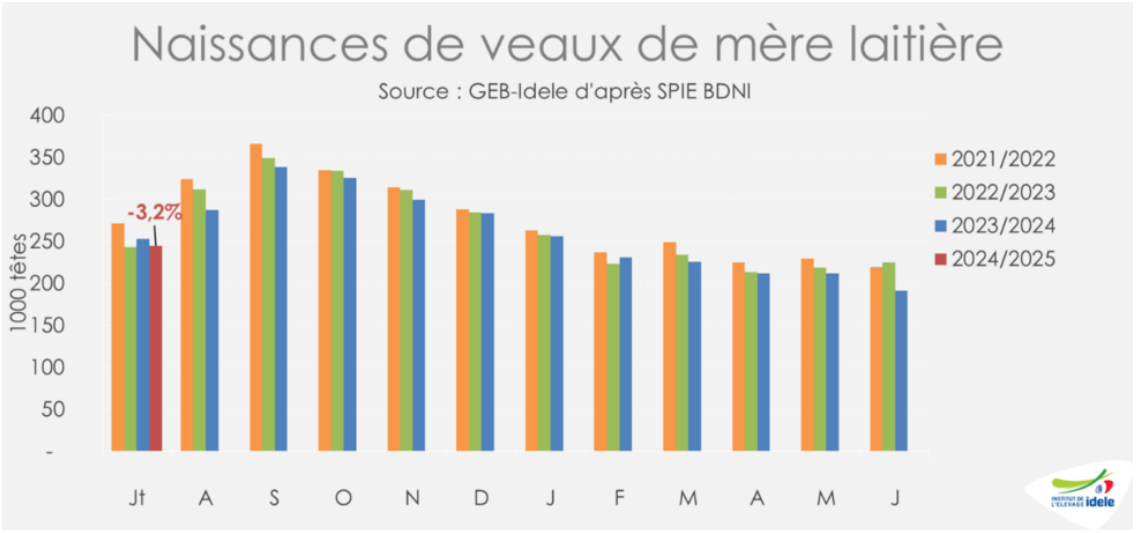
Baisse rapide des cotations à la fin de l'été

Les **prix des veaux laitiers** destinés à l'engraissement s'étaient **maintenus à un haut niveau jusqu'à fin juillet** du fait du faible nombre de naissances alors que les intégrateurs étaient aux achats. Ils ont ensuite **chuté au mois d'août et début septembre** avec l'arrivée de nombreux veaux sur le marché. En effet, il semblerait que les **naissances**, particulièrement réduites en juin (-15% /2023) et encore en juillet (-3%) en lien avec des problèmes de fertilité en septembre 2023, aient été possiblement **décalées sur le mois d'août, créant un afflux de jeunes veaux**. Le cours du veau mâle laitier de 45-50 kg a ainsi perdu 53 € en 4 semaines pour retomber à 87 €/tête en semaine 36 . Il restait toutefois supérieur aux niveaux des 3 dernières années (+17 € /2023 soit +24 %, et +15 %/2022). C'est la première fois depuis 2019 que la saisonnalité du prix en été est aussi marquée. Le veau mâle laitier de 50-60 kg a suivi une tendance similaire, perdant 47 € en 1 mois, à 119 €/tête en semaine 36 (+27 € /2023, +29% /2023).



Baisse des naissances pour la campagne 2023-2024

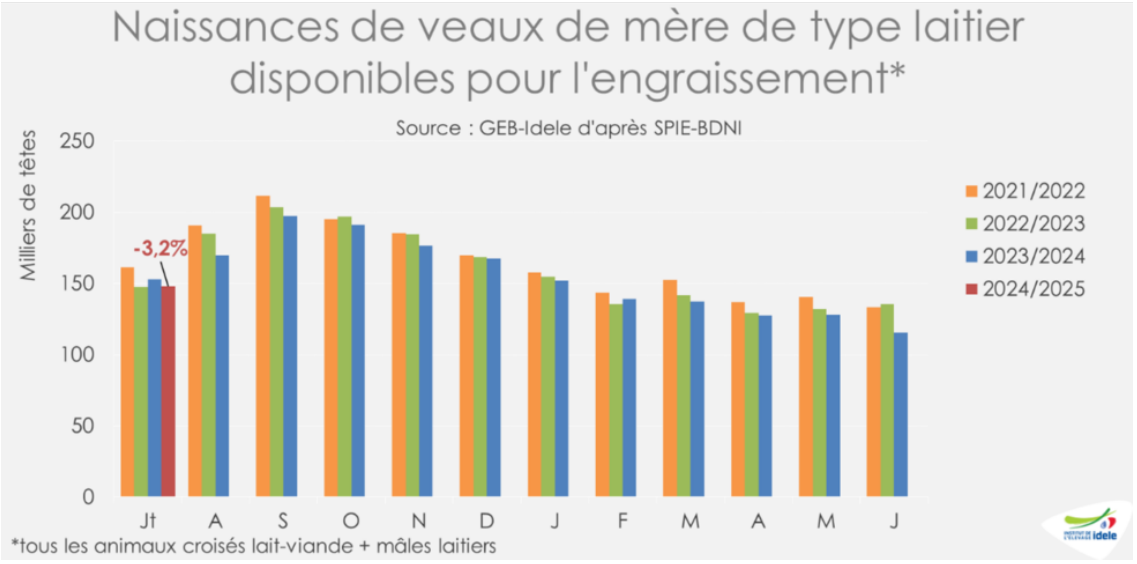
Au total, **3 118 000 veaux sont nés pendant la campagne complète de 2023-2024**, soit significativement moins que lors des campagnes précédentes : **-2,8 % par rapport à la campagne 2022-2023** et de -6,2 % par rapport à 2022-2021. Depuis le début de l'année, les naissances étaient également en baisse avec 1 574 000 veaux sont nés de mère laitière, soit 51 000 de moins qu'en 2023 à la même période (-3,2 %/2023 et -5,6 %/2022). Le **recul des naissances en juillet** est à l'image du rythme depuis le début de l'année, avec une baisse de 3,2 % par rapport à 2023, soit 8 000 animaux de moins.



Moins de veaux disponibles pour l'engraissement

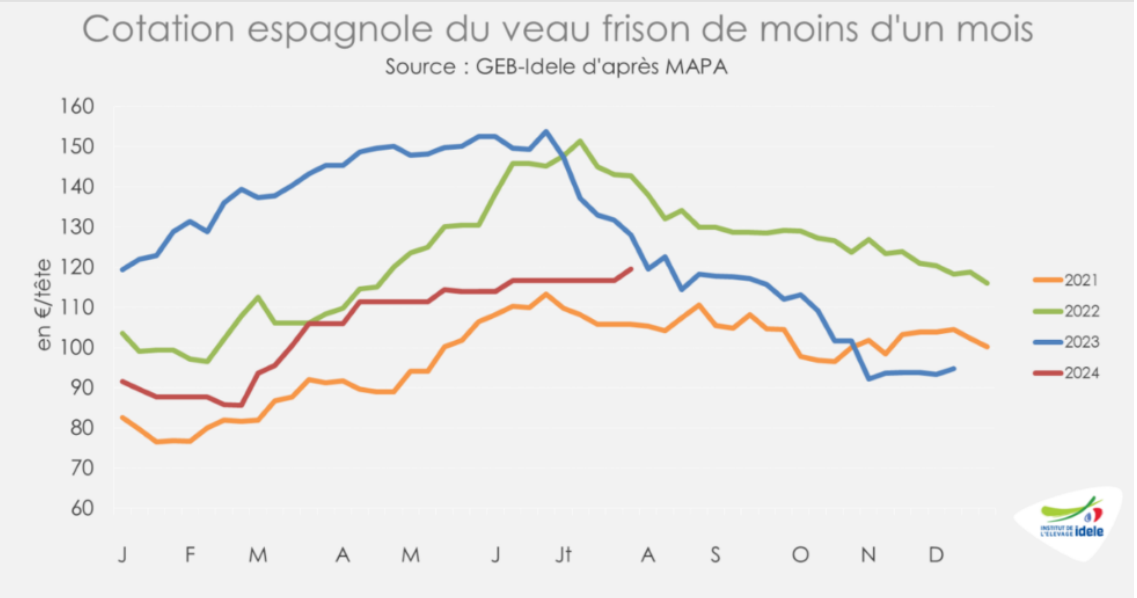
Les naissances de veaux disponibles pour être engraissés (mâles laitiers, et tous les croisés) étaient en baisse d'après la BDNI, à 147 000 têtes en **juillet**, soit -3,2 % /2023. **Sur le premier semestre**, les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement étaient en recul de -3,5 % /2023 et -6,3 %/2022, avec 947 000 veaux nés depuis janvier.

Au total, **sur la campagne** 2023-2024, 60 000 veaux de moins que durant la campagne 2022-2023 étaient disponibles (-3,1 %/2022-2023, et -6,2 %/2021-2022).



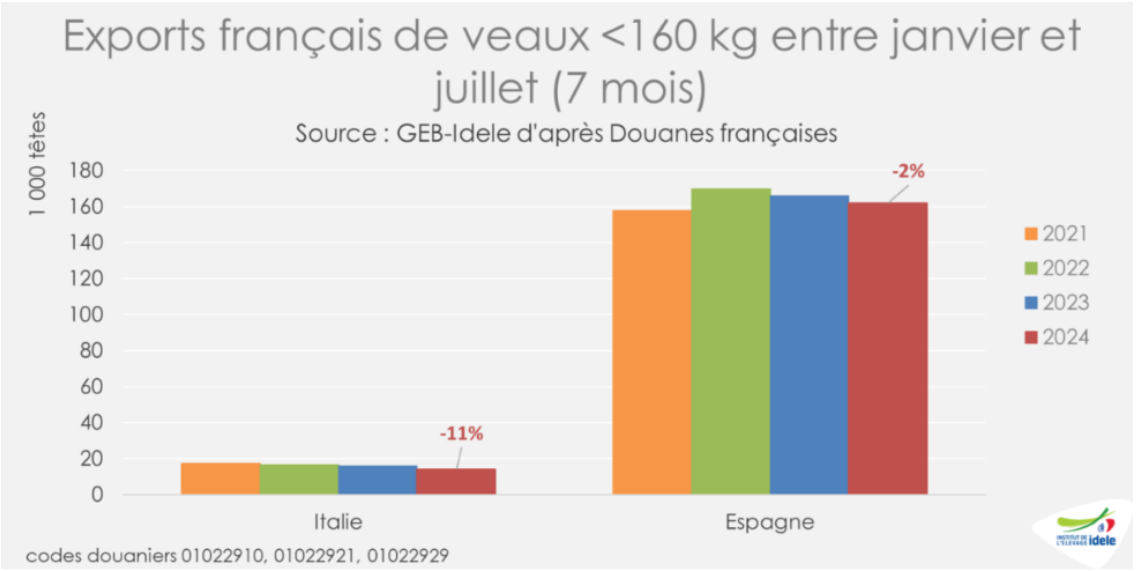
Légère hausse des cours espagnols

Le prix du veau laitier espagnol continuait d'augmenter cet été, gagnant 2,8 € entre les semaines 30 et 34. Il cotait alors 119,5 € par tête, se rapprochant toujours plus des prix de 2023 et de 2022 (-7 %/2023 et -16 %/2022).



Exports en baisse vers l'Espagne et l'Italie

Les envois de veaux laitiers de moins d'un mois étaient en baisse au mois de **juillet** du fait des naissances réduites en juin et du prix élevé des veaux. 21 000 têtes ont été exportées vers l'Espagne, soit une baisse de -4 % par rapport à 2023, et 2000 vers l'Italie, soit -8% par rapport à 2023. **En cumul sur sept mois**, 162 000 veaux ont été expédiés, des chiffres en baisse de 2 % comparé à l'année dernière à la même période (-2 % vers l'Espagne et -11 % vers l'Italie). La demande des engraisseurs espagnols pour les veaux laitiers français est toujours forte.



La production laitière française et européenne sous tension face aux risques sanitaires

Dernière révision le 16 septembre 2024

La rentrée apparait incertaine pour la production laitière française. Après trois années de recul, la collecte a regagné en dynamisme depuis fin 2023. Cependant, l'apparition de la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) de sérotype 3 en août, conjuguée à la recrudescence de la Maladie Hémorragique Épizootique (MHE), suscite de vives inquiétudes au sein de la filière. La FCO 3, présente dans d'autres pays européens, affecte déjà leur collecte.

En Europe, la collecte de lait reste modérée et connaît un recul à l'échelle mondiale, bien qu'une reprise partielle soit observée en Nouvelle-Zélande et en Argentine. Parallèlement, les cours du beurre et des matières grasses se sont maintenus à des niveaux élevés tout au long de l'été. La demande mondiale, particulièrement forte aux États-Unis, contraste avec une production relativement limitée. La propagation rapide de la FCO accentue la pression sur le marché du beurre, entraînant une envolée des cours en France et en Europe.

Lait de vache » Collecte laitière »

Rentrée incertaine : collecte laitière dynamique mais menaces sanitaires

Dernière révision le 16 septembre 2024

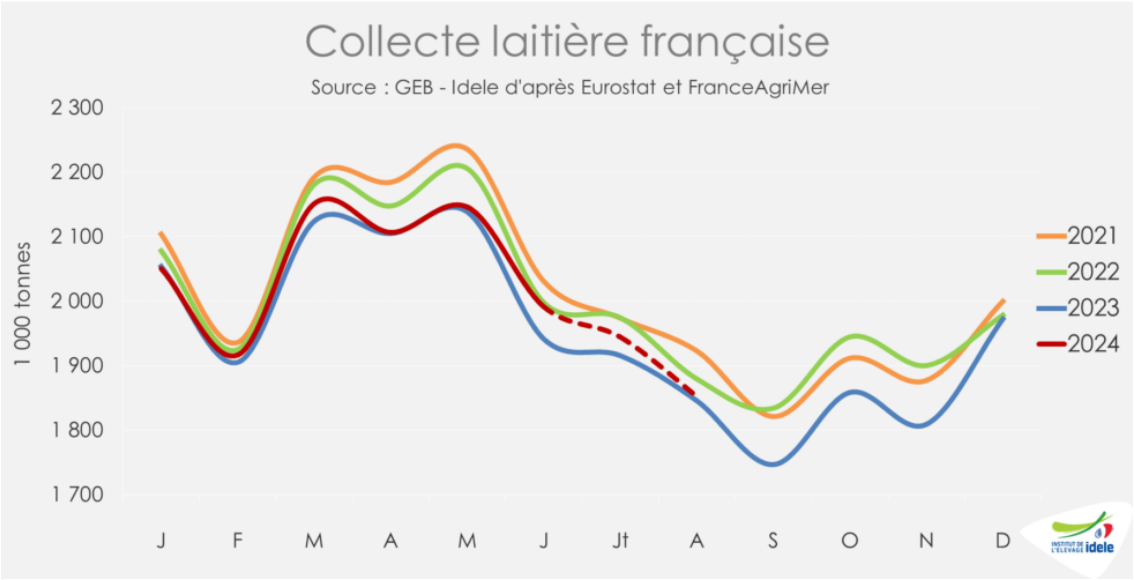
La collecte laitière française a poursuivi une dynamique positive cet été. Toutefois, l'arrivée de la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) et la reprise de la maladie hémorragique épizootique (MHE) inquiètent la filière pour l'automne. Parallèlement, les ventes en magasins sont soutenues depuis le début de l'année, malgré un repli durant l'été.

Collecte française : entre optimisme et menaces sanitaires pour l'automne

En juin, la collecte laitière française a progressé de +2,6% /juin 2023, renforçant ainsi la **dynamique positive observée depuis le début de l'année**. Selon les enquêtes hebdomadaires de France Agrimer, la collecte aurait progressé sur un an de +1,5 % en juillet et de +0,3% en août. Sur 8 mois, la collecte serait en hausse de +0,8% /2023. La **très bonne qualité des maïs ensilage** récoltés en 2023, combinée à des **conditions de pâturage particulièrement favorables cet été**, a eu des effets indéniables. Début août, la chaleur a toutefois affecté la production. Au cours du 1er semestre, la hausse de la collecte a été très marquée en région Grand Est (+4,4% /2023) et en Pays de la Loire (+2%). Elle a été plus modérée en Haut de France (+1%) et en Bretagne (+0,5%) et stable en Normandie. Les mois de juillet et août ont été très positifs dans ces régions avec des augmentations notables : +2,6% en région Grand Est, +1,9% en Normandie, +1,5% en Pays de la Loire, +1,3% en Bretagne et +0,9% en Haut de France.

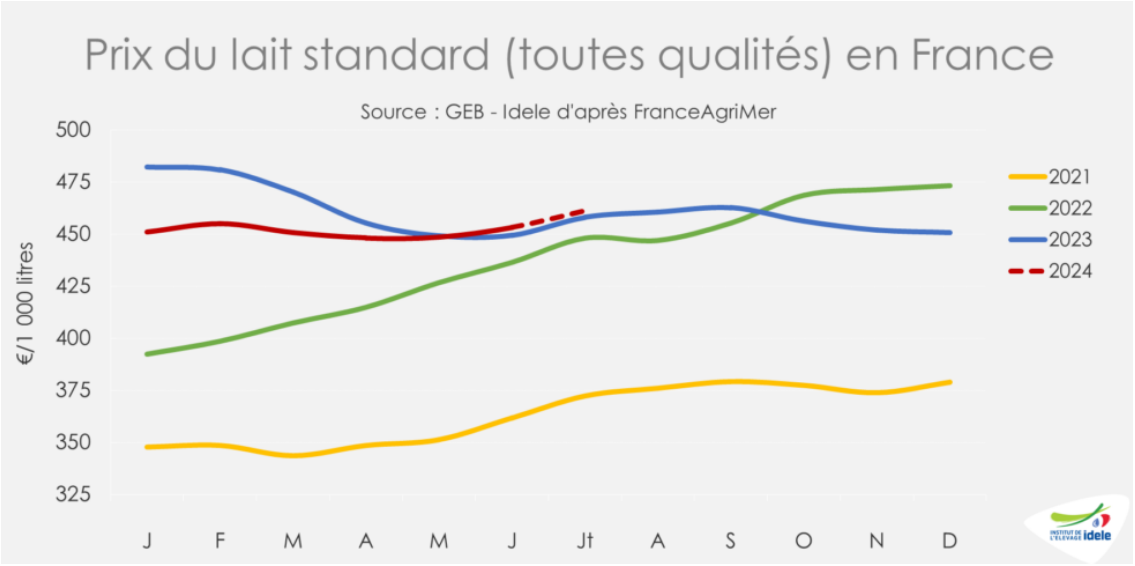
La collecte semble bien orientée pour l'automne et **l'année 2024 pourrait se solder par une reprise après 3 années de recul**. Les maïs ensilage de 2024 sont plutôt attendus avec des rendements prometteurs et une bonne qualité. L'inquiétude principale porte sur la date de récolte, alors que les semis ont souvent été très tardifs. Des surfaces importantes seront récoltées en octobre mais dans quelles conditions ? L'herbe récoltée au printemps ne s'avère pas de grande qualité par manque d'ensoleillement et excès de précipitations et nécessitera d'être complémentée. Toutefois, des ensilages et enrubannages de qualité ont pu être réalisés cet été.

La rentrée a toutefois été perturbée par la propagation rapide de la **Fièvre Catarrhale Ovine** (FCO) de sérotype 3 arrivée en France par le Nord. Détectée pour la première fois aux Pays Bas en septembre 2023, elle s'est étendue à la Belgique, à l'Allemagne et au Royaume Uni. Elle a atteint la France, le Luxembourg et le Danemark en août 2024. Dans les élevages laitiers touchés, la maladie peut entraîner une chute significative de la production pendant plusieurs semaines, ainsi que des cas d'avortements et de vêlages précoces. A la fin août aucun impact notable sur la collecte nationale n'a été constaté mais les inquiétudes sont vives pour l'automne. D'autant que la **maladie hémorragique épizootique** (MHE) a repris de l'ampleur cet été.

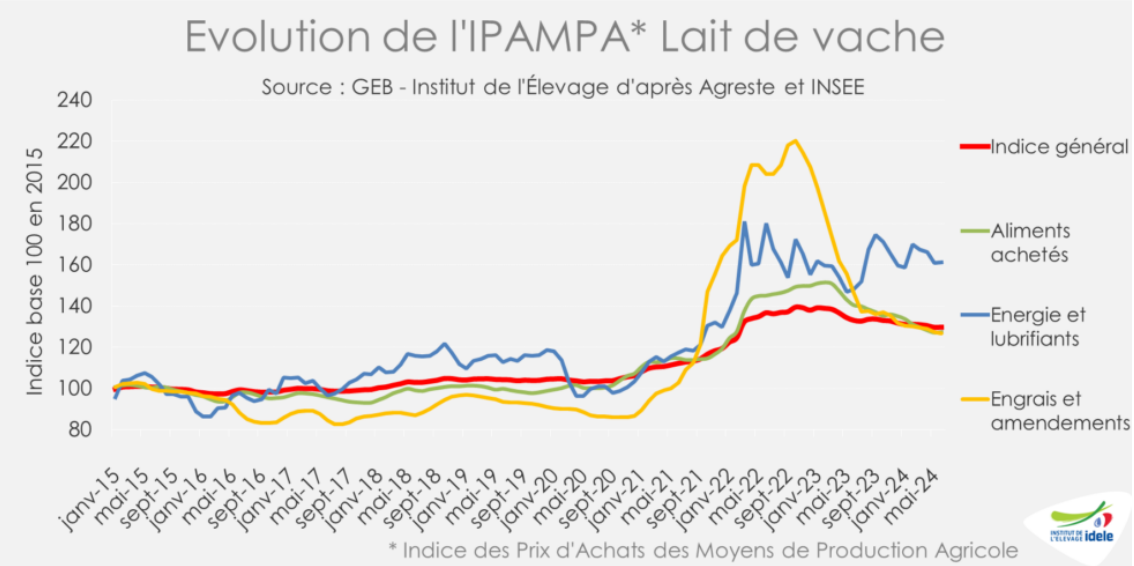


Prix du lait en hausse

Depuis le début de l'année, le prix du lait standard (toutes qualités) en France avoisine les 450 €/1 000 l. En juillet, il serait en légère progression et atteindrait 461 €/1 000 l, sensiblement supérieur à juillet dernier (+0,6%). Cette hausse se serait poursuivie en août et septembre, de +5 à +10 €/1 000 l d'après l'Éleveur Laitier. Pour les mois à venir, on peut s'interroger sur l'impact de la progression du prix allemand, en hausse continue depuis le début de l'année et qui a de nouveau dépassé le prix français depuis mars 2024. Également, l'envolée des cours du beurre en France et en Europe ces dernières semaines (voir article beurre) perturbe le marché. Y aura-t-il des conséquences sur le prix du lait aux éleveurs ?



Du côté des charges en élevages, l'IPAMPA lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), **s'est stabilisé en juin 2024** (stable /mai 2024 et -2,5% /juin 2023). Sur 1 an le recul est très marqué pour le poste aliment acheté (-9,4% /2023) et les engrais (-13,3%) et en hausse pour l'énergie (+8,8%).

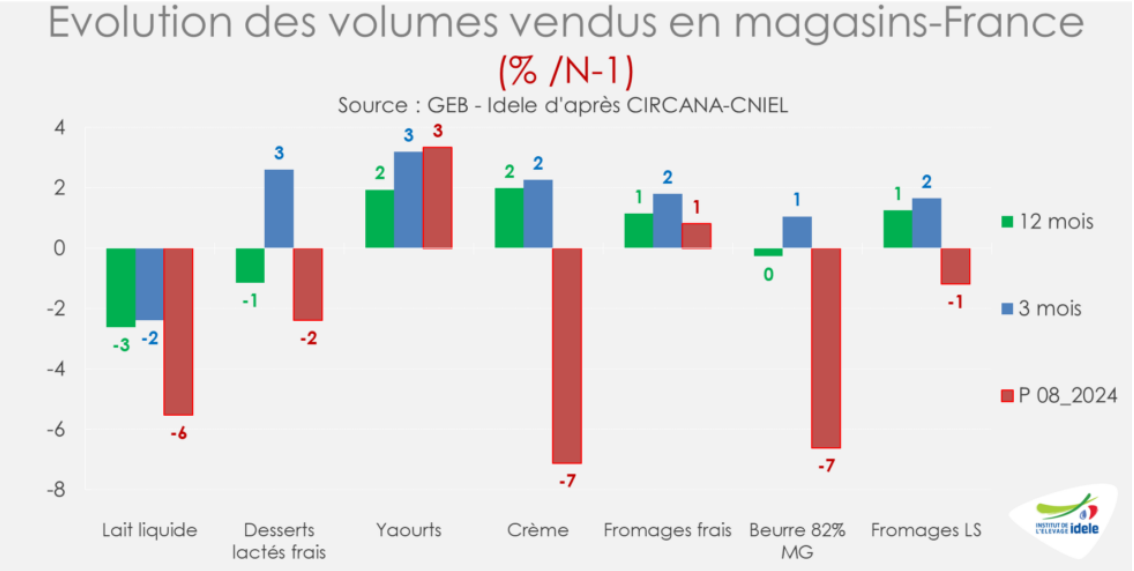


La marge MILC, estimée à 144 €/1 000 l en juin, a baissé de -6 € en un mois sous l'effet d'un recul du produit lait, le produit de la vente des animaux s'étant quant à lui amélioré (hausse des cotations) et les charges stbilisées. La MILC a cependant augmenté de +6 €/1 000 l sur un an. Le produit lait est resté stable, les co-produits viande ont baissé (-3 €), tandis que les charges se sont aussi réduites (-10 €).

Bonne tenue de la consommation de produits laitiers avant un repli estival marqué

Sur les 8 premières périodes de l'année (cumul à mi-juillet), **les ventes en magasins de produits laitiers en équivalent lait ont progressé de +0,5% /2023**. Elles ont été particulièrement soutenues en périodes P5 (+1,8%), P6 (+3,7%) et P7 (+3,8%) avec des ventes en hausse pour tous les produits laitiers à l'exception des laits conditionnés. Les ventes ont cependant décroché en P8 (-3,3% – période du 14/07 au 11/08). L'été, habituellement synonyme de plus faible consommation de produits laitiers, a connu un repli marqué cette année, notamment pour la crème (-7%), le beurre (-7%) et le lait conditionné (-6%). Les tendances d'achat à la rentrée sont à surveiller.

Derrière cette bonne tenue des ventes en magasins se cache une **baisse de valorisation dans les achats** : les consommateurs s'orientent davantage vers les marques de distributeurs (MDD) aux dépens des marques nationales. Par exemple, dans le segment des produits ultra-frais, les marques nationales représentaient 51 % des volumes achetés en 2021, une part tombée à 46 % au premier semestre 2024. Pour le lait conditionné, où les MDD dominent déjà largement, les marques nationales représentaient 35 % des volumes en 2021, contre 31 % au premier semestre 2024. Les produits premiers prix occupent une faible part du marché des produits laitiers, mais leurs volumes de vente sont en progression. Pour la crème conditionnée, où leur présence est la plus marquée, leur part de marché est passée de 3,8 % en 2021 à 5,4 % au premier semestre 2024.



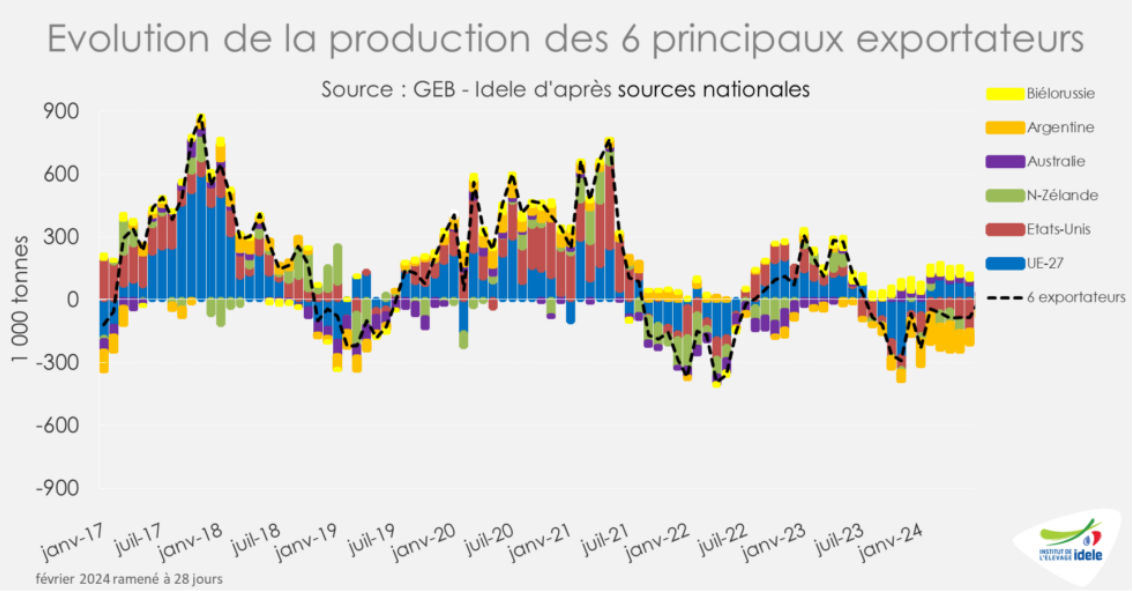
La production mondiale reste limitée

Dernière révision le 16 septembre 2024

Limitée par des collectes en retrait en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et surtout en Argentine, l'offre laitière cumulée des principaux exportateurs est en retrait depuis le début de l'année. Des redressements de collectes sont cependant observés.

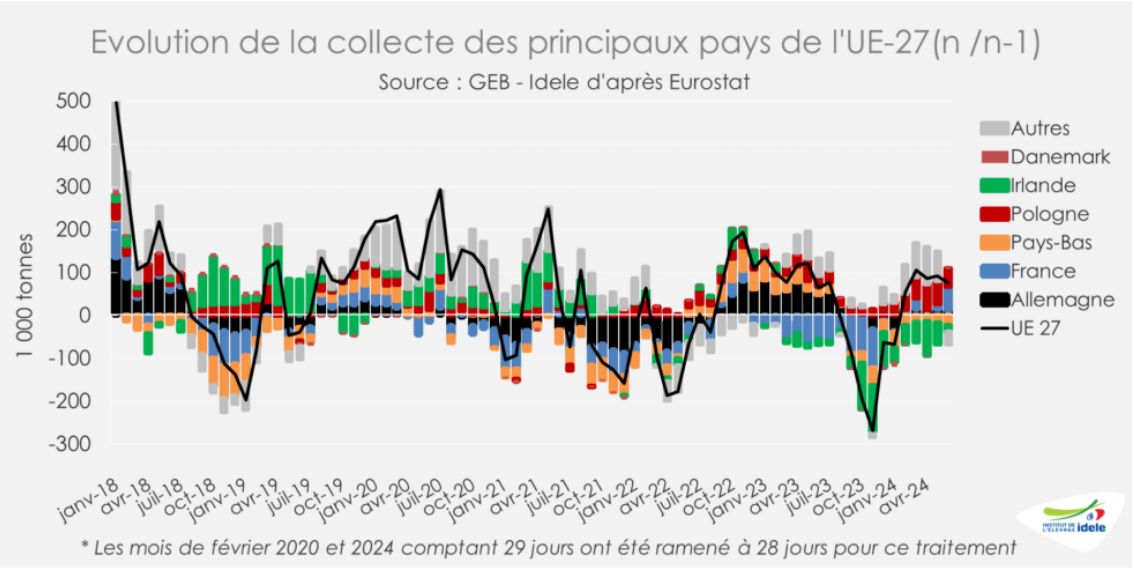
Production laitière en recul chez plusieurs exportateurs mondiaux

Sur le premier semestre 2024, **la production de lait cru des six premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE-27)** était en retrait sur un an (-0,4% /2023). Les dynamiques divergentes observées depuis le début de l'année sont restés globalement les mêmes tout au long du semestre : baisse marquée en Argentine, baisses plus modérées en Nouvelle-Zélande ou aux États-Unis et hausses plus ou moins prononcées en UE, en Biélorussie ou en Australie.



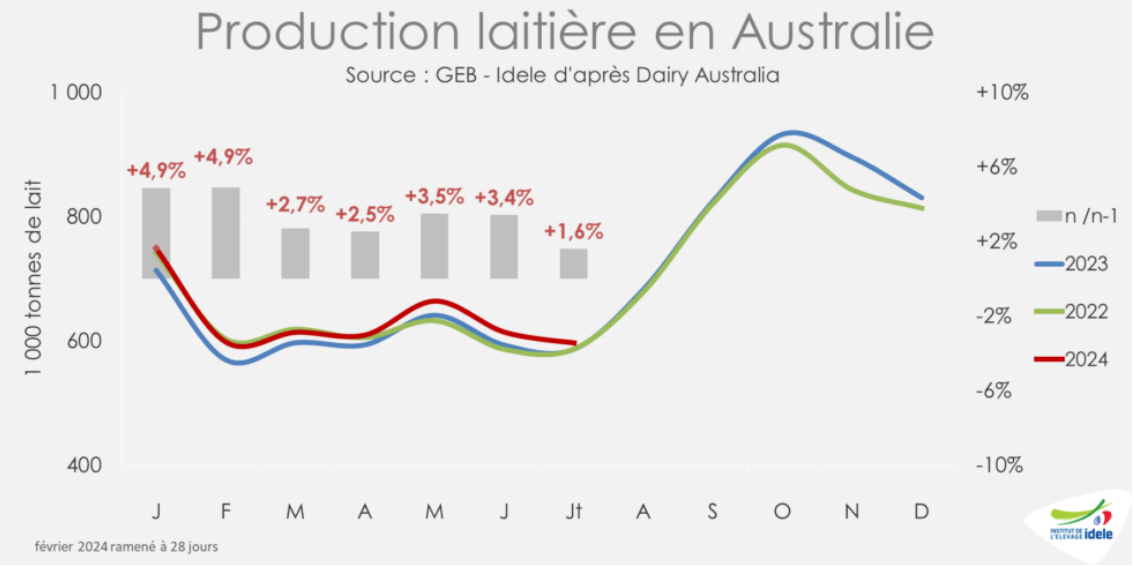
Divergences au sein de la collecte laitière européenne

La **collecte au sein de l'UE-27** a été orientée à la **hausse** depuis le début d'année. Cette progression demeure néanmoins limitée. En cumul sur le premier semestre 2024, elle atteignait ainsi 74,6 Mt (+0,5% /2023). Mais au sein de la zone, les variations annuelles des collectes restaient très différentes. La hausse de la collecte européenne au premier semestre 2024 étant désormais portée notamment par les progressions en France (+1% /2023 à 12 380 tonnes) et surtout en Pologne (+4% à 6 910 tonnes) alors qu'elle était en revanche en nette baisse en Irlande (-6% à 4 470 tonnes), comme observé régulièrement depuis le 2nd semestre 2023. Les perspectives de reprise sur le 2nd semestre 2024 y semblent limités d'après plusieurs experts. Et plus généralement au sein de l'UE, les progressions des épizooties de FCO aux Pays-Bas, en Allemagne et en France soulèvent des inquiétudes sur les évolutions de l'offre laitière, alors que la maladie pourrait avoir des effets sur la production de lait d'après l'ANSES.



La production australienne en hausse limitée

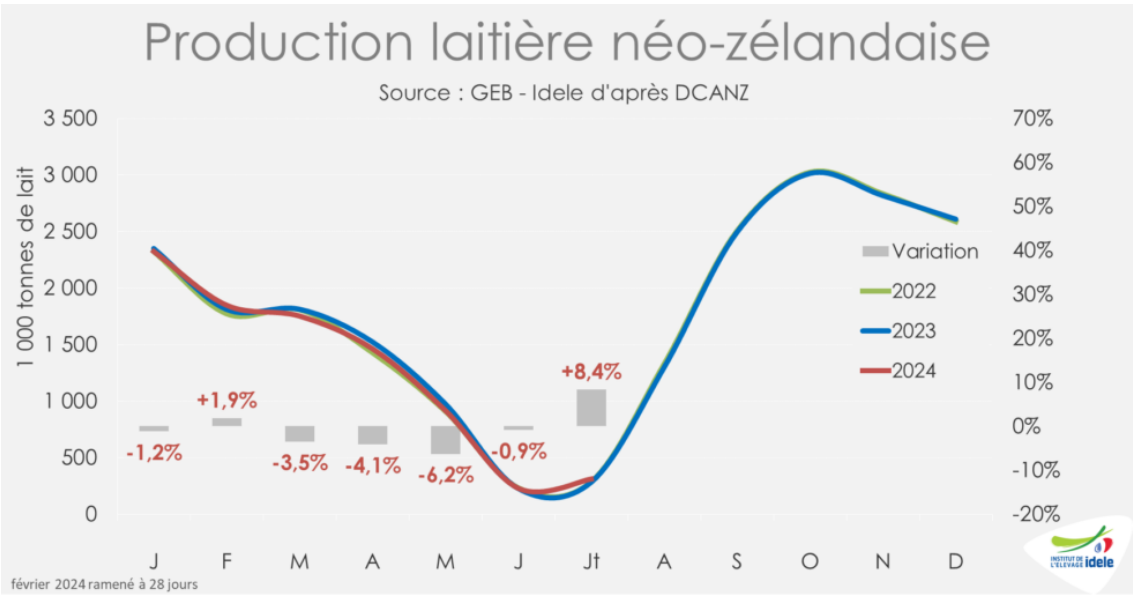
Sur le **premier semestre 2024** comme au mois de juillet, la production de lait en **Australie** était en hausse sur un an, mais par rapport à une campagne précédente affectée par des conditions climatiques difficiles. Sur l'ensemble de la saison laitière 2023-2024 (de juillet 2023 à juin 2024), la production australienne a atteint 8,606 millions de tonnes (+2,8% /2022-2023 mais -2,3% /2021-2022 et -5,7% /2020-2021) grâce à des conditions climatiques plus favorables.



La situation de la filière laitière reste cependant mitigée. Malgré l'augmentation de la demande de produits laitiers d'Océanie, les exportations australiennes n'ont augmenté que de +1% au cours de la saison 2023-2024. Et le début de la saison de production 2024-2025 dans le pays a été marqué par une baisse des prix du lait à la ferme. *Dairy Australia* prévoie une légère baisse de la production laitière au cours de la saison en cours par rapport à la saison 2023-2024.

Fin du creux de production en Nouvelle-Zélande

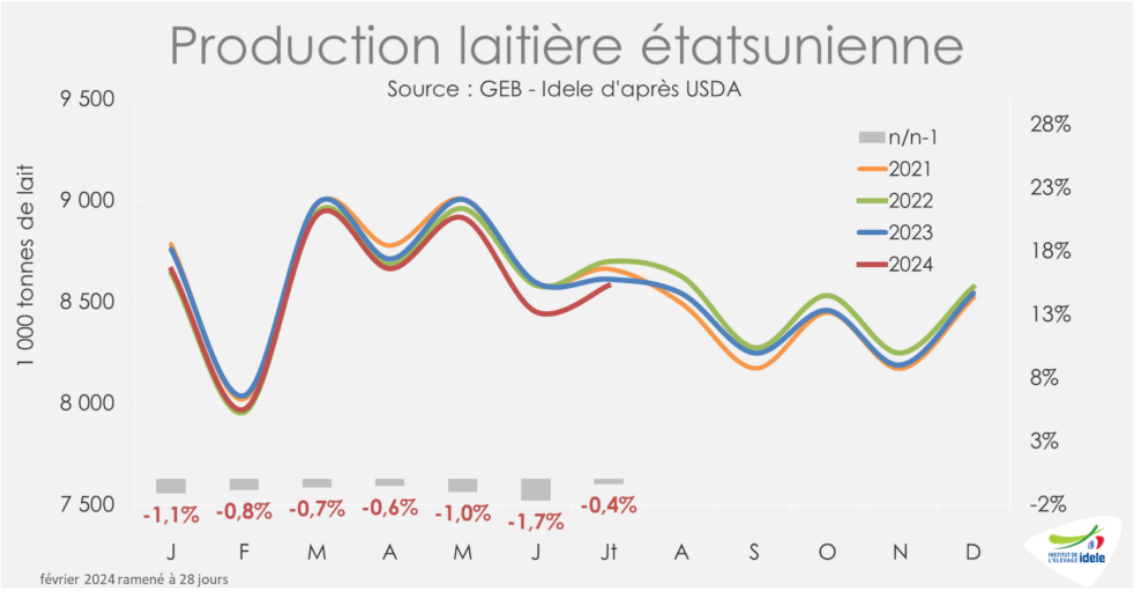
En **Nouvelle-Zélande**, la campagne laitière 2023-2024 (de juin 2023 à mai 2024) s'est soldée par un recul de la production, à 21,066 millions de tonnes (-1,1% /2022-2023). Après un mois de juin en retrait sur un an (-0,9% /2023), la décroissance saisonnière de **la production néozélandaise** est désormais terminée. Et après plusieurs mois de baisse, la production de lait était désormais en hausse au mois de juillet 2024 (+8,4% /2024), soulignant le dynamisme de la demande en produits laitiers sur le marché mondial.



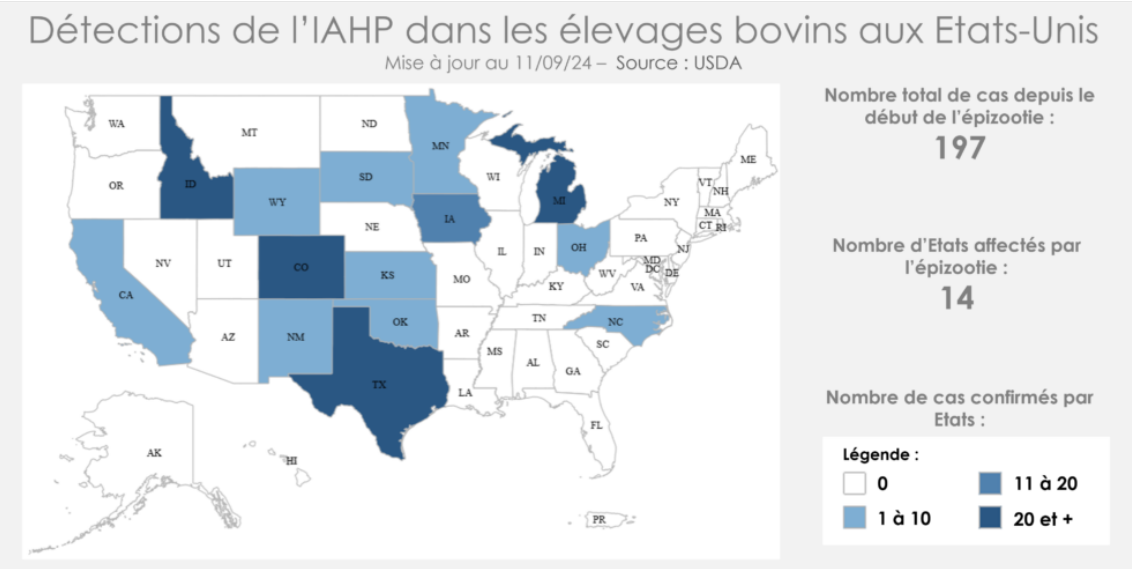
En juillet 2024, la valeur des exportations néozélandaises de poudres, de beurre et de fromage affichaient une nette hausse sur un an (+11% /2023). Plusieurs groupes et coopératives ont annoncé une augmentation du prix du lait pour la saison 2024/2025. C'était notamment le cas de *Fonterra*.

La production des États-Unis toujours en retrait

Aux **États-Unis**, la production laitière reste en retrait depuis le début de 2024. Sur le premier semestre 2024, elle atteignait 51,58 millions de tonnes (-1,0% /2023 et = /2022). Et au mois de juillet, elle était à nouveau en baisse sur un an (-0,4% /juillet 2023), reflétant probablement, d'après l'USDA, la diminution du cheptel de vaches laitières, le manque de génisses de renouvellement et les effets de la chaleur et du climat sur le confort des vaches et donc sur le rendement.

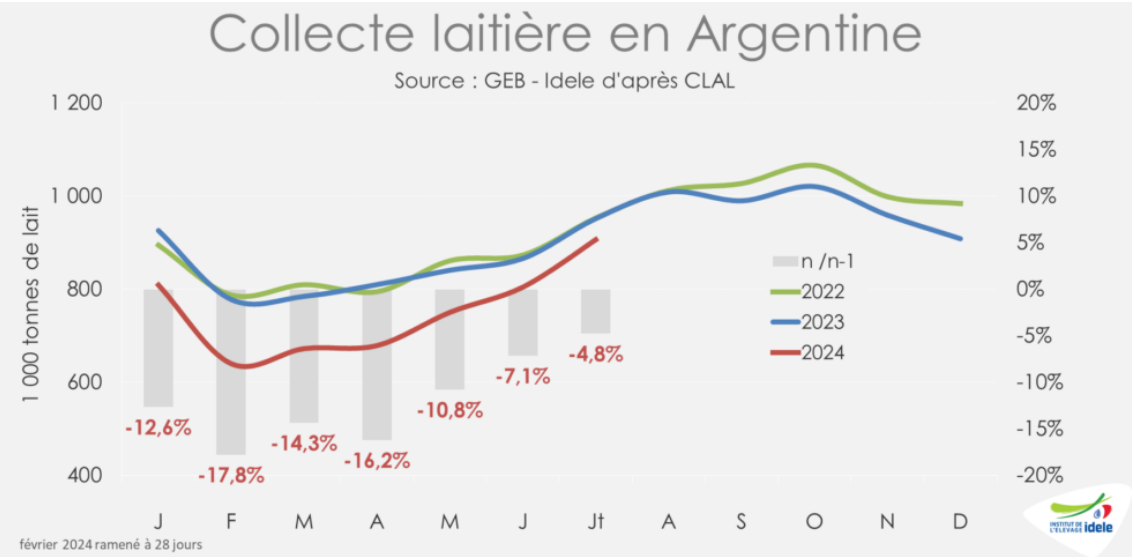


S'il est encore difficile d'en mesurer les effets, l'épidémie d'IAHP continue de progresser dans les élevages laitiers. Quatorze États sont maintenant touchés contre seulement 8 à la mi-avril. Début septembre, 197 foyers avaient été confirmés par les autorités sanitaires du pays. L'épizootie reste sous surveillance mais semble avoir peu d'effets sur les niveaux de production de lait. Aucune présence du virus n'a été décelée dans les produits finis : d'après les tests menés par la *Food & Drug Administration* (FDA) et rendus publics le 13 août dernier, aucun virus viable n'a été retrouvé dans les échantillons de produits laitiers (lait liquide pasteurisé et produits à base de lait pasteurisé, tels que fromages pasteurisés, fromage à tartiner, beurre, crème glacée) prélevés dans les point de vente au détail.



Redressement de la collecte en Argentine mais sur standards faibles

En **Argentine**, la production laitière est en retrait depuis le 2nd semestre 2023, affectée par trois années consécutives de sécheresses intenses, des disponibilités en fourrages limités en quantité et en qualité ainsi que la forte dévaluation du peso argentin amplifiant la difficulté des éleveurs argentins à s'approvisionner en intrants sur le marché mondial. Sur le premier semestre 2024, la collecte s'est nettement repliée (-13% /2023). Mais depuis la fin du premier semestre 2024, on assiste à un rattrapage qui reste loin d'être total cependant. En juillet 2024, la collecte de lait en Argentine atteignait 906 000 tonnes (-4,8% /2023).



D'après l'USDA, la chute brutale de la production début 2024 a entraîné une hausse rapide des prix du lait qui devrait favoriser la production au cours du second semestre. La dévaluation de la monnaie a également rendu les produits laitiers argentins plus compétitifs sur le marché mondial. Mais si les exportations de produits laitiers argentins devraient augmenter en 2024, il est probable que la production de lait finisse en retrait sur un an.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Les cours mondiaux du beurre toujours soutenus

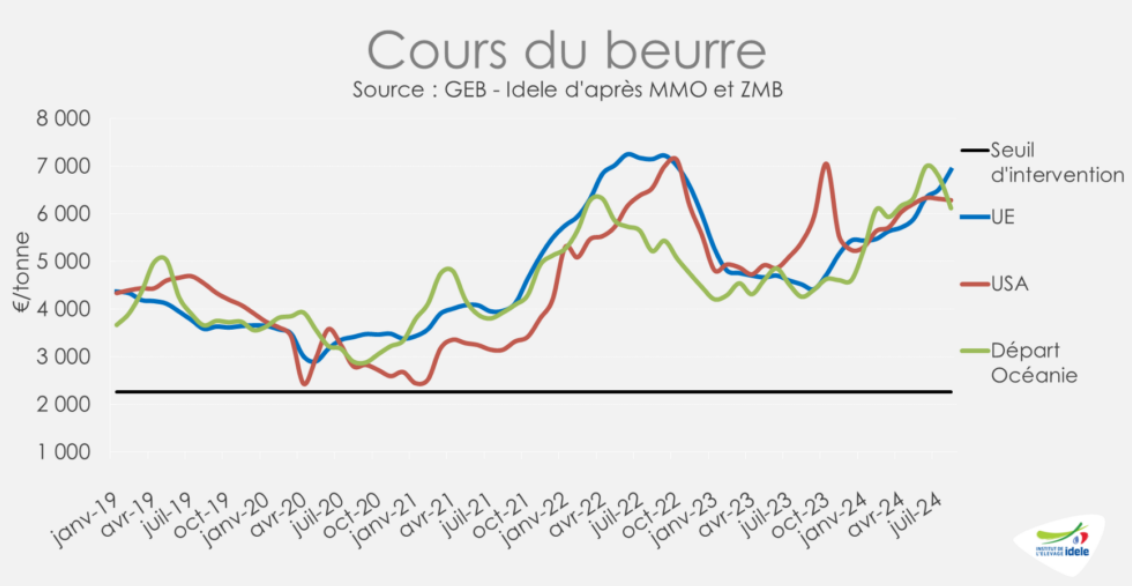
Dernière révision le 16 septembre 2024

Les cotations du beurre et des matières grasses sont restées soutenues tout au long de l'été. La demande mondiale et notamment étasunienne est restée forte alors que la production demeurait relativement limitée. Des divergences sont cependant observées.

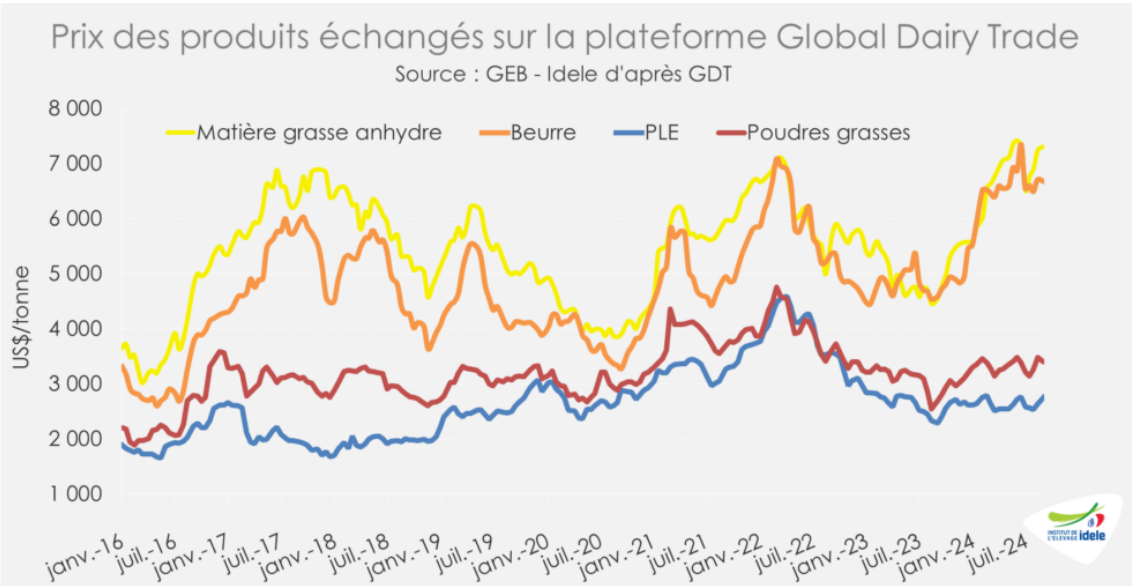
Les cours du beurre sont restés élevés durant l'été

Durant le **premier semestre 2024**, les **cours du beurre** ont été globalement orientées à la hausse chez les principaux exportateurs de produits laitiers. Cette tendance s'est globalement poursuivie durant l'été même si des divergences ont pu être observées. En **août 2024**, d'après AMI, le cours mondial du beurre a atteint **6 629 €/tonne**, en hausse de 2 321 € en un an (+54% /2023) et de 59 € en un mois (+1%).

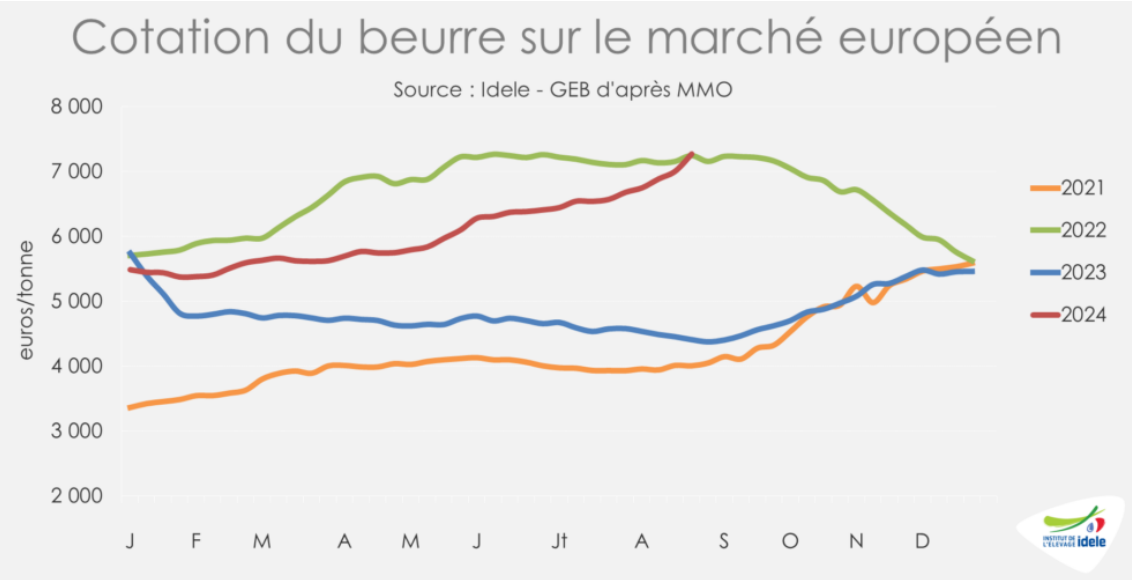
Les dynamiques ont été cependant légèrement différentes chez les principaux exportateurs. Ainsi, en euros, les cotations restaient orientées à la hausse dans l'UE-27, à 6 629 €/tonne (+6% /juillet 2024 et +53% /2023). Elles étaient relativement stables aux États-Unis, à cause du recul du dollar face à l'euro, à 6 292 €/t (= /juillet 2024 et +16% /2023) et désormais orientées à la baisse en Océanie, à 6 124 €/t (-10% /juillet 2024 mais +44% /2023).



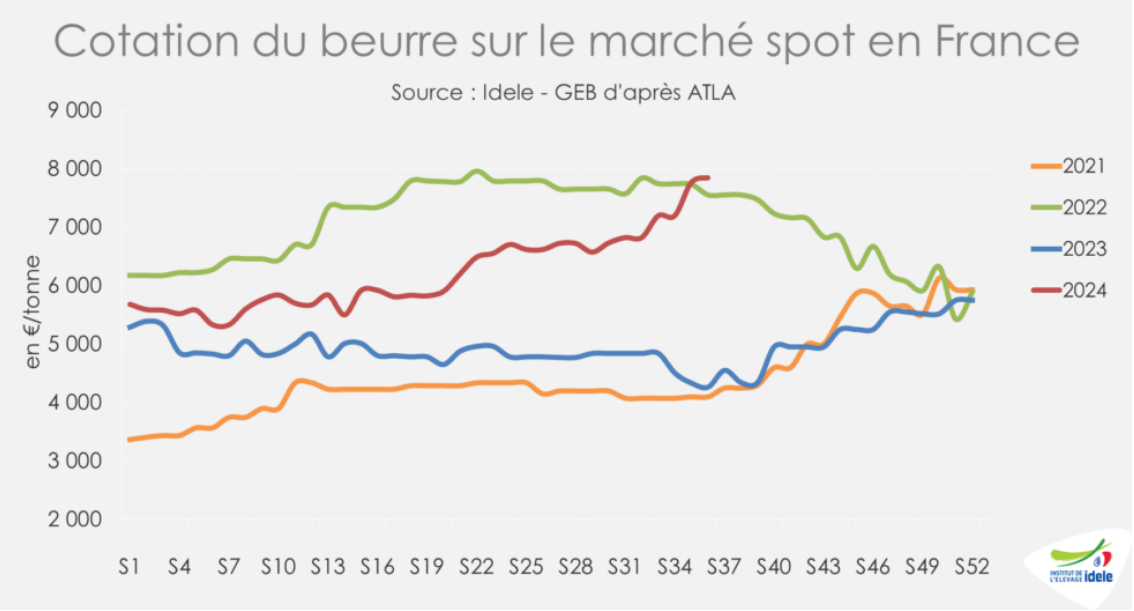
En parallèle, les enchères pour la matière grasse du *Global Dairy Trade* (plateforme internationale de vente aux enchères initiée par le groupe néo-zélandais *Fonterra*) sont restées robustes début septembre, notamment pour la matière grasse anhydre. Elles atteignaient ainsi 6 675 US$/tonne pour le beurre (6 075 €/t, +21% /début 2024) et 7 311 US$/tonne pour la matière grasse anhydre (6 653 €/t, +31% /début 2024).



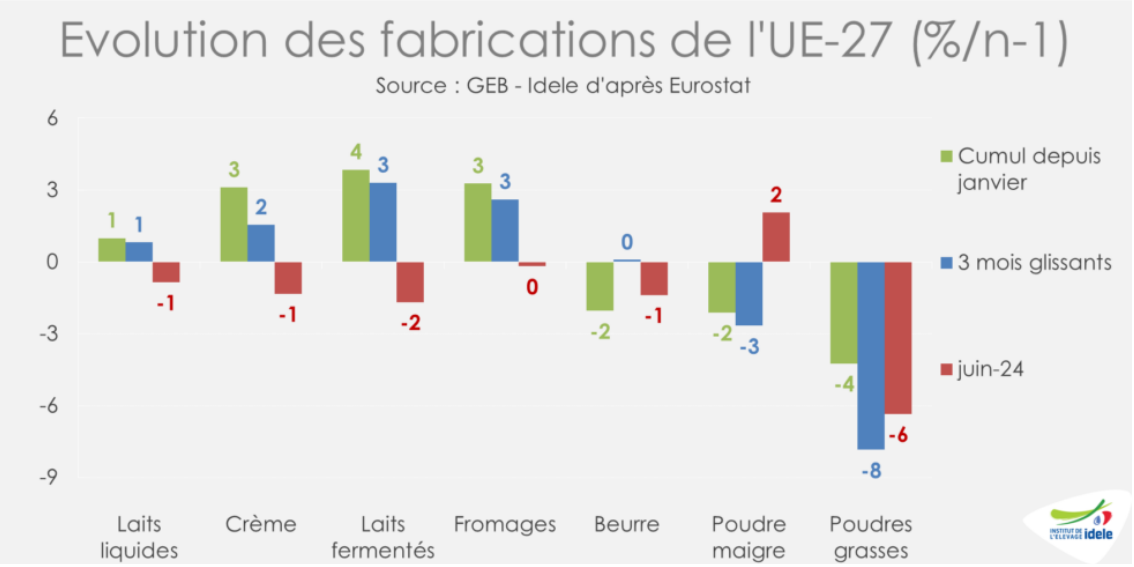
Au sein de l'UE, le prix du beurre poursuivait sa progression cotation après cotation. En semaine 35, il a atteint **7 275 €/tonne sur le marché spot** d'après le *Milk Market Observatory* (MMO), égalant ainsi le niveau record de 2022 (+65% /2023). La progression de l'épizootie de FCO de type 3 au cœur de l'Europe et ses effets potentiels sur la collecte augmentent la tension sur les marchés, comme en Belgique ou aux Pays-Bas par exemple.



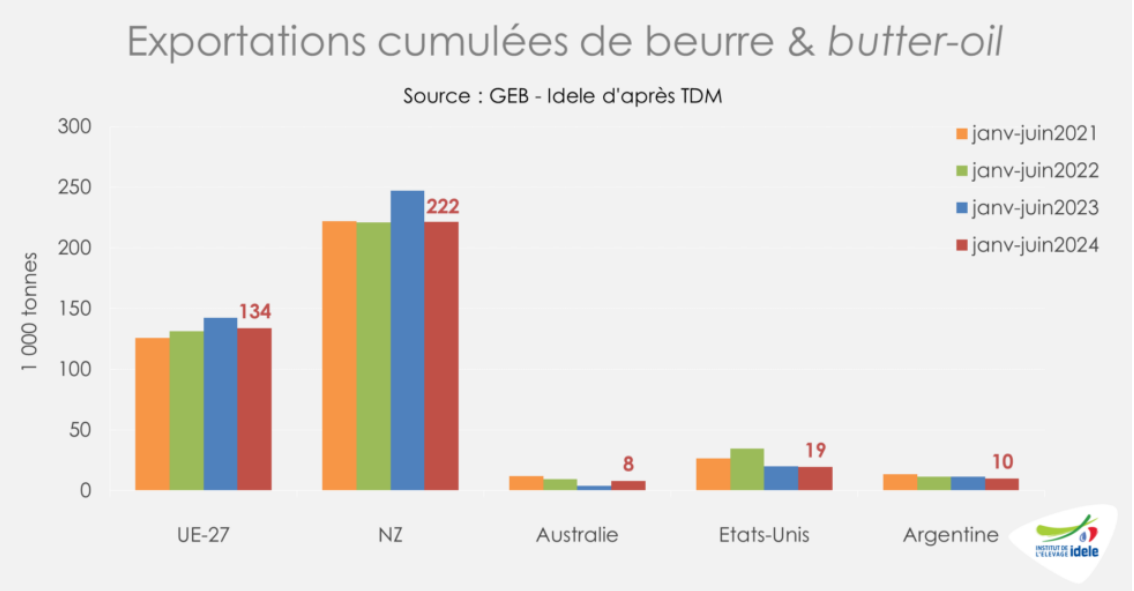
Le constat est le même **sur le marché spot français** où la demande reste présente et où l'épizootie de FCO apparue en août inquiète fortement les opérateurs qui effectuent des achats préventifs et participent à l'emballement du marché. D'après ATLA, la cotation du beurre sur le marché spot a atteint **7 850 €/tonne** (+84% /2023 et +4% /2022) en semaine 36.



Cette hausse des prix a lieu dans un contexte où les disponibilités en beurre ont été jusqu'ici plutôt limitées face à la demande. Les **fabrications de beurre ont reculé** sur le premier semestre 2024 au sein de l'UE-27 (-2% /2023), deuxième exportateur mondial de beurre derrière la Nouvelle-Zélande.

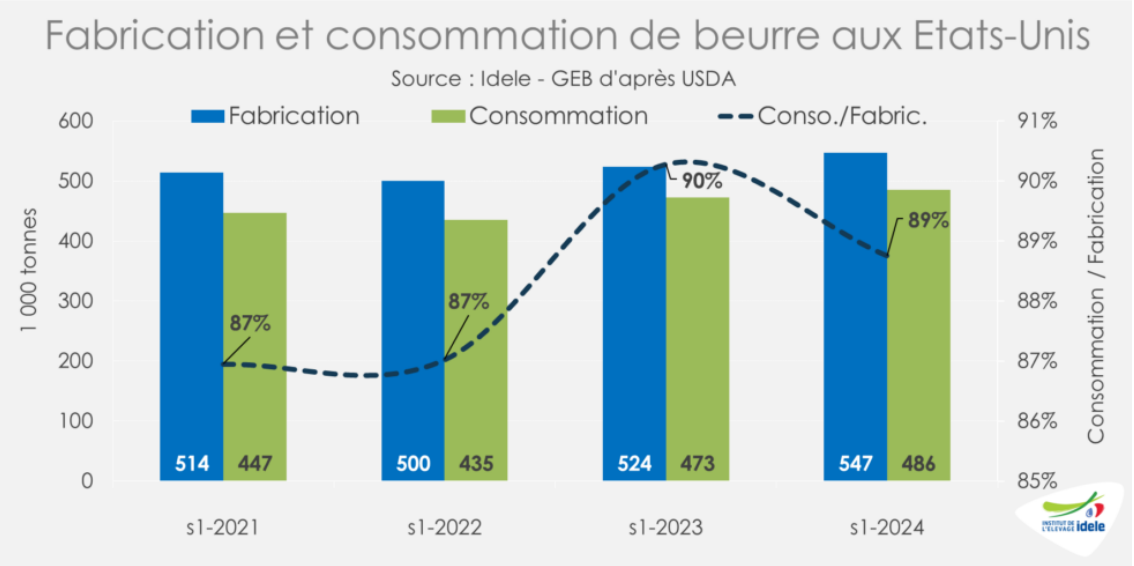


Avec des niveaux de production relativement limitées, les disponibilités de beurre et *butter-oil* ont été plutôt en retrait sur le marché mondial. Parmi les exportateurs majeurs de matière grasse, l'**Australie est le seul pays à avoir vu progresser ses exportations de beurre** sur le premier semestre 2024. Les volumes restent cependant très faibles, avec 8 000 tonnes expédiées (x2 /2023). Les exportations étaient notamment **en recul depuis la Nouvelle-Zélande** (-10%) **et l'UE** (-6%). Et les exportations de beurre pourraient restées limitées sur le reste de 2024.

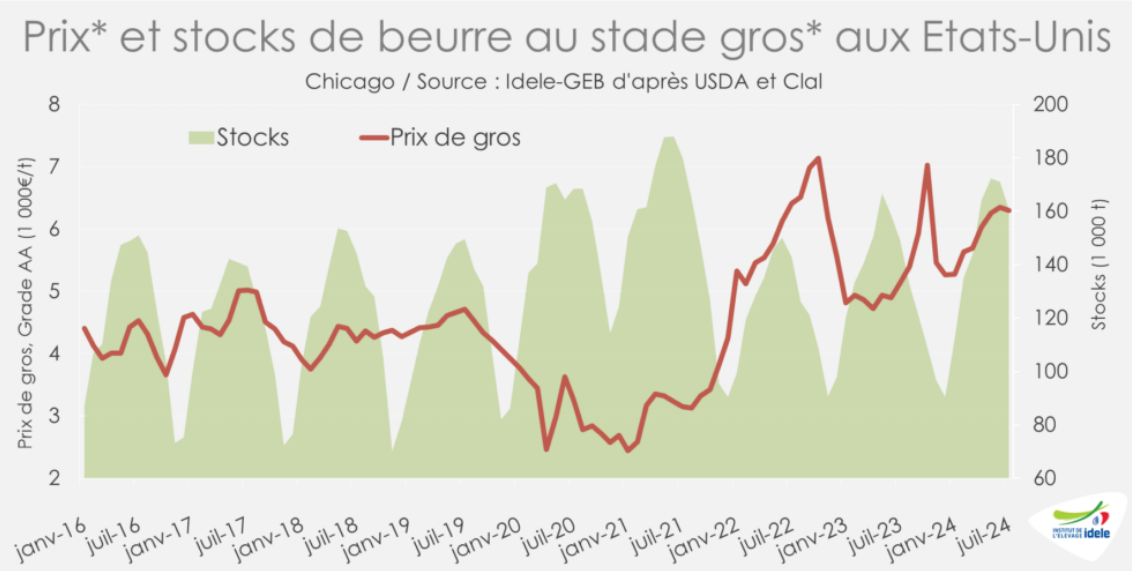


Les États-Unis ont été jusqu'ici dynamiques sur le marché mondial du beurre

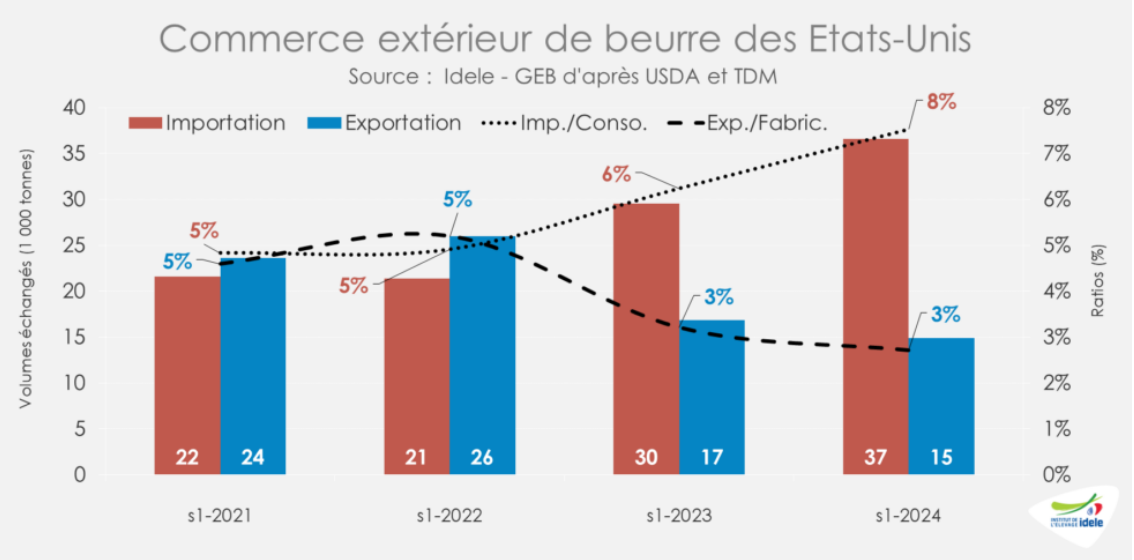
Les **États-Unis** ont été particulièrement actifs sur le marché du beurre tout au long du **premier semestre 2024**. Ainsi, d'après l'USDA, les **fabrications de beurre** ont atteint le niveau record de 547 000 tonnes (+4% /2023, +9% /2022 et +6% /2021). Dans le même temps, la **consommation de beurre** aux États-Unis a été soutenue sur les 6 premiers mois de 2024, avec 486 000 tonnes consommées (+3% /2023, +12% /2022 et +9% /2021). D'après l'USDA, la demande de beurre reste actuellement forte sur l'ensemble du territoire, notamment pour la vente au détail ou la restauration.



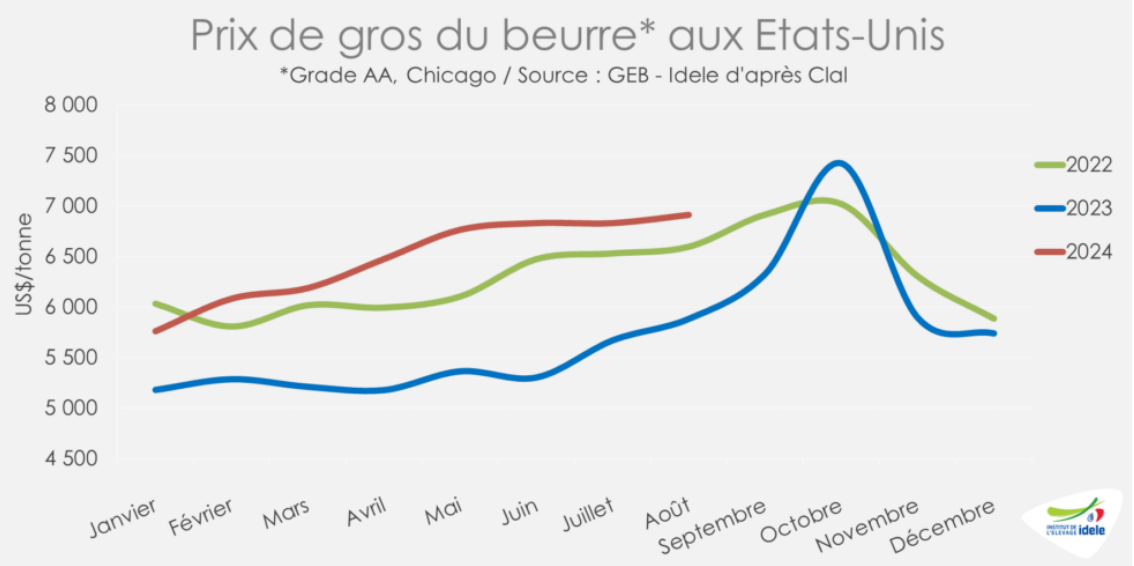
En parallèle, les **stocks commerciaux** de beurre ont également progressé sur l'ensemble du premier semestre 2024. Ils s'élevaient à 171 000 tonnes en juin (+8% /2023). En juillet, ils avaient reculé à 160 500 tonnes (+7% /2023), confirmant le mouvement annuel de baisse saisonnière de ces stocks entamés un mois plus tôt.



Le dynamisme des États-Unis vis-à-vis du marché du beurre et la progression sur un an des fabrications et des stocks soulignent le mouvement d'**anticipation des fêtes de fin d'année, et notamment des fêtes de *Thanksgiving***. Cette anticipation a participé également à la progression des importations étasuniennes, les fabrications du pays restant insuffisante face à la demande. Les imports ont ainsi atteint 37 000 tonnes sur le premier semestre 2024 (+24% /2023 et +71% /2022), la part des importations dans la consommation de beurre passant ainsi de 5% sur le premier semestre 2022, à 6% en 2023 et 8% en 2024.

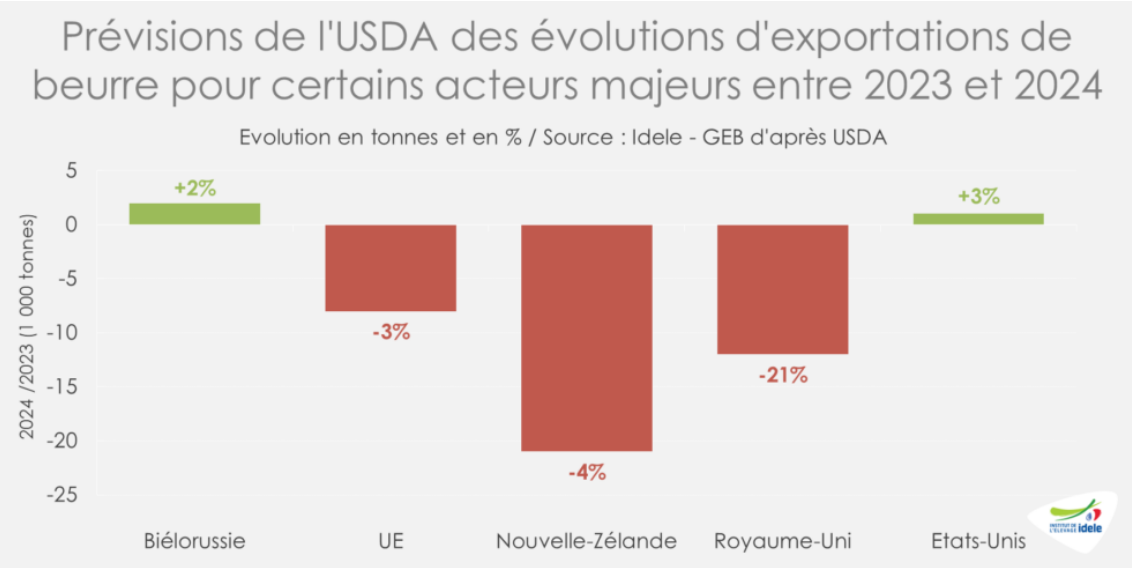


Ces achats et la progression des fabrications et des stocks résultent notamment de la volonté des opérateurs de limiter les pénuries observées notamment lors des deux années précédentes. Cette anticipation n'a pas empêché les prix de gros du beurre de progresser aux États-Unis, mais l'objectif de lisser les prix demeure. En août 2023, le prix du beurre atteignait **6 915 US$/tonne**, niveau bien supérieur aux années précédentes (+17% / 2023 et +5% /2022).



L'USDA prévoit des échanges de beurre limités sur l'ensemble de 2024

Dans ses prévisions publiées fin juillet dernier, l'USDA confirme une **probable diminution des exportations** sur un an de beurre chez les principaux exportateurs, notamment la Nouvelle-Zélande (-4% /2023 ou -21 000 t), l'UE (-3% ou -8 000 t) et même le Royaume-Uni (-21% ou -12 000 t). Et l'épizootie de FCO pourrait entraîner des conséquences plus importantes en Europe, avec des effets potentiels sur les prix…



Et toujours d'après l'USDA, les **importations chinoises** de beurre devraient augmenter en 2024, en raison d'une consommation intérieure plus élevée, même si la croissance pourrait être freinée. La demande de beurre (et de crème et matière grasse anhydre) augmentant dans divers secteurs tels que les produits de boulangerie, les yaourts, les glaces et la restauration. Cette hausse de la demande a déjà entraîné une progression de 10% des importations chinoises de beurre au premier semestre 2024, en particulier en provenance de Nouvelle-Zélande et de l'UE.

La production française de viande ovine continue de baisser

Dernière révision le 16 septembre 2024

Les abattages d'agneaux comme de réformes sont de nouveau en retrait cette année et les importations de viande ovine, qui complètent l'offre française, sont elles aussi en net repli. La FCO, qui sévit au Nord comme au Sud de la France, impacte fortement les élevages touchés, avec une mortalité accrue des brebis et des problèmes de reproduction notables. Il est encore trop tôt pour chiffrer les conséquences d'une telle maladie sur le cheptel ovin français mais il est certain que cela participe à diminuer encore le potentiel de production des filières ovines françaises.

Viande ovine » France »

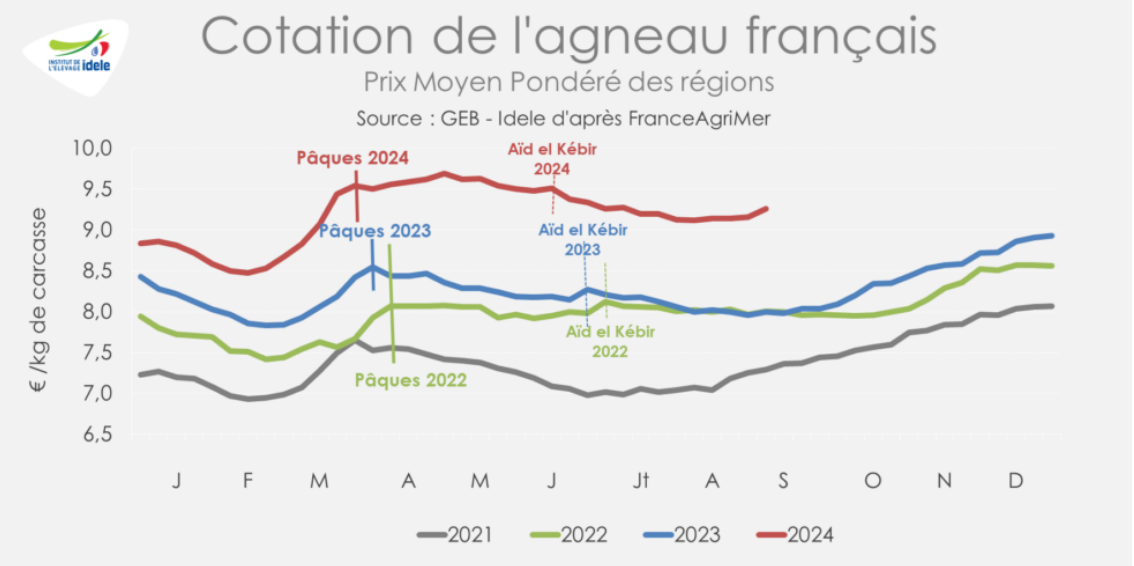
Le traditionnel creux des abattages en sortie d'été tire la cotation

Dernière révision le 16 septembre 2024

La cotation de l'agneau français augmente de façon saisonnière après l'été face à la diminution progressive des abattages à cette période de l'année. Le bas niveau d'offre explique son niveau historiquement élevé.

Le cours français se redresse progressivement après une baisse estivale très modérée

En semaine 35 de 2024 (se terminant le 1er septembre), la **cotation** atteignait **9,16 €/kg** soit +0,02 €/kg d'une semaine sur l'autre et +1,16 €/kg comparée à la même semaine en 2023.

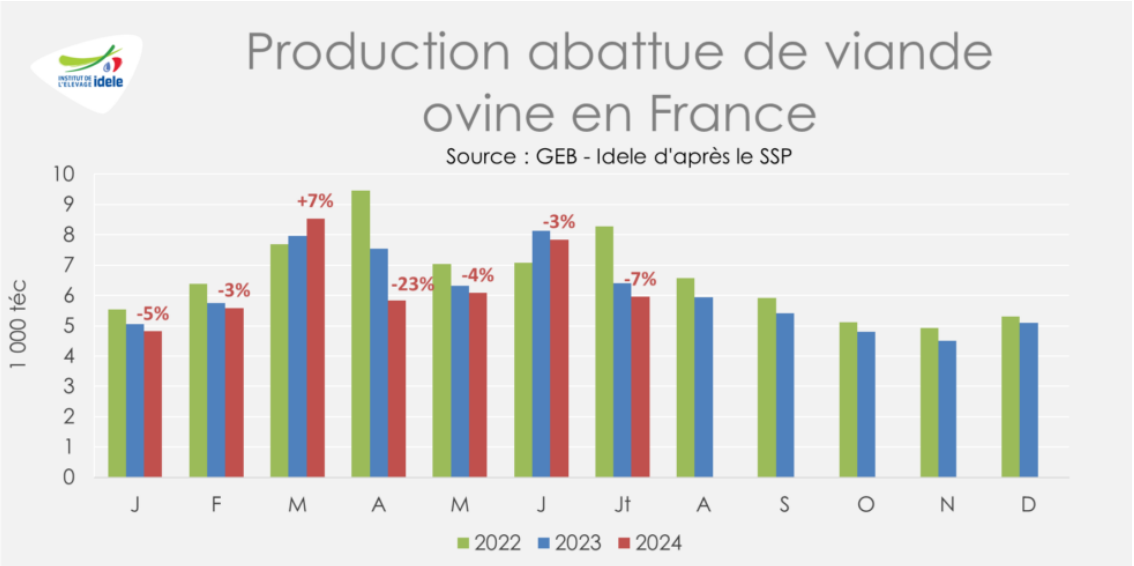


L'**IPAMPA ovin viande** poursuit très progressivement sa baisse amorcée fin 2022 : il était stable d'un mois sur l'autre en juillet 2024, en repli de -1% /2023. L'indice énergie et lubrifiants diminuait de -1% / juillet 2024 et d'une année sur l'autre tandis que l'indice engrais était en recul de -1% d'un mois sur l'autre et de – 8% /2023. L'indice aliments achetés était stable d'un mois sur l'autre et reculait de -6% /2023.

Le recul des abattages français se poursuit en juin et juillet

Selon *Agreste*, la **production** abattue de viande ovine était en recul de **-5%** d'une année sur l'autre sur les **sept premiers mois de 2024**, à 45 000 téc, et de -12% comparé à la moyenne des cinq dernières années (2019-2023). Les abattages de réformes ont baissé de -9% en têtes et de -11% en volumes, du fait d'un allègement des carcasses (-0,6 kgéc) à 26,1 kgéc. Ceux des agneaux ont aussi diminué, de -4% en effectif et en volume, avec un poids moyens de carcasse à 18,4 kgéc.
La production française se replie et, accompagnée d'importations modestes, maintient le marché sous tension.

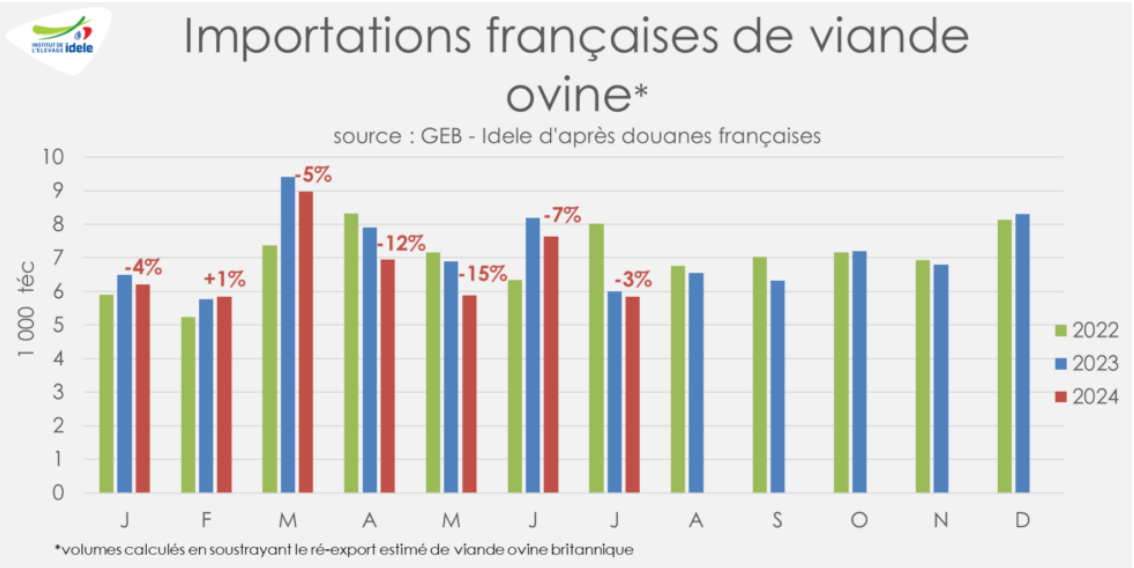
Il est difficile et trop tôt pour évaluer un effet de la **FCO** (3 et 8) sur les élevages ovins, mais celle-ci pourrait impacter la production ovine dans les mois à venir : la filière est particulièrement attentive aux approvisionnements pour Pâques 2025.



On ne peut malheureusement **pas connaître les importations d'agneaux ni d'ovins adultes vivants** en 2024 à cause de difficultés lors des remontées des données douanières. On suppose toutefois une baisse des importations au vu des prix de l'agneau espagnol et de l'attractivité du marché marocain pour le vif. À l'inverse, et malgré la baisse de production en France, **les exports de vifs augmentent**, de +6% sur la période : la demande internationale en vif est forte et l'Espagne est concentrée sur le Maroc.

Les importations de viande ovine reculent toujours en juillet 2024

Sur les **7 premiers mois de 2024**, les importations françaises de viande ovine ont reculé de **-7%** d'une année sur l'autre, à 47 000 téc : elles ont progressé en provenance de Nouvelle-Zélande (+14% /2023) et étaient stables d'Espagne. En revanche elles baissaient nettement d'Irlande (-19%) et du Royaume-Uni (-9%), notamment à cause d'un repli de la production dans ces pays.



Le disponible français se replie nettement d'une année sur l'autre

Sur **7 mois en 2024**, les abattages français sont en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations et les exportations de viande ovine. Le disponible recule ainsi de **-6% /2023** et de -12% comparé à la moyenne 2015-2019.



D'après les données du **panel Kantar de FranceAgriMer**, sur **7 mois** en 2024, les achats des Français auraient reculé de **-9%** /2023 en volume alors même que le prix moyen pondéré de la viande ovine s'est enfin stabilisé.

Viande ovine » UE et monde »

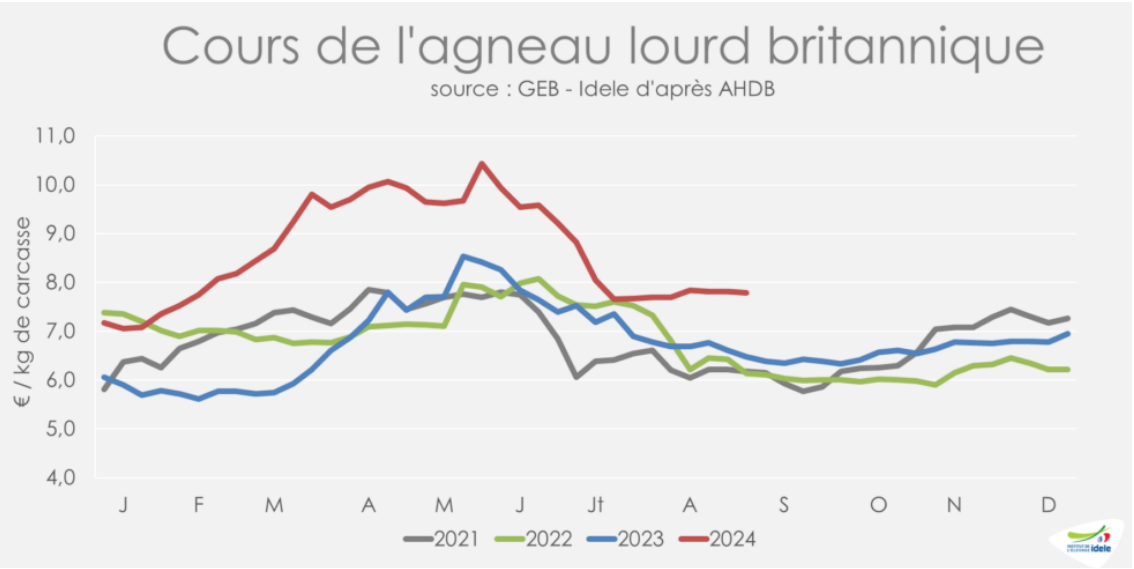
La production ovine est basse cette année en Europe

Dernière révision le 16 septembre 2024

On observe un repli de la production ovine des principaux producteurs européens (France, Espagne, Royaume-Uni et Irlande) qui participe à soutenir les cours à des niveaux historiques. Le prix des viandes océaniennes, même s'il a augmenté d'une année sur l'autre dans le cas de l'Australie, est d'autant plus intéressant et compétitif.

Royaume-Uni : pas de creux estival des cours en 2024

Le **cours de l'agneau britannique** n'a finalement pas eu de creux estival en raison de son bas niveau d'offre : la baisse a bien eu lieu après la traditionnelle hausse en mai-juin mais le cours s'est ensuite stabilisé à de particulièrement hauts niveaux pour la période considérée qu'est l'été. En semaine 35, il se situait à **7,79 €/kg**, soit +1,31 €/kg d'une semaine sur l'autre et +1,66 €/kg comparé à 2023.



La **production britannique** de viande ovine a totalisé 149 000 t au **1er semestre 2024**, en baisse de **– 9%** /2023. Cela s'explique par un repli de -15% des abattages de réforme et de -10% des abattages d'agneaux (soit -591 000 têtes). Comparée à la moyenne 2015-2019, elle recule de -7%. Ce repli de la production est principalement dû à la contraction du cheptel reproducteur entre fin 2022 et fin 2023 (maladies, mauvaises conditions météo…).

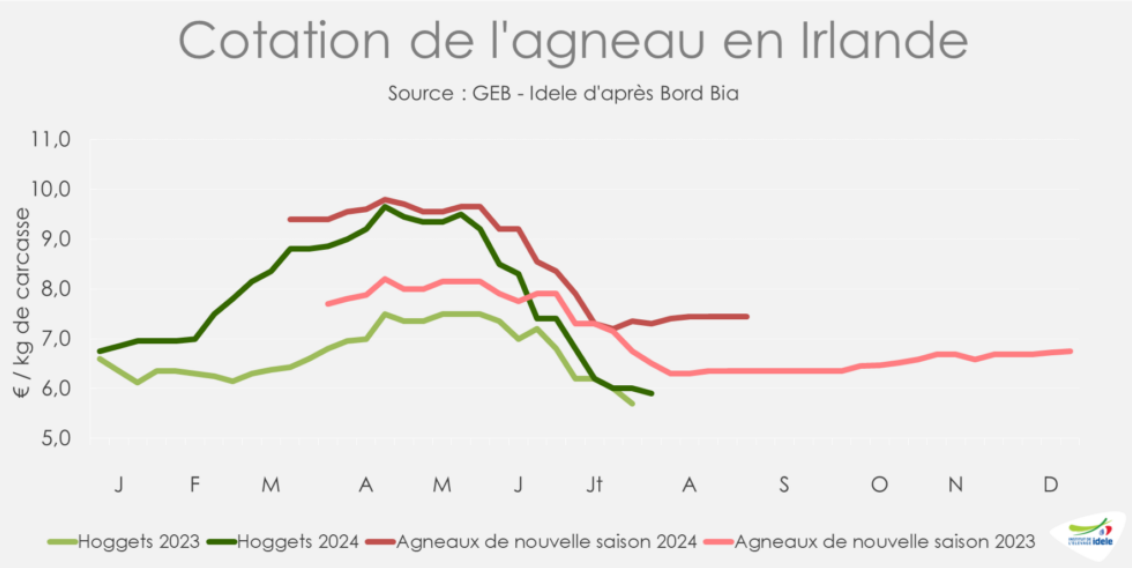
Les **importations** de viande ovine ont au contraire bondi pour tenter de combler ce manque de production, de **+46%** /2023 sur 6 mois en 2024, avec +58% en provenance de Nouvelle-Zélande et +64% d'Australie mais -15% d'Irlande.

Face à la nette baisse de la production, et malgré des importations dynamiques, les **exportations** britanniques de viande ovine ont reculé de **-9%** /2023 sur la période. La baisse la plus forte est enregistrée vers la République d'Irlande (-85%/2023 au 1er semestre) : l'Irlande du Nord a en effet vendu davantage vers le reste du Royaume-Uni, où l'agneau était mieux valorisé, que vers la République d'Irlande, au vu du manque de disponible britannique. Les exportations du Royaume-Uni se tenaient ainsi -7% sous leur niveau d'avant Brexit et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019).

Des **évolutions positives des ventes d'agneau au détail** ont été enregistrées ces derniers mois au Royaume-Uni (+1,5% en volumes de début mai à début août 2024 /2023), réduisant d'autant le disponible à l'export.

Irlande : la cotation se stabilise bien au-dessus du niveau de 2023

En semaine 35 de 2024, la **cotation** de l'agneau de nouvelle saison irlandais était à **7,45 €/kg**, stable d'une semaine sur l'autre mais en hausse de +1,10 €/kg comparée à la même semaine en 2023.

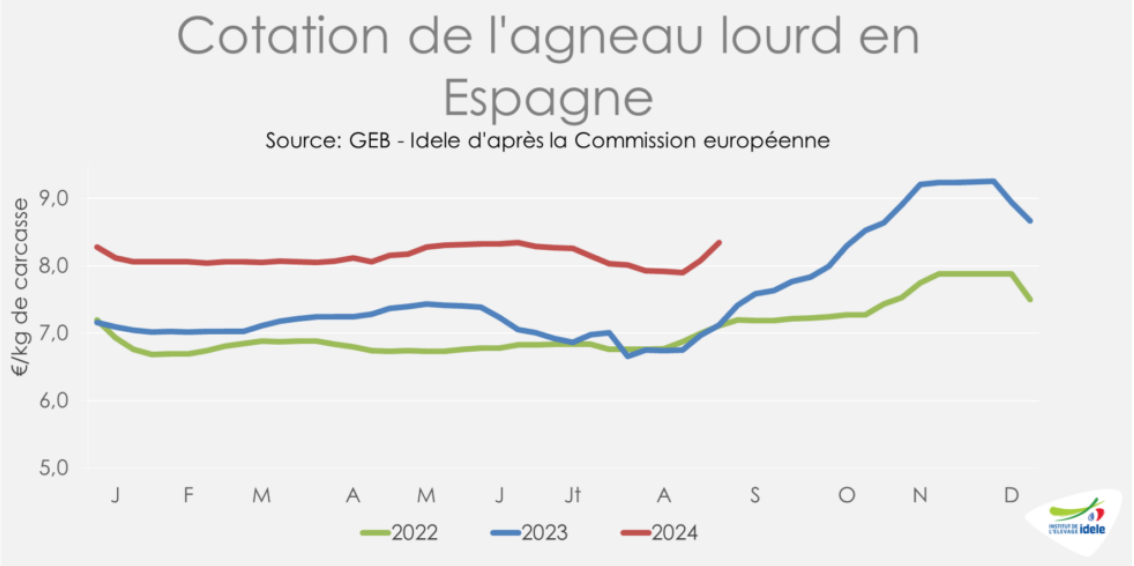


Après avoir fléchi de -1% /2022 en 2023, les **abattages** d'ovins irlandais totaux ont perdu -9% /2023 sur **7 mois en 2024**. Les effectifs d'agneaux abattus ont baissé de -8% /2023 et ceux des réformes de -11%. Comme au Royaume-Uni, la baisse du cheptel reproducteur irlandais (-2,5%) entre fin 2022 et 2023 explique cette baisse de la production.

Au **1er semestre 2024**, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont baissé de **-14%** à 25 500 téc dont -15% vers la France mais +1% vers le Royaume-Uni. Associée à la baisse de la production nationale, la concurrence de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sur le marché européen explique ce repli des envois.

Espagne : le cours augmente de façon saisonnière et atteint des niveaux élevés

Le **cours** de l'agneau espagnol a débuté sa traditionnelle hausse et s'établissait à **8,34 €/kg** en semaine 35, soit + 1,23 €/kg au-dessus de son niveau de 2023. Ce cours élevé illustre toujours un faible disponible en agneaux.



Après une baisse de -11% entre 2022 et 2023, la **production** de viande ovine espagnole a poursuivi sur cette tendance et diminuait toujours de -11% au **1er semestre 2024** /2023, à 51 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus baissait de -6% et celui des réformes de -34%, avec une probable volonté de recapitaliser après trois années de sécheresse (état d'urgence levé en juin 2024).

Avec un disponible nettement diminué, la tendance baissière des **exports** de viande ovine comme de vif s'est poursuivie début 2024. Sur ces 6 mois, les exportations de viande ovine espagnole reculaient en effet de **-5%** /2023, à 25 000 téc. Les envois se sont taris vers Oman et ont fortement baissé vers les Émirats Arabe Unis (-80%) et Israël (-58%). Les ventes ont à l'inverse progressé vers la France (+6%) et le marché algérien, fermé depuis 2017, s'est rouvert.

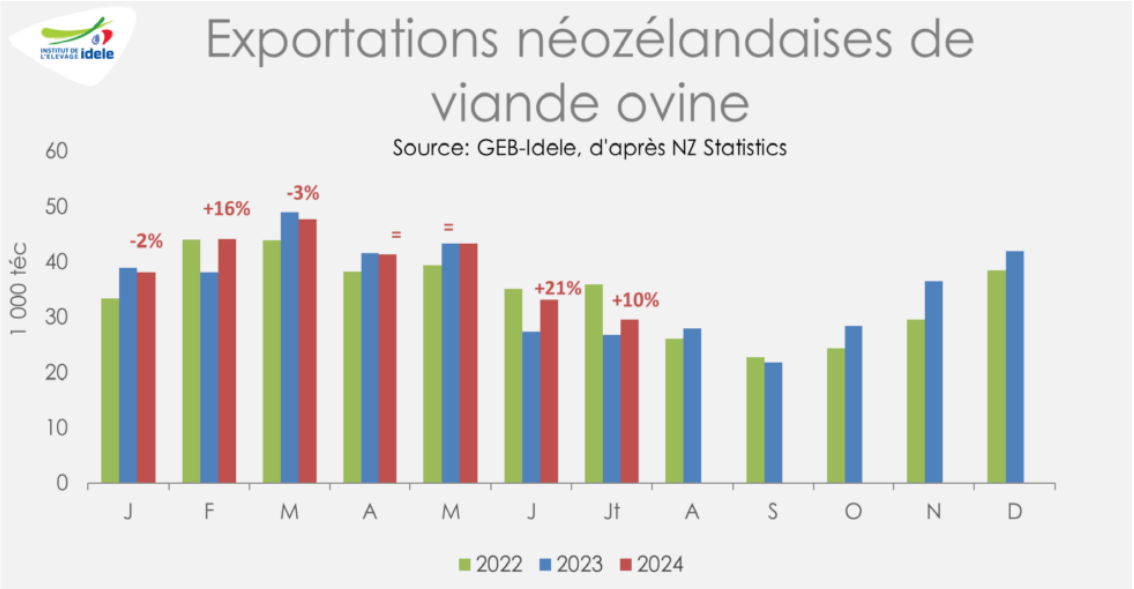
Sur la même période, les **envois d'agneaux vivants** ont au contraire augmenté, de **+8%** /2023, avec des envois vers le Maroc (x5). Parallèlement, les **envois de réformes** ont bondi de **+66%**, là aussi via une explosion des envois en direction du marché marocain (x14). Pour rappel, le gouvernement marocain subventionne les importations d'ovins vifs pour abattage et consommation au Maroc, ce qui explique ces flux très abondants.

Nouvelle-Zélande : l'amélioration des conditions météo entraîne une baisse des abattages

Après avoir augmenté de +6% sur les 5 premiers mois entre 2023 et 2024, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande a chuté en juin et juillet, ramenant le cumul **sur 7 mois** à seulement **+0,5% /2023**, à 272 000 t. Sur cette période, le nombre d'agneaux abattus s'est apprécié de +7%, à 12 M de têtes, tandis que celui des réformes a reculé de -15%, à 2 M de têtes. Une grande partie de l'augmentation des abattages d'agneaux provient de l'île du Nord, qui a connu des conditions sèches et chaudes pendant l'été austral (décembre 2023 à février 2024). Au cours des derniers mois, les conditions s'y sont normalisées et les abattages ont commencé à diminuer.

Malgré des abattages quasiment stables, les **exportations** de viande ovine sont en hausse de **+5% /2023**, à 277 000 téc. Sur les 7 premiers mois de 2024, la demande chinoise en agneau néozélandais recule nettement (-22%), du fait à la fois d'une hausse de l'autosuffisance chinoise et de la compétitivité accrue de l'Australie sur ce marché. La Nouvelle-Zélande a donc réorienté ses envois, se concentrant notamment sur le Royaume-Uni (+66%) et l'Amérique du Nord (+48% vers les USA, +53% vers le Canada et x2,5 vers le Mexique).

Avec un cheptel historiquement bas (24,4 M de têtes) et l'amélioration des conditions météo, il est probable que les éleveurs entament une **reconstitution** de leurs troupeaux, ce qui réduirait les exportations et donc la concurrence pour la viande ovine australienne sur le marché mondial.

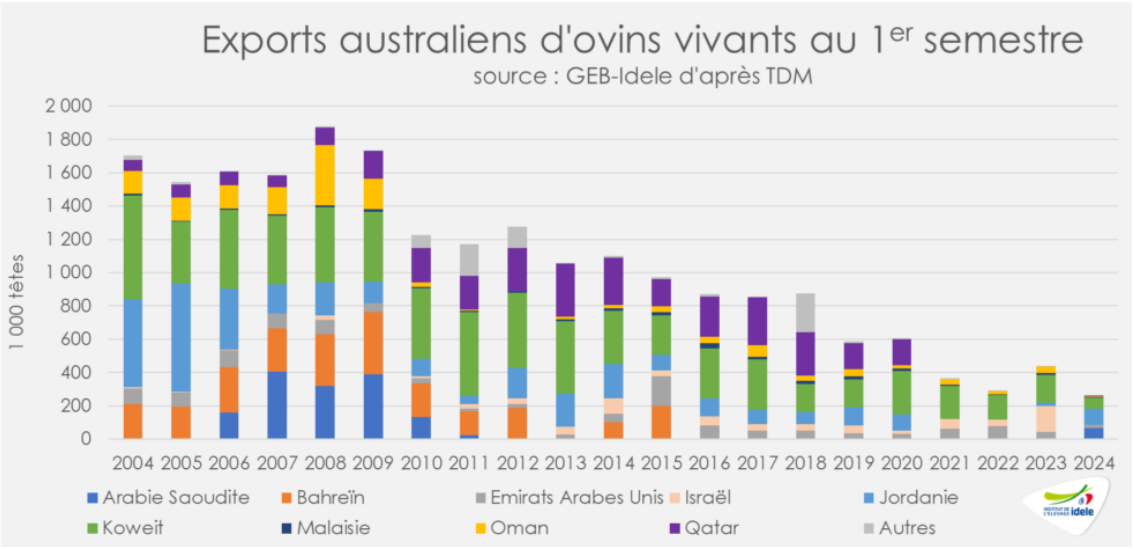


Australie : fin progressive de l'exportation d'ovins par voie maritime

Le Sénat australien a adopté le 1er juillet 2024 une loi historique pour le bien-être animal : l'« *Export Control Amendment (Ending Live Sheep Exports by Sea) Act 2024* » acte l'interdiction de l'exportation d'ovins vivants par voie maritime à partir du 1er mai 2028. Le législateur répond ainsi à une forte demande sociétale, puisque les Australiens réclamaient massivement l'adoption de ce texte (78 % selon un sondage).

L'incident de février 2024 en Mer Rouge a probablement accéléré les choses.

Même si elles ont eu tendance à très nettement diminuer ces dernières années face à la pression citoyenne, les exportations d'ovins vivants restent encore un levier majeur pour écouler des volumes en cas de surproduction, comme c'était le cas en 2023, l'île ayant subi un énième épisode de sécheresse.



Collecte de lait de chèvre toujours en retrait et prix du lait en légère hausse

Dernière révision le 16 septembre 2024

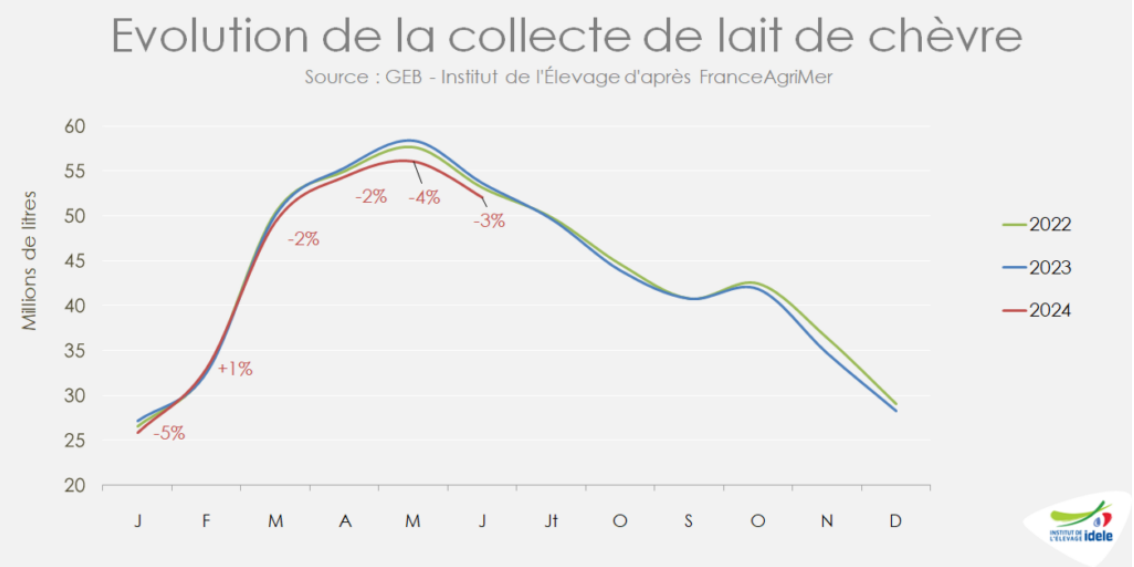
En juin, les livraisons de lait de chèvre étaient toujours inférieures à leur niveau de 2023, avec un ralentissement de la dynamique en Pays de la Loire. Les fabrications ont reculé en juin, mais restaient en légère hausse en cumul sur le premier semestre. Sur cette période, les achats des ménages ont été légèrement positifs et les exportations dynamiques. Côté prix du lait, il est en légère hausse pour les éleveurs français, mais subit une baisse importante en Espagne et aux Pays-Bas.

Les fabrications de fromages de chèvre se sont tenues au premier semestre

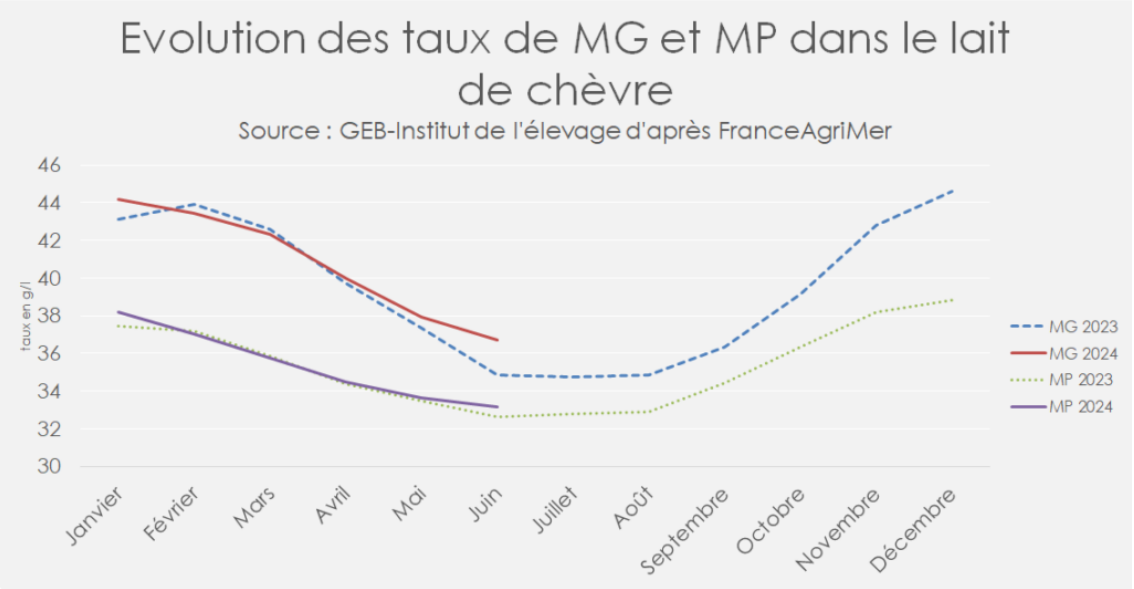
Dernière révision le 16 septembre 2024

Au premier semestre, l'approvisionnement total des transformateurs en lait de chèvre s'est établi à près de 300 millions de litres, en retrait d'une année sur l'autre (-3,1% /2023). Côté fabrications, on observe une très légère hausse sur le premier semestre, la consommation des ménages se maintenant et l'export étant dynamique.

Collecte de lait de chèvre toujours en retrait

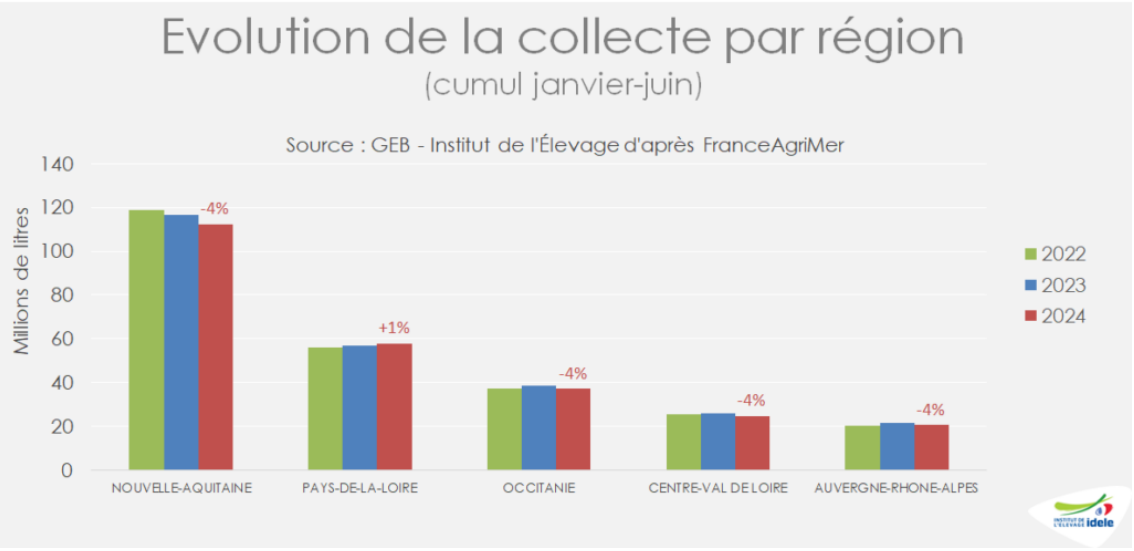


La collecte nationale poursuit son évolution **en-deçà de son niveau de 2023**. Avec **52 millions de litres de lait en juin**, elle est en retrait de -3% /2023. Au premier semestre, la collecte de lait de chèvre s'est élevée à 270,5 millions de litres (-2,9% /2023, avec correction de l'effet année bissextile). Les **conditions climatiques** et la **qualité des fourrages** expliquent ce recul.
Il est difficile et trop tôt pour évaluer un effet de la FCO (3 et 8) sur les élevages caprins, même si les caprins semblent moins touchées que les ovins.



Si la collecte est en retrait au niveau national, les **taux en revanche sont supérieurs à l'année 2023** : **+5,2% /2023 pour le taux de matière grasse en juin et +1,7% pour la matière protéique**.

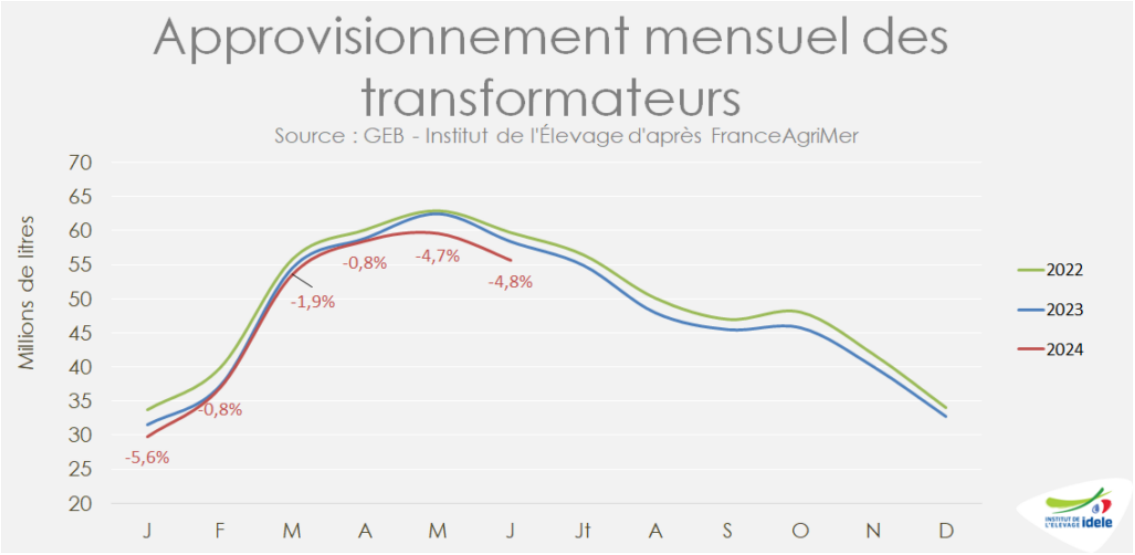
Ralentissement des livraisons en Pays de la Loire



En cumul sur six mois, la collecte a augmenté de **+1% /2023 en Pays de la Loire**, tandis qu'elle est en retrait dans les autres régions : **-4% en Nouvelle-Aquitaine, en Occitanie, en Centre-Val de Loire et en AURA** (chiffres corrigés de l'effet année bissextile). Les dynamiques régionales observées depuis le début de l'année se poursuivent, même si elles ralentissent sur mai et juin. Ainsi, la collecte en Pays de la Loire, tout en restant supérieure à 2023 en cumul sur 6 mois, est en léger recul sur mai et juin (- 2% et -1% /2023) alors qu'elle était en hausse sur les quatre premiers mois de 2024. À l'inverse, en juin, le recul de la collecte de lait de chèvre est moins important en AURA et Occitanie : respectivement -3% et -2% /2023.

Baisse des importations et hausse des stocks

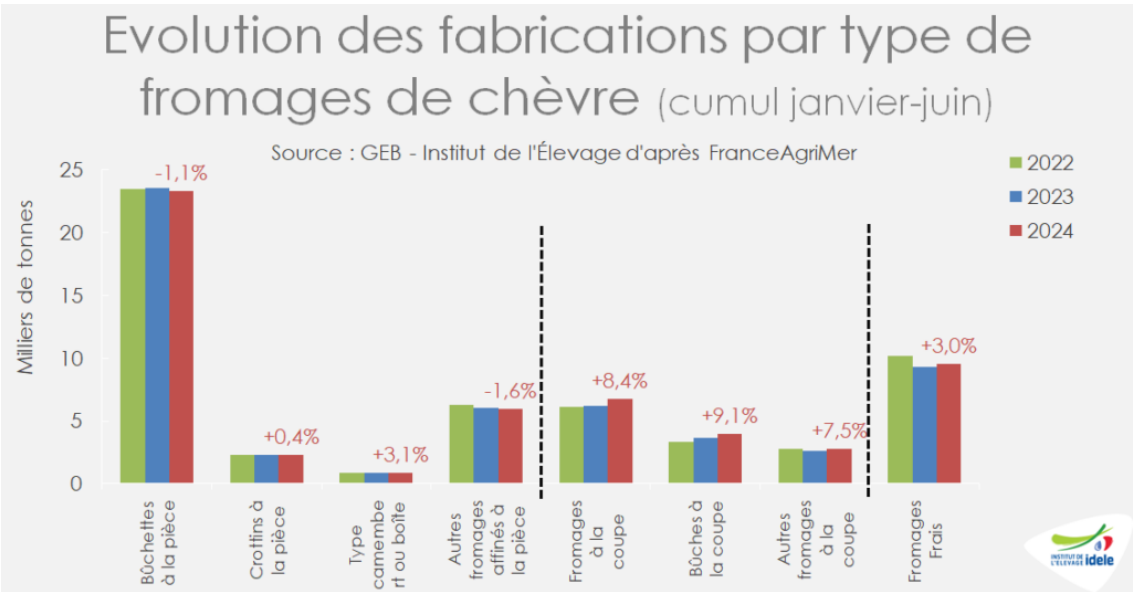
Les **importations** de produits de report sont de nouveau **en baisse en juin** 2024 par rapport au même mois de 2023, à 3,6 millions de litres équivalent lait (-25% /2023). En cumul de janvier à juin, elles atteignent **23,4 millions de litres équivalent lait (-10% /2023)**. 2023 était déjà la plus basse des dix dernières années.



Entre une collecte en retrait et des importations en recul, les **approvisionnements** des transformateurs s'élèvent à **55,6 millions de litres en juin** (-4,9% /2023). Sur le premier semestre, le recul est de -3,1% /2023, à 294 millions de litres.

Les **stocks** de produits de report caprin s'élèveraient à **6 400 tonnes équivalent lait** en juin selon FranceAgriMer, soit **+15% par rapport à juin 2023, et +9% par rapport au mois précédent.**

Fabrications en légère hausse sur le premier semestre



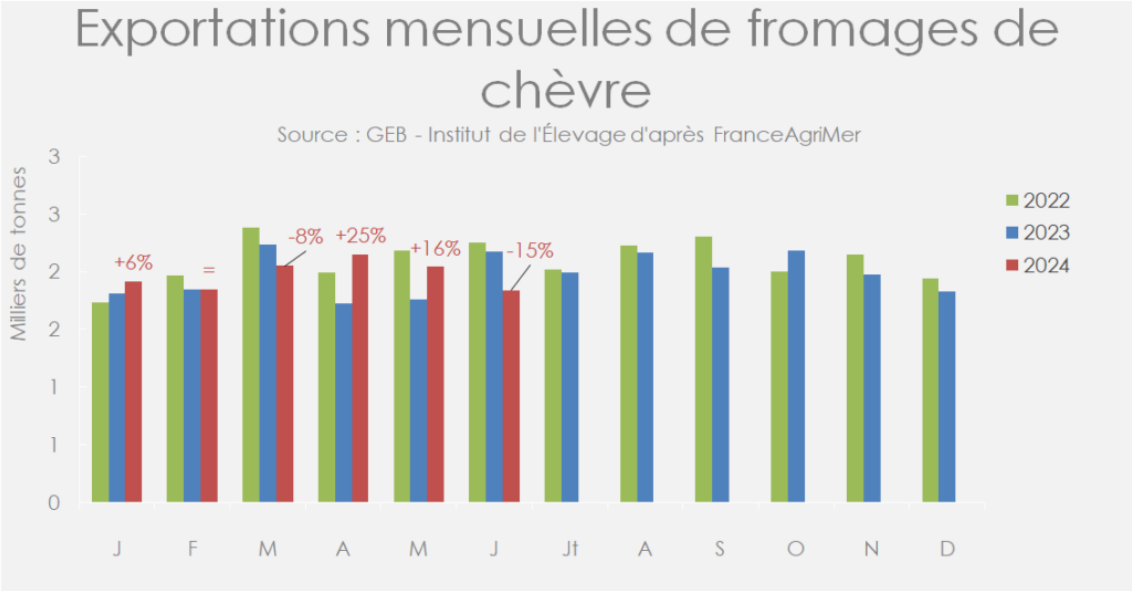
En juin, les **fabrications de fromages de chèvre** étaient en retrait de **-5% /2023,** à 7 802 t, après la hausse importante d'avril (il y avait 2 jours ouvrés de plus en avril 2024 qu'en avril 2023) et une légère baisse en mai. À noter que le mois de juin 2024 a compté 2 jours ouvrés de moins qu'en 2023. **En cumul de janvier à juin, près de 49 000 t de fromage de chèvre ont été fabriquées (+1% /2023)**.

Dans le détail, les fabrications de **bûchettes à la pièce,** près de la moitié des volumes en 2023, étaient toujours en léger recul en juin **(-1,1% /2023)** et sur le premier semestre 2024 (-1% /2023). Les **bûches à la coupe** (pour la restauration hors domicile ou la transformation) ont poursuivi leur dynamique, en hausse de **+8,4% /2023** en juin et +9,0% sur 6 mois. Les fabrications de fromages frais, en retrait en 2023, sont toujours en hausse, de +3,0% /2023.

L'**ultra-frais** poursuit sa bonne **dynamique**, avec 1 208 t fabriquées en juin **(+9% /2023)**, et 7 700 t sur les six premiers mois de l'année (+9% /2023).

Consommation en demi-teinte en France, exportations dynamiques

Les **ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des GMS sont en légère hausse sur un an (+0,8%)** et sur les huit premières périodes de 2024 (+0,7% /2023 jusqu'à mi-août 2024). Dans les faits, ce sont les **marques de distributeurs**, en hausse de **+6,3% en cumul annuel mobile et +5,7% depuis le début de l'année**, qui assurent la hausse des volumes. Les **marques nationales sont en recul de -4,0%** sur un an et sur les 8 premières périodes de 2024 comparé à cette période en 2023. Le **prix de vente** moyen est en hausse en cumul annuel mobile **(+1,6% /2023),** avec dans le détail +3,5% pour les marques nationales et -0,3% pour les MDD.
Côté fromages **AOP**, les volumes sont en recul de **-5,3% en CAM** (cumul annuel mobile) et -5,0% depuis le début de l'année.
En **ultra-frais**, les achats des ménages en GMS sont toujours en hausse, **+2,8% /2023 en CAM** et +2,2% sur les 8 premières périodes.
Les données de la restauration hors domicile ne sont pas disponibles à date, mais ce secteur serait plus dynamique que la consommation à domicile, bénéficiant possiblement d'un effet « jeux olympique ».



En cumul sur le premier semestre, les **exportations** de fromages de chèvre se portent bien, à près de **12 000 t (+3% /2023)**.

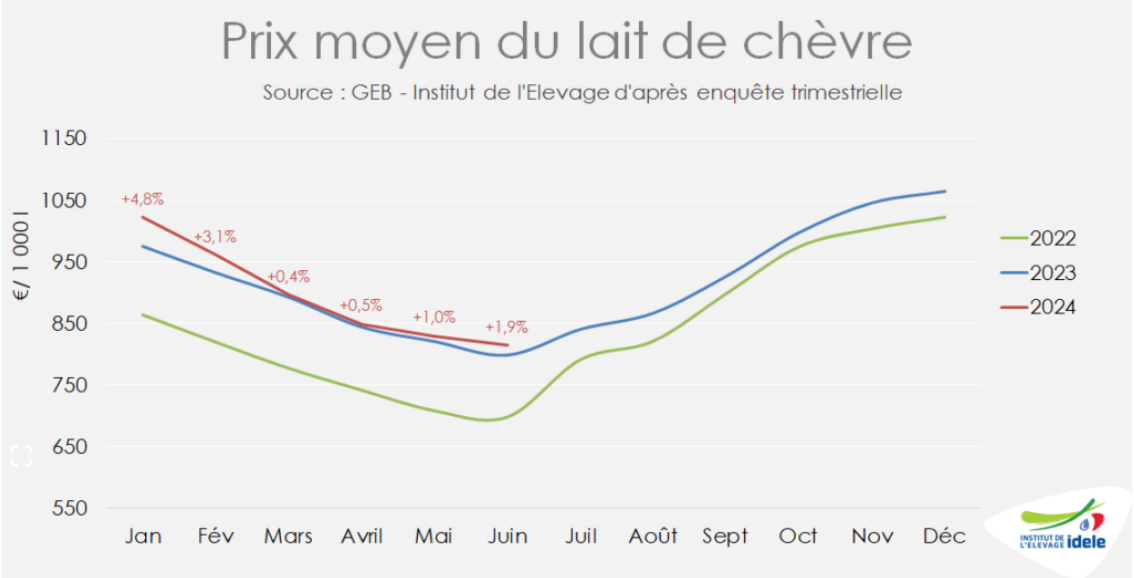
Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Dynamiques contrastées du prix du lait de chèvre en Europe

Dernière révision le 16 septembre 2024

Si en France, le prix du lait de chèvre payé au producteur a légèrement augmenté au second trimestre sous l'effet des taux, avec un prix de base stable, chez nos voisins néerlandais et espagnols, la baisse est importante depuis le début de l'année.

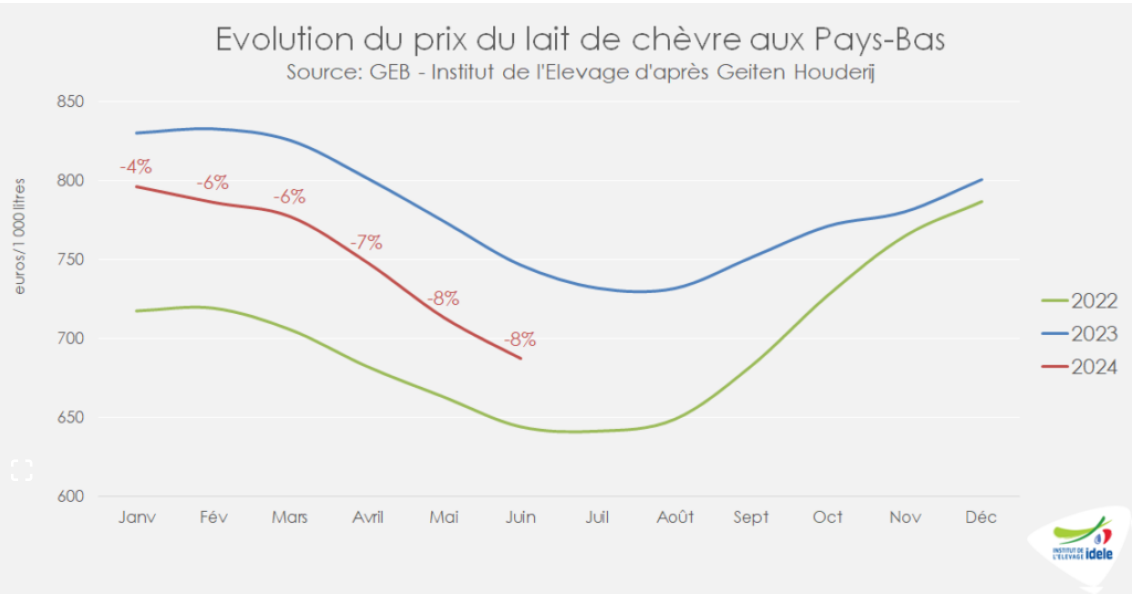
Prix du lait payé en légère hausse au second trimestre en France



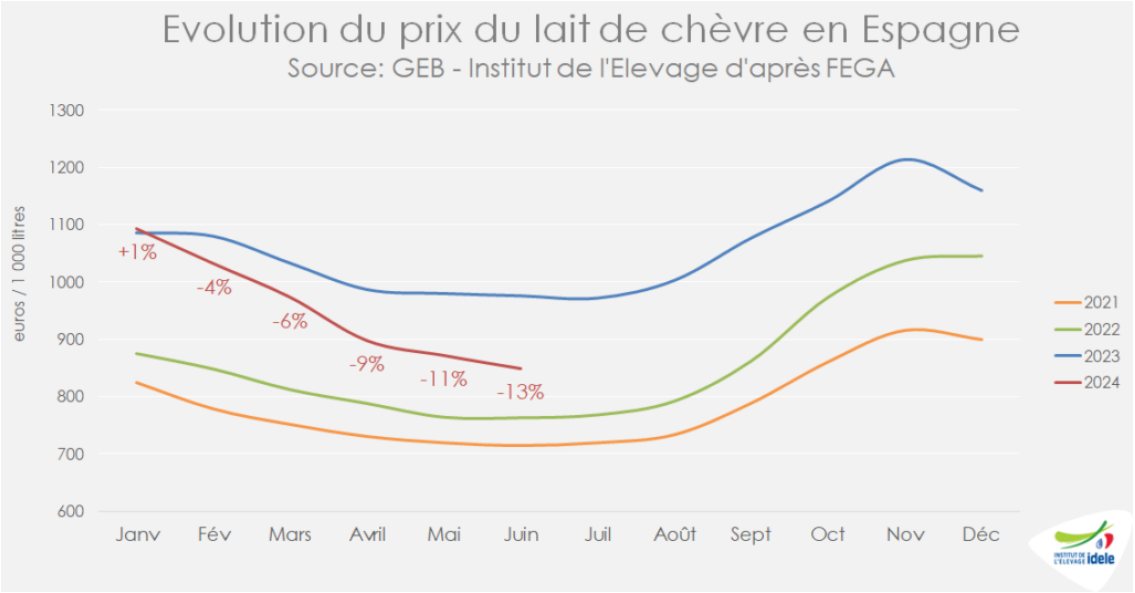
À **831 € les 1 000 litres au 2e trimestre 2024**, le **prix moyen payé** aux producteurs de lait de chèvre a enregistré une progression de **+10 € par rapport à 2023 (soit +1,2%) et +115 € /2022 (soit +16,0%)**. Alors que le **prix de base est stable**, le **TB en hausse (+2,6% /2023) et le TP légèrement supérieur (+0,5% /2023)** expliquent cette augmentation du prix payé au 2ème trimestre 2024.

Prix payés aux éleveurs caprins en recul en Espagne et aux Pays-Bas

Aux **Pays-Bas**, si les débouchés des fromages se maintiennent, des marchés pour le lait en poudre (infantile notamment, vers la Chine) ont été perdus en 2023. Première conséquence de cette perte de débouchés, le prix du lait payé aux producteurs néerlandais a baissé **de 61€/1 000 l entre avril et juin, à 687 €/1000 litres (-8% /2023)**. Ce recul est lié à la baisse du prix de base, mais aussi à des taux en recul selon le magazine néerlandais Geiten Houderij.



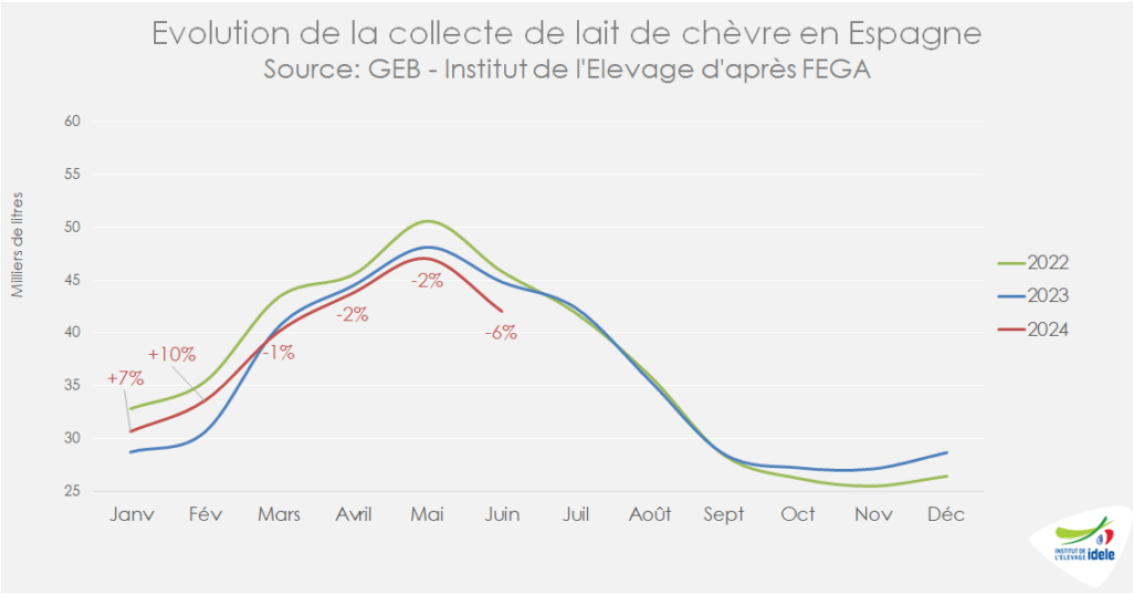
Deuxième conséquence de ces pertes de marché, des **excédents de lait** néerlandais sont vendus dans différents pays européens, dont une partie en Espagne, ce qui vient perturber le marché ibérique et faire pression sur les prix à la production. En **Espagne**, la c**ollecte est en baisse** depuis le mois de mars, et reculait de **-6% /2023 en juin,** avec 42 millions de litres collectés.



Le **prix du lait de chèvre espagnol** est en baisse continue depuis février, et le recul a atteint **-13% /2023 en juin**.

Le prix à la production peu incitatif a conduit à partir de mars à un décrochage des volumes collectés. En juin, la collecte affichait une baisse de **-6% /2023,** à 42 millions de litres.

Certains distributeurs espagnols exigeraient à présent du lait d'origine nationale, ce qui pourrait soutenir la production en Espagne dans les prochains mois.



« Où va l’agneau ? »,quels produits pour quels marchés ?

Dernière révision le 16 septembre 2024

Analyse actualisée pour l’année 2021

Cette nouvelle édition de l’étude « Où va l’agneau ? », établie pour l’année 2021, actualise la précédente qui s’intéressait à 2014.

L’année 2021 est particulière pour l’analyse du marché de la viande ovine en France en raison de la mise en œuvre du Brexit sur le plan commercial et des effets sur la consommation alimentaire de la pandémie de Covid-19. La mise en œuvre de l’accord commercial post-Brexit a provoqué un freinage notable des exportations britanniques de viande ovine, notamment vers la France, ainsi qu’un changement dans l’orientation de ces flux vers les principaux clients du Royaume-Uni, qui transitent désormais en grande partie par l’Hexagone, pour des questions de simplification logistique et d’allègement des coûts. Les effets de la pandémie ont été plus marqués sur les circuits commerciaux, en particulier sur les fermetures des circuits hors domicile et le dynamisme des boucheries artisanales. Certains effets sont conjoncturels et seront atténués après 2021, mais d’autres semblent s’inscrire dans la durée, comme la fermeture des rayons trad’ des GMS face à des difficultés de recrutement.

Pour en savoir plus, consulter notre Dossier Économie de l’Élevage *Où va l’agneau ? quels produits pour quels marchés? Analyse actualisée pour l’année 2021* : https://idele.fr/detail-article/ou-va-lagneau-quels-produits-pour-quels-marches

